

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

REPORTAGE EN POLOGNE



Du Congrès du POUP

à celui de Solidarité...

DOSSIER :

MITTERRAND ET L'HERITAGE IMPÉRIALISTE FRANÇAIS
EN AFRIQUE DU SUD

Sommaire du N° 108 du 14 septembre 1981

3	ANGOLA	Nouvelle agression sud-africaine contre l'Angola	Vincent KERMEL
4	FRANCE	Le gouvernement Mitterrand et l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud	Claude GABRIEL
8	GAMBIE	Le président Dawda Jawara remis en selle par l'armée sénégalaise	François CAZALS
10	TURQUIE	Un an après le coup d'Etat de septembre 1980	Pierre CHARDIN
11	ETAT ESPAGNOL	Le Xe Congrès du Parti communiste espagnol	Jaime PASTOR
14	POLOGNE	Le « renouveau » des bureaucrates contre la montée du contrôle ouvrier	Sean CONOLLY
24	POLOGNE	Programme d'action immédiate pour les conseils ouvriers	GROUPE DE LUBLIN
26	CUBA	Intervention du délégué du Parti communiste cubain au IXe Congrès du POUP	Carlos Rafael RODRIGUEZ
28	AMERIQUE CENTRALE	Pour un front international contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe !	IVe INTERNATIONALE
29	ISRAEL	Les élections à la Knesseth	Michel WARSCHAWSKI
35	LES NOTRES	Pérou : Teofilo Inga Quispe Iran : Samad Asari Eskandari	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pays |-----|

Nouvelle agression sud-africaine contre l'Angola

EN lançant, dans la nuit du 23 août dernier, son « opération Protée » contre l'Angola à partir de ses bases en Namibie, l'Afrique du Sud a entrepris une sérieuse escalade militaire contre le régime de Luanda. Certes, un état de guerre larvée existe à la frontière entre l'Angola et la Namibie depuis l'échec de l'invasion sud-africaine de l'Angola en 1975-1976.

Mais l'agression du 23 août, qui a mis en branle deux colonnes sud-africaines composées de quatre unités d'infanterie mécanisées équipées de dizaines de blindés et totalisant plus d'un millier d'hommes est d'une ampleur inégalée depuis 1975. Les troupes sud-africaines, qui ne sont qu'une petite partie des 45 000 hommes amassés depuis des semaines à la frontière namibienne, ont pénétré jusqu'à plus de cent kilomètres à l'intérieur de l'Angola dans la province de Cunene, frontalière avec la Namibie. Elles ont ratissé plusieurs villages, fait entre 400 et 500 victimes et occupé la ville de Xangongo, capitale de la province. Parallèlement, des avions sud-africains ont bombardé les installations de batteries anti-aériennes angolaises SAM-3 situées à Cahama et Tchibemba, soit à respectivement 130 et 200 kilomètres de la frontière namibienne. Face à cette attaque, le président angolais a lancé un appel à l'ONU et décréte l'état d'alerte des forces armées et de la fonction publique.

L'« opération Protée » dépasse donc largement par son ampleur, sa préparation et ses incidences politiques, le cadre d'une « opération de poursuite » des maquisards de la SWAPO (Organisation des peuples du sud-ouest africain) comme voudrait le faire croire l'administration raciste de Pretoria. Elle constitue plutôt une escalade préméditée dont les objectifs consistent à la fois à porter un coup aux forces de la SWAPO, à épauler les activités sécessionnistes de l'UNITA et à aggraver la situation économique et sociale du sud angolais par la destruction systématique de son potentiel économique et le maintien d'un climat d'insécurité permanent.

Les propos du général Lloyd, commandant en chef des forces sud-africaines en Namibie, ne laissent aucun doute à ce sujet. Le chef militaire raciste déclarait, le 10 août dernier : « Si les forces gouvernementales angolaises et cubaines soutiennent la SWAPO et si elles entrent dans le conflit, nous devons inévitablement les affronter. Nous serons alors réellement en guerre. » Plus explicite encore, il ajoutait que l'Afrique du Sud se préparait « psychologiquement, militairement et logistiquement pour une guerre plus conventionnelle contre des forces supérieures à celles de la SWAPO ».

Illustrée par l'augmentation cette année de 30 % du budget militaire sud-africain, cette accentuation de la politique agressive de l'Afrique du Sud s'est trouvée confortée et même encouragée par l'attitude de la diplomatie américaine.

Dès son accession au pouvoir, l'administration Reagan a en effet multiplié les gestes d'amitié à l'égard du régime sud-africain.

En mars 1981, cinq officiers supérieurs sud-africains pouvaient se rendre aux Etats-Unis pour une « visite privée » en contrevenant ouvertement à une disposition de bannissement prise à l'encontre des personnages officiels sud-africains. Pendant ce temps, Ronald Reagan demandait au Congrès américain la levée des dispositions d'embargo sur l'aide militaire aux mouvements fantoches angolais qui luttent contre le MPLA.

Le 31 mars, la Maison Blanche précisait dans un communiqué : « Notre objectif global est de renforcer la sécurité de l'Afrique australe, une région d'importance croissante pour nos intérêts. » L'attitude américaine envers l'Afrique du Sud serait dorénavant guidée par un « esprit constructif et non de confrontation ». Et, le 15 mai 1981, Ronald Reagan recevait officiellement à la Maison Blanche le ministre des Affaires

étrangères de Pretoria, rompant ainsi avec une longue période d'isolement diplomatique de l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, alors que la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne se voient contraints de condamner l'attaque sud-africaine contre l'Angola, le gouvernement américain, « déplorant toute escalade de la violence » en Afrique australe, lui trouve des excuses en liant cette action au « contexte intégral » de l'aide soviétique et angolaise à la SWAPO qui combat la domination coloniale sud-africaine en Namibie. Rien d'étonnant dès lors à ce que Washington ait opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU « condamnant énergiquement » Pretoria.

C'est fort de l'aval et de la compréhension diplomatique des Etats-Unis que l'opération sud-africaine a été entreprise. Pretoria qui, depuis l'indépendance des ex-colonies portugaises, a perdu son glacis protecteur, pourrait être aujourd'hui tenté, dans la perspective d'une future indépendance de la Namibie, de se doter à nouveau d'une telle protection. Son offensive dissimulerait alors un projet plus vaste de démembrement de l'Angola et de création d'un Etat tampon dans le sud angolais avec l'appui de l'UNITA, dont la concrétisation dépendrait du rapport des forces militaires sur le terrain et de ses implications internationales.

Mais, en maintenant un climat de guerre à la frontière angolo-namibienne, Pretoria espère sans doute aussi faire capoter les tentatives d'« ouverture » politique et économique à l'Ouest d'une Angola toujours dépendante de l'aide militaire cubaine et soviétique.

En effet, l'Angola, qui dispose d'importantes relations économiques avec les Etats-Unis (les compagnies américaines ont le quasi-monopole de l'exploitation du pétrole angolais), après avoir d'une certaine manière normalisé ses relations avec Paris, a exprimé récemment le désir d'en faire autant avec Washington. C'est l'impression qu'ont rapporté de leur voyage en Angola les parlementaires démocrates nord-américains très chaleureusement reçus par le président angolais à la mi-août.

Le tumulte diplomatique déclenché par les Sud-Africains après la capture d'un conseiller soviétique en Angola n'a donc d'autre but que d'occulter l'ingérence militaire du régime raciste, de rompre avec l'isolement diplomatique de l'Afrique du Sud et de justifier son aide à l'UNITA dont le ministre sud-africain de la Défense, Malan, dit que « profitant du vacarme créé autour de l'incursion sud-africaine, elle pourrait conforter ses acquis immédiatement ».

Face à ce régime raciste qui menace l'Angola d'une « ère de turbulences qui pourrait prendre des proportions catastrophiques » si Luanda n'abandonne pas son soutien à la SWAPO, le mouvement anti-impérialiste doit se mobiliser pour réclamer le retrait des troupes sud-africaines d'Angola, soutenir le droit à l'indépendance de la Namibie et appuyer la lutte des masses noires d'Afrique du Sud contre l'apartheid. Cette mobilisation ne peut se réduire à de simples prises de positions contre l'apartheid et à des « condamnations », sans suite, des actes de l'Afrique du Sud. Elle doit prendre la forme d'actions concrètes de solidarité anti-impérialiste, comme, par exemple, les manifestations qui, en Nouvelle-Zélande, viennent d'accueillir l'équipe des « Springbooks », le fleuron du rugby raciste sud-africain. Ainsi doit s'organiser à l'échelle internationale une vaste campagne pour le boycott de l'Afrique du Sud raciste dans tous les domaines, politique, économique, sportif et artistique. C'est là un devoir élémentaire de solidarité internationaliste avec la lutte des masses opprimées d'Afrique australe.

Vincent KERMEL
2 septembre 1981.

Le gouvernement Mitterrand et l'héritage impérialiste français en Afrique du Sud

APRES avoir connu une forte récession en 1975 et 1976, la République Sud-Africaine (RSA) connaît actuellement une situation économique et financière favorable. Pour l'année 1980, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de 8 %. Pour l'exercice 1981, le taux de croissance pourrait être de l'ordre de 4 ou 5 %, compte tenu des poussées inflationnistes.

Pays principalement exportateur de minerais et de produits agricoles, la RSA est surtout importatrice de biens d'équipement. La récession mondiale a réduit la demande en matières premières et a menacé la balance du commerce extérieur. Mais le prix du pétrole a relancé le marché mondial du charbon dont la RSA est un très gros producteur et, surtout, les cours de l'or ont compensé les pertes des autres postes d'exportation.

Claude GABRIEL

Ainsi, l'ambassade de France, par l'intermédiaire de son Service d'expansion économique fait circuler régulièrement des notes d'actualisation sur les possibilités d'investissement en Afrique du Sud. Dans une étude de ce type datée d'octobre 1980, il est y compris rappelé que « la situation sociale reste très favorable aux employeurs auxquels le droit du travail par rapport aux employés, très mal protégé, accorde une position privilégiée »...

Selon cette même source, le total des investissements étrangers en Afrique du Sud était au début de l'année 1980 de 25 milliards de rands. Les pays de la Communauté économique européenne (CEE) en représentaient les 56 %. En tête, la Grande-Bretagne avec 8 milliards de rands; les Etats-Unis viennent en seconde position avec 5 milliards de rands.

Mais le plus significatif est que 42 % de ces investissements étrangers sont des « investissements directs », c'est-à-dire, selon la définition de la Reserve Bank of South Africa, des intérêts ayant pouvoir de contrôle dans l'établissement bénéficiaire...

LA PART DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Les entrepreneurs français prenant pied sur le marché sud-africain ont l'avantage d'y trouver une banque française : la French Bank of Southern Africa (FBSA).

C'est en 1949 que la Banque d'Indochine installait dans ce pays une filiale. Au début essentiellement consacrée au commerce international de la laine, elle étendit peu à peu sa clientèle, servant notamment de trait d'union pour des activités commerciales sud-africaines grâce à

Les capacités de production sont maintenant employées à plus de 90 % et le gouvernement doit se préoccuper en priorité des investissements productifs et de la croissance de la main-d'œuvre qualifiée s'il veut éviter dans un avenir proche une baisse substantielle du PIB. Pour l'heure, le secteur minier a rafflé près de 34 % des investissements productifs en 1980.

Le gouvernement sud-africain favorise donc au maximum l'investissement étranger. De multiples organismes publics et privés ont la charge de vanter les avantages d'un investissement dans ce pays. A ceux-ci s'ajoute la vigilance des ambassades occidentales à Pretoria qui informent et conseillent les entreprises de leurs pays respectifs.

son réseau international, notamment dans le reste de l'Afrique. La FBSA est maintenant cotée à la Bourse de Johannesburg.

Cette entreprise bancaire offre une aide comptable aux investisseurs, une aide commerciale pour la recherche de *joint-venture*, une aide dans le domaine des assurances, etc. Cette banque contrôlée par le groupe financier français Indo-Suez constitue un maillon important du dispositif impérialiste français en Afrique du Sud.

Comme le note une récente étude (1), « pour les entreprises françaises qui exportent déjà leurs produits sur le marché sud-africain, (...) il paraît difficile de maintenir durablement et plus encore développer leur part du marché sans envisager une opération industrielle » (implantée sur place). Or justement, sur ce plan, l'impérialisme français n'a pas encore trouvé sa vitesse de croisière. Son rang de 5e fournisseur de l'Afrique du Sud reste très vulnérable. L'essentiel de ses exportations est représenté par des fournitures d'équipement et de transport.

La position française risque de se dégrader (sans compter les problèmes et évolutions politiques en France) dans un avenir proche, dans la mesure où le gouvernement sud-africain se tourne de plus en plus, pour les contrats d'équipement, vers des entreprises installées sur place (étrangères ou *joint-venture*). Le fait qu'il n'y ait aujourd'hui qu'à peine une quarantaine d'entreprises françaises, contre quatre cent sociétés allemandes opérant sur le territoire sud-africain, illustre le rapport de forces concret.

Autre aspect de la précarité des positions françaises dans ce pays, le fait qu'au cours des dix dernières années, alors que les importations françaises venant d'Afrique du Sud étaient multipliées par dix, les

exportations françaises n'augmentaient que de 100 %. En valeur, cela donne 4 milliards de francs d'importations en 1979, contre 2,2 milliards de francs d'exportations. Les importations françaises sont essentiellement composées de minerais : fer, chrome, manganèse, nickel, uranium et charbon. Le reste est constitué de fruits et de laine.

UNE CONJONCTURE FAVORABLE

En pleine crise du marché mondial, l'Afrique du Sud constitue, encore plus qu'auparavant, une cible hautement intéressante.

En effet, l'Afrique du Sud, qui avait subi en 1975 et 1976 une très forte récession à la suite du reste du monde capitaliste, connaît maintenant — paradoxalement — une période de très forte expansion. Cette désynchronisation avec les pays impérialistes provient évidemment du *boom* économique des cours de l'or et des métaux précieux. L'augmentation considérable des revenus tirés de l'or se traduit par une augmentation de la consommation et des investissements. La bonne situation de la balance des paiements (3,1 milliards de rands d'excédents en 1979) permet au gouvernement d'assouplir sa politique d'importation.

Pour les industriels occidentaux, le marché sud-africain constitue donc un sérieux objectif autour duquel la concurrence est chaude. Les Français, dont 47 % des importations vers ce pays étaient

1. *Marchés internationaux*, spécial Afrique du Sud, janvier 1981, publié par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et l'Union des Chambres de commerce et d'industrie françaises à l'étranger, p. 77.

constituées par des biens d'équipement en 1979, espèrent élargir leurs possibilités.

Les principaux postes des exportations françaises sont les suivants : matériels mécaniques et chaudières, navigation maritime, machines et appareils électriques, automobiles, fer, fonte et acier, appareils d'optique et de mesure, navigation aérienne. Ces principaux secteurs représentaient, en 1979, 72 % de l'ensemble des exportations (84 % en 1977).

On peut ainsi constater que, pour une partie importante, les ventes françaises sont attachées aux projets d'infrastructure et de développement sud-africains. Elles touchent très souvent des grands projets d'infrastructure. Selon une récente étude (2), la part directement liée à de grands contrats d'aménagement serait estimée entre 45 et 50 % du total des ventes en 1979 (60 % en 1978).

L'évolution prochaine de ces ventes, compte tenu de la détérioration probable des relations entre Pretoria et Paris, pousse les patrons français à vouloir rattraper leur retard sur le marché des biens courants afin de se libérer des risques politiques et diplomatiques qui pèsent sur les grands contrats.

« Il semble donc que la période actuelle, qui pourrait se prolonger en 1981, soit déterminante. Les positions conquises au cours de ces deux années seront sans doute difficiles à remettre en cause. Cela peut constituer une chance pour les exportateurs français, car si les Allemands, les Japonais et les Italiens sont très entreprenants, il semble que les Américains et les Britanniques, forts de leur implantation existante, agissent avec moins de vigueur. »

Ainsi s'exprimait, avant octobre 1980, Bernard Thoen, conseiller commercial de l'ambassade de France à Pretoria (3). Depuis, il y a eu l'élection de Ronald Reagan aux Etats-Unis et celle de François Mitterrand en France. Les choses ne sont donc plus aussi simples...

UN ARGUMENT ECULÉ

Le même Bernard Thoen ajoutait que *« saisir les opportunités commerciales qui s'offrent ne signifie en rien que l'on ignore les discriminations et les inégalités qui subsistent en Afrique du Sud, mais il est au contraire permis de penser qu'une plus grande ouverture de l'Afrique du Sud sur le monde, notamment par le biais des échanges commerciaux, contribuera à accentuer les évolutions qui se manifestent depuis quelques années et paraissent*

devoir s'accélérer sous la pression des nécessités économiques (4) ».

L'angélisme de ce fonctionnaire de l'ambassade de France n'enfantait pourtant pas d'un argument très nouveau. Il n'est d'ailleurs que la version « présentable » des thèses du lobby d'extrême droite en France qui dénonce le complot contre l'Afrique du Sud et dénonce toute forme de sanctions et *a fortiori* un boycott.

Ces messieurs de l'AFCA (Amis français des communautés sud-africaines) militent contre les appels du communisme international à boycotter l'Etat raciste. *« Mis à part le racisme anti-blanc d'une infime minorité de dirigeants noirs et du complexe de certains autres, tous s'accordent à reconnaître que la transformation souhaitable est en bonne voie et de façon irréversible. »* Ainsi rassuré, le lecteur de leur bulletin apprendra que toute sanction économique contre l'Afrique du Sud dessert d'abord les Noirs de ce pays et les pays africains de la région, tous dépendants de la santé économique de la RSA.

L'argument « communiste » sur le boycott serait donc en définitive un complot visant à exaspérer la haine raciale (le racisme anti-blanc...). L'extrême droite française n'a d'ailleurs rien inventé puisque l'ambassade sud-africaine à Paris publie elle-même un dépliant dans lequel on peut lire : *« Les appels au boycottage ou au désinvestissement proviennent principalement d'adversaires extérieurs à l'Afrique du Sud qui n'auraient pas à en subir les conséquences. Ces agissements sont plutôt le reflet de motivations politiques et révolutionnaires que d'un réel souci du bien-être et du développement des populations noires d'Afrique du Sud. (5) »*

On ne sera pas surpris de trouver également dans ce pamphlet de l'ambassade de la RSA en France la citation de M. Bernard Thoen donnée plus haut. Les Sud-Africains font sans problème la synthèse entre les arguments grossiers du lobby d'extrême droite et la pensée sophistiquée d'un fonctionnaire français qui « espère » changer le sort des Noirs en commerçant toujours plus avec le régime blanc...

Pour reprendre l'argument : plus la France commercera avec la RSA, plus les impératifs économiques pousseront le régime à se libéraliser ; ainsi raisonne notre fonctionnaire.

La réalité est tout autre. Depuis plusieurs années, divers codes de conduite avaient été élaborés à l'étranger pour servir de guide aux entreprises ayant des filiales ou des intérêts en Afrique du Sud. Il s'agit du fameux « Code Sullivan » pour les Etats-Unis et celui de la CEE élaboré à Bruxelles.

Quel en est le bilan ? En ce qui concerne les entreprises américaines, les tests faits à la fin de 1979 prouvaient que moins d'un tiers de celles-ci avaient amorcé une politique d'égalisation des salaires pour des tâches identiques entre Noirs et Blancs (6). A l'été 1980, le ministère britannique du Commerce extérieur reconnaissait dans un rapport que 33 entreprises britanniques payaient des salaires de

misère et que 20 000 employés noirs des filiales britanniques étaient payés à des tarifs au-dessous des normes préconisées par le Code du Marché commun (7). Et pourtant, ces codes ne contiennent aucune recommandation sur les droits syndicaux et politiques des Noirs. C'est dire leur modestie.

Il n'est pas possible de prendre connaissance de statistiques sur l'attitude des entreprises françaises vis-à-vis de ces recommandations. Mais, à voir les grèves chez Volkswagen ou les licenciements massifs de grévistes chez Firestone (8) où la direction a mis à pied 1 000 employés de l'usine de Port-Elisabeth, on peut penser que les entreprises françaises ne font pas, quant à elles, office d'avant-garde anti-raciste. Comment pourrait-il en être autrement puisque l'*apartheid* est justement le terrain d'un consensus pour tous ceux qui recherchent un coût de production minimum. Ou alors, il faudrait croire que le « libéralisme » des patrons français serait soudain devenu plus fort que les lois du capitalisme...

LE LOBBY FRANÇAIS

Comme dans tous les autres pays occidentaux, les racistes sud-africains ont cherché à aider en France ceux qui, pour des intérêts économiques et politiques, se proposaient de soutenir le régime de Pretoria. Le scandale de l'information qui a éclaté en 1978 en RSA révéla que des fonds gouvernementaux avaient été utilisés pour acheter toutes sortes de complaisances dans la presse nationale et internationale, voire pour créer des journaux favorables à l'Afrique du Sud. Plus généralement, les Sud-Africains ont cherché les meilleurs supports journalistiques pour défendre leur régime. Le 19 avril 1980, *le Figaro Magazine* publiait sur 9 pages un reportage sur la Namibie. La formule « un homme, une voix », qui symbolise le suffrage universel, y est qualifiée de « formule du KGB ». « Les rouges massacrent surtout leurs frères de race ». Dans *Paris Match* d'août 1980, un reportage de 8 pa-

2. *Ibid.*, p. 53. Ces grands contrats d'aménagements sont la centrale nucléaire de Koeberg, la centrale thermique classique de Matla, l'usine de transformation de la houille en carburant de Sasol. De plus, au cours des années passées, quatre navires porte-conteneurs d'un coût unitaire de 400 millions de francs ont été livrés ainsi que quatre avions Airbus.

3. Agence économique et financière (Agefi), numéro spécial Afrique du Sud, octobre 1980, p. 74.

4. *Ibid.*

5. *Sanctions contre l'Afrique du Sud. Les perdants, les gagnants*, publié par le conseiller des Affaires culturelles et de presse, ambassade de la République sud-africaine à Paris.

6. Elisabeth Schmidt, *Decoding Corporate Camouflage*, Institute for Policy Studies, Washington, D.C.

7. Voir à ce propos *Profiteering from Cheap Labour : Wages Paid by British Firms in South Africa*, South Africa Labour Education Program, Londres.

8. *Le Monde*, 31 janvier 1981.

ABONNEZ-VOUS,

RÉABONNEZ-VOUS

A « INPRECOR » !

ges indique notamment que « petit à petit, un étau russe se referme sur l'Afrique du Sud, où les Blancs poursuivent un combat d'arrière-garde ».

S'il n'est guère surprenant que l'extrême droite française monte en première ligne de la défense des racistes, des choses plus sophistiquées existent avec les mêmes objectifs.

L'AFCA citée plus haut, par exemple, ne fonctionne qu'avec des fonds sud-africains. A son assemblée générale du 6 décembre 1978, on trouvait un bel aréopage de personnalités « respectables », dont F. O. Albrecht, directeur de recherche au CNRS (Président de l'association). Parmi les 21 membres du Conseil d'administration, figuraient au 15 janvier 1979 six députés (cinq UDF et un RPR) (9). Le lobby économique y faisait aussi bonne figure : Blin, PDG du groupe de presse *Usine Nouvelle*, Gilbert Aggery, directeur de la SAVIEM en Afrique du Sud...

A tout cela doit s'ajouter la politique même des gouvernements successifs de la Ve République. Le fait qu'un Jacques Médécin ait été ministre du Tourisme et que la ville de Nice, dont il est maire, soit jumelée avec la ville sud-africaine du Cap, a largement favorisé le tourisme français en RSA.

Tourisme, sport, presse..., de multiples terrains où les racistes ont tissé des complicités bien organisées.

Travailleur noir des mines d'or sud-africaines. (DR)



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES

Le 20 mai 1981, Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste (PS) exprimait la position de son parti vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Il qualifiait de « faux et illusoire » le raisonnement selon lequel « le développement économique engendrerait une désintégration du système d'apartheid ». Il rappelait que le PS était pour l'arrêt du commerce avec la Namibie, occupée par l'Afrique du Sud, et notamment pour la suspension des importations d'uranium. Enfin et surtout, il évoquait « la réduction, dans des délais compatibles avec les contraintes techniques, des importations en provenance d'Afrique du Sud ; l'interruption de tout investissement public et de toute aide aux investisseurs privés ; l'embargo sur les armes ».

Tout cela est fort positif mais devra être suivi d'effets. Le groupe Creusot-Loire, nationalisable, qui construit actuellement la centrale atomique de Koeberg, près du Cap, pourra sans doute achever son œuvre. Mais il faudra bien passer aux actes et bloquer toute possibilité de doublement du projet par la suite comme cela était plus ou moins prévu par Pretoria. Le gouvernement français a de toute manière un premier outil de pression sur le patro-

nat français, la COFACE (10). Cet organisme d'assurance des investissements français à l'étranger pourrait fort bien décourager une partie des investisseurs français en ne couvrant pas les risques encourus dans ce pays.

Cependant, les interrogations qu'inspire la politique étrangère du nouveau régime en France touchent de la même manière les relations avec l'Afrique du Sud. L'Etat français, malgré la présence hégémonique des partis ouvriers au gouvernement, reste un Etat impérialiste. Le cas de la French Bank of Southern Africa (FBSA) contrôlée à 55 % par le groupe financier Indo-Suez est un test parmi d'autres. Va-t-on nationaliser les avoirs du groupe dans cette banque installée au pays de l'apartheid ? Dans ce cas, c'est l'Etat français lui-même qui va devoir jouer le jeu des aides aux entreprises françaises. Ou bien va-t-on nationaliser Indo-Suez en lui permettant de laisser sous forme d'un holding privé les avoirs à l'étranger comme ceux de la FBSA ? Dans ce cas, quels moyens le gouvernement aura-t-il encore pour interrompre les investissements privés dans ce pays comme se le proposait le 20 mai Lionel Jospin ?

D'ailleurs, préparé à cette éventualité, Philippe Mallet, PDG de la Compagnie financière de Suez, déclarait le 12 juin aux actionnaires : « Si donc, un jour ou l'autre, étaient mis à l'étude des projets de nationalisation portant sur certaines des composantes majeures de notre groupe, vous pouvez être assurés que nous déploierons toute notre énergie pour faire partager aux responsables de ce pays notre conviction quant aux conséquences sérieuses, peut-être très graves, et, de plus, je le crois profondément, tout à fait inutiles, par rapport aux buts poursuivis, que provoqueraient de semblables mesures. (11) »

En quelque sorte, la manière dont seront nationalisés les groupes financiers et la mise en place probable de holding privés pour sauvegarder une grande part des avoirs à l'étranger nous introduisent au cœur du débat sur l'impérialisme français et la politique des partis ouvriers PS et PC.

Le Monde du 11 juillet 1981 ramène d'ailleurs à leurs justes proportions les déclarations de Lionel Jospin. Sous la plume de Philippe Decraene, il est rappelé que si « les options sont claires, leur mise en application peut encore être entachée d'am-

9. Maurice Arreckx (UDF), Jean Begault (UDF, Maine-et-Loire), Albert Brochard (UDF, Deux-Sèvres), Gilbert Gantier (UDF, Paris XVIe), Hubert Valliquin (UDF, Vosges), André Forens (RPR, Vendée); et deux sénateurs : Maurice Blin (Union centriste, Ardennes) et Georges Repiquet (RPR, La Réunion). Sur les détails du lobby français se reporter à une étude du Mouvement anti-apartheid faite en 1980 pour l'Unesco.

10. COFACE : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

11. Le Monde, 18 juin 1981.

biguité ». Il annonce d'ailleurs que si, « dans l'entourage de M. Cheysson, on reste partisan de s'en tenir au seul langage de la fermeté, d'autres ministères » seraient pour une très curieuse tactique d'investissement dans les bantoustans, afin de « ruiner l'apartheid et d'évincer les Sud-Africains » de ces contrées...

Toute cette confusion témoigne seulement d'une chose, c'est qu'il n'y a pas de demi-mesure possible. Soit le PS et le PC s'engagent en France à démanteler les grandes puissances financières et à les nationaliser intégralement sans indemnités, soit — en profondeur — l'impérialisme français suivra son chemin en Afrique du Sud comme ailleurs.

En respectant les lois du capitalisme, il n'est pas possible de jouer les redresseurs de tort à 15 000 km de Paris. Il est donc certain que le gouvernement français prendra quelques mesures économiques qui, cependant, n'iront pas jusqu'à suivre les déclarations spectaculaires et sans appel de Lionel Jospin. Sur le front politique, par contre, il faut s'attendre à ce que la France joue maintenant un rôle original dans le débat international et les négociations sur la Namibie et l'Afrique du Sud.

François Mitterrand déclarait dernièrement que « les revers du PC en France tiennent au contexte français. J'ajoute que le communisme se nourrit pour une large part des erreurs de jugement et des fautes politiques de l'Occident. Moins celui-ci en commettra à l'égard des travailleurs comme à l'égard du Tiers Monde, et plus s'accélérera le déclin du communisme international (12) ». Ainsi va la philosophie du dirigeant socialiste. Cette préoccupation insistante d'éviter le communisme dans le Tiers Monde en optant pour une politique souple est déjà à l'œuvre en Amérique centrale.

Le PS français, mais aussi le SPD allemand et derrière eux l'Internationale socialiste ne renoncent pas, par des soutiens politiques, par des propositions de médiations et même par des aides matérielles, à peser sur les luttes de classes dans cette région. En évitant ainsi des « fautes » à l'Occident, la social-démocratie espère peser non seulement sur le

L'apartheid, Eldorado des exportateurs français...

« C'est dire que la République d'Afrique du Sud est un pays privilégié ; par le climat, par la richesse du sol et du sous-sol, par la variété de la faune ; par ses occupants, qui sont, aussi bien Blancs que Noirs, d'une stature supérieure à celle des Européens ; enfin par la pratique de l'apartheid, qui semble actuellement aboutir à un développement relativement harmonieux et pacifique des relations Blancs-Noirs, et à l'éducation progressive de ces derniers. »

Fédération française des industries du vêtement féminin, rapport de voyage d'étude en Afrique du Sud, 1979.

« Ce n'est d'ailleurs pas parce que le pays est actuellement calme qu'il ne risque pas, au cours de la prochaine décennie de sérieuses confrontations, le jour où les agitateurs — formés dans les pays voisins, notamment en Angola et en Tanzanie — auront réussi à s'infiltrer et à faire comprendre aux Bantous qu'ils sont malheureux et exploités ; mais, pour le moment, il n'en est rien. Le Noir sud-africain a un niveau de vie bien supérieur à ses congénères des pays voisins ; la police a du mal à contenir les franchissements clandestins de frontière par les Noirs qui rêvent de venir travailler dans cet Eldorado où, en deux ans, ils peuvent économiser de quoi acheter une maison et une femme. »

Union française des industries exportatrices, 4e mission en Afrique du Sud, 26-29 juin 1977.

cours des événements, mais aussi sur certaines composantes de fronts politiques ou de directions centristes. Contrebalancer le poids de la révolution cubaine en Amérique centrale est évidemment un projet quelque peu prétentieux pour ces politiciens. Mais ils gardent l'espoir de freiner une radicalisation des luttes et des directions.

En ce qui concerne l'Afrique australe, le projet est similaire. Déjà la SWAPO namibienne est fortement engagée sur le terrain d'une diplomatie compromettante avec les puissances impérialistes. Mais l'ANC sud-africain, en partie contrôlée par le PC, affiche évidemment de très fortes sympathies pour le « camp socialiste ».

Le PS français, par sa victoire électorale et par son poids à la tête d'un des plus grands pays impérialistes, peut devenir un interlocuteur décisif pour des directions nationalistes quelque peu tiraillées entre la diplomatie internationale dans laquelle elles sont engagées et les luttes de masses à l'intérieur du pays.

En affichant une volonté de fermeté et de refus envers le régime raciste, la so-

cial-démocratie joue une carte pour l'avenir. Elle se présente entre Moscou et Washington comme une actrice indépendante, candidate pour aider aux changements pacifiques, aux évolutions positives et autres projets réformistes. Certes, il y a, là aussi, peu de chances que l'ANC change d'allié privilégié. Mais il n'est pas exclu qu'une politique audacieuse du PS et du gouvernement français ne pèse tout de même sur une partie de sa direction dans les années à venir.

C'est pourquoi, si toute mesure prise à Paris contre le régime raciste devra être soutenue, les marxistes révolutionnaires devront veiller à expliquer les contradictions économiques et politiques d'un gouvernement qui veut préserver la chèvre et le chou.

C'est à un soutien massif à toutes les composantes du mouvement de masse anti-apartheid en Afrique du Sud que le PS et le PC doivent s'engager. Le gouvernement français doit de son côté apporter une aide aux masses noires pour leur émancipation.

Mais tout renoncement à un soutien militant aux Noirs sud-africains sous prétexte que ce n'est plus la droite réactionnaire qui est au pouvoir en France serait une erreur grave. Au contraire, le renforcement du mouvement anti-apartheid est d'autant plus nécessaire qu'il peut maintenant exiger, avec plus de chances d'être écouté, l'arrêt de toute collaboration française avec le régime raciste. Un mouvement anti-apartheid massif serait un maillon décisif pour demander aux militants du PS et du PC d'interpeller leurs directions sur les ambiguïtés et les atermoiements prévisibles du nouveau gouvernement français. ■

Claude GABRIEL
Août 1981.

Solidarité : que faire ?

En France, un grand nombre d'entreprises ont des intérêts en Afrique du Sud. Une quarantaine y ont des filiales. C'est pourquoi la première tâche pour les militants est d'agir à travers leurs syndicats pour, d'une part exiger l'égalité des droits dans l'entreprise en Afrique du Sud entre Noirs et Blancs, ainsi que la totalité des droits syndicaux ; d'autre part de mettre tout en œuvre pour permettre un parrainage des structures syndicales semi-légales qui peuvent y exister.

Plus généralement, il faut être vigilant et ne pas laisser sans réponse toutes les relations économiques, financières ou techniques entre entreprises françaises et entreprises sud-africaines. Là aussi, c'est d'abord la vigilance des organisations syndicales qui est décisive.

En Grande-Bretagne et aux USA, des actions très positives ont déjà été menées sur ces terrains.

Mais il est possible aussi de militer régulièrement contre l'apartheid et de mener des actions contre tous les rapports entre la France et l'Afrique du Sud. A ce titre, le Mouvement Anti-Apartheid (MAA) constitue en France un instrument important qu'il faut renforcer.

Le président Dawda Jawara remis en selle par l'armée sénégalaise

SI depuis l'indépendance de la Gambie en 1965 les projets de la fédération avec le Sénégal ont toujours avorté, il aura suffi de quelques semaines pour qu'une telle perspective se précise. Après l'intervention militaire sénégalaise en Gambie du 30 juillet dernier, le président sénégalais Abdou Diouf pour qui « *la paix et la stabilité en Gambie sont la paix et la stabilité au Sénégal* », affirmait en effet : « *Nous devons maintenant construire la Sénagambie* ».

C'est dire si le coup d'Etat de l'équipe nationaliste regroupée autour du dirigeant du Gambian Socialist Revolutionary Party (GSRP, Parti socialiste révolutionnaire de Gambie) Kuy Samba Sanyang et des militaires de la « Field Force » a inquiété le pouvoir sénégalais voisin et les pays occidentaux. Alors que d'ordinaire toute remise en cause du sacro-saint principe du maintien des frontières héritées du colonialisme soulève les pires critiques, l'actuel projet de fédération sénégam-

bienn — déjà concrétisé par une fusion des services de sécurité des deux pays — a fait l'objet d'un silence approbateur général.

Il n'est donc pas sans signification de voir le nouveau gouvernement français garder lui aussi le silence. Lorsque l'on sait que, des années durant, les militaires sénégalais ont été formés par des instructeurs français, que le gouvernement de François Mitterrand vient d'attribuer au Sénégal un prêt de 9 millions de francs pour la construction d'une école d'officiers, et qu'après ses interventions antérieures au Liban dans le cadre de la FINUL, au Zaïre et une première fois déjà en Gambie (en novembre 1980) —, les trois-quarts des forces sénégalaises ont ainsi participé activement à des opérations militaires de répression faisant de cette armée une authentique armée de guerre civile, on comprend mieux les responsabilités de l'impérialisme français dans cet état de choses.

François CAZALS

Loin d'être une simple opération inspirée par l'étranger, le coup d'Etat qui, dans la matinée du 30 juillet 1981 a renversé le gouvernement du président gambien Dawda Jawara alors que celui-ci se trouvait au mariage du prince Charles d'Angleterre, et les émeutes qui l'ont suivi, sont avant tout à mettre en rapport

avec la dégradation considérable de la situation économique, sociale et politique dans ce pays au cours de ces dernières années.

Depuis 1976, une importante crise économique ronge en effet la fragile économie de cet état fictif. Une forte chute de la production d'arachides, une hausse importante des prix des produits importés et une baisse plus récente des devises recueillies par l'activité touristique tissaient

la toile de fond d'un important mécontentement social. En 1979, un dirigeant syndical du Gambian Labour Union précisait qu'en « *moins de trois ans, malgré l'existence d'un comité consultatif sur les salaires et d'un sous-comité pour le contrôle des prix, les travailleurs ne parviennent plus à joindre les deux bouts. Les prix ont triplé en un temps record et ils ne cessent d'augmenter, alors que les réajustements de salaire sont loin de répondre à la situation* » (1). Ainsi, la population gambienne tirait de moins en moins d'avantages de la situation de port franc de la capitale Banjul qui permettait par contre l'enrichissement de plus en plus insolent d'une bourgeoisie vivant du commerce et de la contrebande.

Pourtant, l'apparente « démocratie » parlementaire gambienne où rivalisait le Progressive People's Party (Parti populaire progressiste) au pouvoir de Dawda Jawara avec le National Convention Party (NCP) de Sheriff Dibba et l'United Party (ce dernier rejoindra le PPP début 1979), constituait encore un écran au mécontentement populaire.

Toutefois, l'aggravation de la corruption officielle, l'apparition de formations politiques radicales à l'extérieur du cadre parlementaire néo-colonial, sans compter avec la sénilité notoire du président Dawda Jawara, allaient grandement diminuer l'efficacité politique de ce système légué par le colonisateur britannique.

Dès 1979, la vie politique sera dominée par les révélations concernant différents scandales liés à la contrebande, dans lesquels seront mêlés de nombreux proches collaborateurs du président de la République, contraignant même celui-ci



LA GAMBIE : UN ETAT FICTIF

Produit de la rivalité coloniale entre la France et la Grande-Bretagne, la Gambie est formée d'une langue de terre de 300 kilomètres environ, qui plonge à l'intérieur du Sénégal de part et d'autre du fleuve Gambie, sans jamais atteindre une largeur supérieure à 50 kilomètres.

Constitué par des communautés d'origine ethnique identique à celles du Sénégal voisin, la Gambie illustre assez clairement l'absurdité des frontières héritées de l'époque coloniale.

La résistance de ce petit Etat à la fusion avec le Sénégal réside essentiellement dans l'attachement de la classe dominante à la rente de situation que constitue le faible taux des taxes douanières en vigueur dans ce pays, dont la capitale Banjul dispose du statut de port franc.

Avec une population d'environ 600 000 habitants seulement et sa situation géographique particulière, la Gambie a toujours été, en quelque sorte, un Etat fictif disposant de forces répressives ne dépassant pas le millier d'hommes, police, gendarmerie et « Field Force » réunies.

1. *Afrique-Asie*, 19 février 1979.

à se débarrasser de plusieurs de ses ministres.

Se réduisant à un bi-partisme entre le PPP et le NCP, après le ralliement de l'United Party, le système parlementaire gambien était bien mal en point. Et ce d'autant que le NCP de Cheriff Diba, issu d'une scission du PPP au pouvoir, implanté surtout dans la population paysanne mandingue ne semblait pas apparaître comme une alternative nationale susceptible de capitaliser la révolte qui grondait dans la jeunesse gambienne désœuvrée.

Cela explique sans doute en partie la formation dans les dernières années de deux organisations extra-parlementaires dont on sait peu de choses, sinon que leurs leaders ont joué un rôle important dans le coup d'Etat de juillet 1981.

Il y a tout d'abord le MOJA (Mouvement pour la justice en Afrique) constitué comme une section gambienne de son équivalent du Liberia, lequel a participé au renversement du président libérien Tolbert. Il semble d'ailleurs que l'exemple des processus libérien et ghanéen, où des équipes nationalistes militaro-civiles ont évincé des dirigeants politiques corrompus, ait inspiré les putschistes gambiens.

L'autre formation est le GSRP dont un membre influent, Kukoy Samba Sanyang, devait présider l'éphémère Conseil suprême de la Révolution mis en place après le coup d'Etat. Elle semble avoir eu un langage plus radical que le MOJA et une influence au sein de la « Field Force ».

LA MARCHÉ AU COUP D'ETAT

Après la première intervention de quelques dizaines de parachutistes sénégalais à l'appel du président Dawda Jawara en novembre dernier pour tenter de désamorcer la révolte qui grondait dans la « Field Force », le MOJA et le GSRP étaient interdits. Malgré cette première aide militaire du Sénégal, les données de la crise restaient toujours présentes. La situation se dégradait même encore récemment à la suite d'un train de hausses des prix du riz et du sucre. Sous le nom de « Raster Sunday Special », un regroupement clandestin autour de Kukoy Sanyang, des dirigeants du MOJA et du NCP de l'opposition parlementaire, et disposant de contacts dans l'armée, était alors mis en place pour préparer le renversement de Dawda Jawara.

Le jeudi 30 juillet à 4 h 30 du matin, la radio gambienne était occupée par les putschistes. Un Conseil suprême de la révolution (CSR) était formé. Présidé par Kukoy Samba Sanyang et composé de douze membres dont trois militaires, le CSR décrétait la dissolution du Parlement, l'abrogation de la Constitution et l'interdiction des partis politiques. Une proclamation aux accents nationalistes et populistes dénonçant le « népotisme, le tribalisme, la corruption et l'injustice sociale » de l'ancien régime, accusé d'avoir facilité les activités d'une « bourgeoisie compradore », recueillait un grand écho dans la jeunesse populaire. Il semble même qu'elle ait donné le coup d'envoi

d'une brève entrée des masses urbaines et surtout de la jeunesse plébéienne sur la scène des événements politiques. Des manifestations ont eu lieu. Les émeutiers pillèrent le supermarché de la Compagnie française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO) et différents commerces, les prisons s'ouvrirent. L'ampleur, la spontanéité et la rapidité de la réaction de la jeunesse plébéienne a sans doute surpris l'équipe nationaliste de Kukoy Samba Sanyang. Si l'on en croit le correspondant de la revue *Jeune Afrique* (2), « affolé, Kukoy multiplie les appels au calme et procède lui-même à l'arrestation de pillards au volant de sa Lada ».

Inquiets d'une possible intervention des militaires sénégalais, tout comme de la résistance de la police et de la gendarmerie locales, les putschistes distribuent des armes à la population et gardent en otage une trentaine de personnes, dont des membres du gouvernement et l'ancienne femme de Dawda Jawara et ses enfants. « Je tiens du Conseil le pouvoir d'exécuter les prisonniers, la famille Jawara et les membres du gouvernement... » menace Sanyang à la radio, dès qu'il apprend l'arrivée des parachutistes sénégalais, sans pouvoir pourtant faire reculer le gouvernement d'Abdou Diouf dans sa décision de venir en aide au président gambien.

L'INTERVENTION SÉNÉGALAISE

Conçue comme une opération « coup de poing » destinée à rétablir rapidement Dawda Jawara dans ses fonctions, l'intervention des parachutistes sénégalais, dès le 30 juillet dans la nuit, ne réussira pourtant à atteindre pleinement son objectif militaire que le 6 août. C'est ce jour-là que les gendarmes sénégalais, aidés de trois membres du Special Air Service (SAS) britannique, libéraient les otages des putschistes.

Au total, on estime à 1 100 le nombre de militaires sénégalais engagés dans l'ensemble de ces opérations. Ils ont eu plus de 30 morts dans leurs rangs et fait, en une semaine, 500 victimes et environ 1 000 prisonniers dans un pays de près de 600 000 habitants.

Malgré les appels « aux camarades de la Guinée-Conakry, de la Guinée-Bissau et de l'Union soviétique pour l'aider à résister à l'agression sénégalaise », la rébellion est restée très isolée sur le plan international.

Aujourd'hui, ce sont les militaires sénégalais qui arrêtent, interrogent, incarcèrent les opposants au président Dawda Jawara qui s'est entièrement placé sous le

parapluie militaire protecteur du gouvernement sénégalais. Au terme d'un nouvel accord de coopération militaire, des dizaines de militaires sénégalais ont été détachés en permanence pour assurer la protection du président gambien. Une fusion des services de sécurité des deux pays est en cours, tandis qu'une confédération « sénégalogambienne » est envisagée.

L'AVAIL DU GOUVERNEMENT MITTERRAND

Alors même que les troupes sénégalaises ont clairement démontré le rôle contre-révolutionnaire qu'elles étaient prêtes à jouer — y compris hors de leurs frontières —, alors que neuf partis sénégalais d'opposition ont dénoncé cette aventure et alors qu'un chef musulman sénégalais a déclaré depuis Banjul à l'adresse d'Abdou Diouf : « Ne donnez pas l'ordre à vos soldats de tirer. La situation ici est grave et les soldats n'y pourront rien », le gouvernement français s'est bien gardé de condamner cette action répressive.

Que dissimule donc le silence du gouvernement Mitterrand-Mauroy : un soutien à l'intervention, un aval implicite ou une prise en charge indirecte de la logistique de l'opération ? Les travailleurs français ont le droit de savoir.

Car, comment le gouvernement français, qui maintient des centaines de militaires au Sénégal et finance une partie du déficit de ce pays, aurait-il pu être tenu à l'écart de ce qui se tramait ? D'autant que les partis socialistes français et sénégalais appartiennent tous deux à l'Internationale socialiste et que c'est de la base de Ouakham, où sont installés les *Mirage* et les *Transall* français que se sont envolés les avions sénégalais qui ont largué leurs parachutistes sur la Gambie.

Pour que la fin du règne giscardien coïncide avec la fin des interventions militaires en Afrique et la fin de la politique de compromission avec les Etats néo-coloniaux qui fut depuis toujours celle de la France, encore faudrait-il que le nouveau gouvernement abandonne son orientation conservatrice actuelle qui entérine les accords d'assistance militaire passés par l'ancien régime.

Ce n'est pas du côté des directions du PC et du PS français, trop liés par la solidarité gouvernementale, que viendra la dénonciation de telles attitudes incompatibles avec les pétitions de principe démocratiques du gouvernement Mitterrand. Il dépendra donc du combat des militants anti-impérialistes de contraindre le gouvernement français à opérer une réorientation sur ce plan. ■



François CAZALS
1er septembre 1981.

Un an après le coup d'Etat de septembre 1980

Pierre CHARDIN

Il y a un an, le 12 septembre 1980, l'armée prenait le pouvoir en Turquie, intervenant directement pour la troisième fois en trente ans dans la vie politique du pays. En supprimant la Constitution, le Parlement et l'ensemble de la législation, les militaires ont détruit un édifice qu'ils avaient eux-mêmes mis en place lors des coups d'Etat précédents.

En fait, il ne s'agit pas d'un changement d'attitude de la part de l'armée, mais de la volonté de reprendre ce qui avait été entrepris lors des interventions antérieures, sur des bases plus fermes et plus solides cette fois.

Devant l'incapacité et l'inefficacité des partis bourgeois à trouver une issue à la crise sociale, l'armée s'est attribuée la tâche de remettre de l'ordre dans le pays. Cette crise résulte de l'échec du démarrage économique de la Turquie. Dans les années 1960, le pays a connu une dynamique de développement capitaliste qui a eu des effets sur toutes les couches de la société. Mais, pour plusieurs raisons, dont l'une des plus importantes est l'inadéquation des structures sociales et institutionnelles, l'échec de ce démarrage économique, ressenti d'abord par la bourgeoisie, a provoqué une cassure dans le bloc au pouvoir et amené l'intervention militaire de 1970.

La crise prendra toute son ampleur avec la contradiction entre cette dynamique de développement capitaliste, touchant la petite bourgeoisie et les travailleurs, et l'incapacité de la société turque à fournir des réponses satisfaisantes. Il s'ensuivit un grand espoir tourné vers les solutions « social-démocrates » de Ecevit, puis vers la gauche révolutionnaire qui, aveuglée par le stalinisme et ses avatars centristes, n'a pas pu présenter aux masses un programme susceptible de transformer cette crise sociale en crise révolutionnaire.

Le mouvement fasciste, qui a pris un essor important en l'absence de direction politique du mouvement ouvrier, va accentuer sa stratégie de tension. L'extrême gauche, au lieu d'organiser une mobilisation des masses turques et kurdes, va se lancer dans une guerre privée contre les bandes fascistes, ne laissant aux travailleurs que le soin de compter les points et d'essayer de se mettre à l'abri. La bourgeoisie refusera d'aider le mouvement fasciste, pour ne pas courir le risque d'une

guerre civile qui aurait pu conduire à un éclatement de l'Etat.

A partir de 1979, la bourgeoisie fait directement appel à l'armée en instaurant l'état de siège. Le coup d'Etat proprement dit n'aura lieu qu'en septembre 1980, lorsque le recul de la combativité ouvrière et la lassitude devant les attentats rendra limité tout risque de réaction populaire.

Un an après, le pouvoir militaire possède encore un large soutien des classes moyennes. Pourtant, les mesures prises par la junte marquent explicitement une volonté de restructuration capitaliste de l'Etat turc. Ces mesures frappent la classe ouvrière et la petite bourgeoisie :

- interdiction du syndicat progressiste DISK, suppression du droit de grève, limitation des hausses de salaires, réduction des indemnités de licenciement ;

- une nouvelle législation du travail est en préparation pour organiser le contrôle de l'Etat sur les appareils syndicaux et sur l'ensemble des relations entre patrons et ouvriers ;

- augmentation des impôts et nouvelle loi régissant l'imposition de la petite bourgeoisie et de la paysannerie (qui rend l'impôt exigible un an à l'avance) ;

- libération des prix et augmentation générale des tarifs publics, arrêts des subventions aux produits de première nécessité...

Les recettes du Fonds monétaire international (FMI) sont maintenant appliquées pour permettre une meilleure intégration de la Turquie à l'économie capitaliste mondiale par un nouveau démarrage économique du pays, limitant le développement de la bureaucratie civile et de la petite bourgeoisie. Cette restructuration économique ne peut s'effectuer sans réorganiser de fond en comble la vie politique du pays. La fonction de la nouvelle Assemblée constituante nommée par les militaires — consultative et sans aucun pouvoir législatif — est d'aider à construire un cadre politique solide d'où seraient exclus aussi bien la classe ouvrière que la petite bourgeoisie et limitant le rôle du Parlement par la création de mécanismes de contrôle extra-parlementaires composés d'anciens officiers supérieurs. Pour mener à bien ce projet, la junte turque doit interdire toute sorte de discussions et de débats en dehors d'elle. Une censure totale est instaurée, officielle par l'interdiction d'un grand nombre de journaux et

de revues, officieuse sur la presse autorisée.

Pour que le silence règne partout sur la Turquie, pour supprimer toute opposition, les généraux ont transformé la Turquie en une gigantesque prison : des dizaines de milliers de militants politiques et de sympathisants ont été emprisonnés ; des centaines de demandes de peines capitales ont été prononcées ; la torture s'est aggravée et a déjà provoqué la mort d'une cinquantaine de militants révolutionnaires ; le quadrillage militaire du Kurdistan s'est renforcé.

Face à cette situation, l'existence d'un large courant de solidarité s'impose. L'expérience prouve que, dans un pays où le mouvement populaire est écrasé à coups de crosses, seule la solidarité internationale, mobilisant essentiellement le mouvement ouvrier, peut sauver la vie des militants tombés aux mains de leurs bourreaux.

Depuis un an, les bourgeoisies impérialistes ont montré une complicité ouverte avec ce régime sanglant et continué à le cautionner, soit par leurs aides militaires et financières, soit en refusant catégoriquement — comme c'est le cas en République fédérale d'Allemagne — toute demande d'asile politique aux révolutionnaires qui fuient le pays, soit en faisant la publicité des généraux par l'intermédiaire de leur presse. Pendant ce temps, le mouvement ouvrier international n'a pas véritablement mobilisé ses forces pour venir en aide aux travailleurs de Turquie. Les efforts répétés des révolutionnaires kurdes et turcs exilés en Europe n'ont jamais pu trouver l'écho qu'ils pouvaient espérer au sein du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, un an après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, cette solidarité est une nécessité plus vitale que jamais. Mais cet anniversaire ne doit pas être seulement une page noire dans l'histoire du mouvement ouvrier turc, mais une occasion pour tous les partis ouvriers, les syndicats et les organisations démocratiques d'affirmer leur solidarité inconditionnelle avec des centaines de milliers de militants ouvriers qui vivent sous la menace en Turquie. ■

Pierre CHARDIN
12 septembre 1981.

Le Xe Congrès du Parti communiste espagnol (PCE)

Une victoire à la Pyrrhus pour Santiago Carrillo

LA période de débats qui, à la suite des conférences nationales et régionales, a abouti à la tenue du Xe Congrès du Parti communiste espagnol (PCE) à la fin du mois de juillet 1981, a mis en évidence la gravité de la crise de celui qui fut le principal parti ouvrier dans la lutte contre le franquisme. Le résultat a été celui auquel on pouvait s'attendre : en sont

sortis vainqueurs les thèses et le rapport défendus par Santiago Carrillo, grâce au recours insistant au patriotisme de parti face aux « rénovateurs » accusés d'être des « agents de la social-démocratie » et face aux critiques de gauche affublés sommairement du qualificatif de « *prosoviétiques* ».

Jaime PASTOR

Mais la crise qui secoue le PCE n'en a pas pour autant été réglée. Tout au contraire, et malgré les objectifs poursuivis par la fraction dirigée par Santiago Carrillo, l'existence de différents « courants d'opinion » au sein du parti va entrer dans les faits au sein d'un parti tiraillé par des pressions contradictoires et dont la direction cherche à occuper le même espace politique que la social-démocratie. Ces affirmations pourront se vérifier à très court terme, et non seulement en Catalogne, en Euskadi ou à Madrid, mais également et surtout au sein des Commissions ouvrières (CCOO) où les 25 % des délégués de son Congrès de juin dernier qui ont voté contre l'ANE (Accord national sur l'emploi) constituent un espoir de perspective de réorientation pour de nombreux travailleurs.

LA PERIODE PRECEDANT LE CONGRES

Pour les militants du PCE, il ne s'agissait plus, à l'occasion de ce Congrès, de discuter des perspectives de croissance et de montée de l'eurocommunisme, comme cela a pu être le cas au cours des années de la chute du franquisme. Aujourd'hui, la préoccupation essentielle des militants était centrée autour du bilan de l'activité passée du parti et la mise en cause de la fonction même du PCE. Pour résumer, on pouvait constater — tout comme en Italie ou en France — que l'eurocommunisme n'avait pas impliqué un renforcement des positions acquises antérieurement mais, tout au contraire, qu'il avait abouti à les rendre plus fragiles et à favoriser le développement des partis socialistes dans ses propres bastions ouvriers.

Dans le cas de l'Etat espagnol, des facteurs plus spécifiques et les caractéristiques particulières du régime bourgeois, la faible intégration du PCE dans l'appareil de l'Etat (les municipalités...), le contraste entre l'effort déployé dans la lutte contre le franquisme et les conquêtes partielles limitées obtenues (tant sur le terrain économique que sur le terrain politique), et, enfin, le poids important de la question nationale, ont fait que, malgré la

capacité démontrée par la direction du PCE de gagner la confiance de la bourgeoisie et des « couches moyennes », le résultat de tout ce processus a été négatif à un double niveau : le rapport de forces électoral avec le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) ne s'est pas amélioré et l'hégémonie du PCE sur la classe ouvrière ne s'en est pas trouvée renforcée.

Ce n'est pas par hasard si la conscience de cette impasse politique s'est reflétée dans un premier temps au sein du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC). C'est précisément en Catalogne qu'on rencontre la coïncidence entre le maintien d'un poids électoral plus important que dans le reste de l'Etat espagnol et une hégémonie syndicale qui n'est entamée que lentement par l'Union générale de travailleurs (UGT). La peur de voir ces positions se détériorer comme conséquence d'une politique de consensus toujours plus néfaste à l'échelle de l'Etat tout entier, a provoqué un développement des secteurs critiques, avant tout auprès d'une importante couche de militants ouvriers. Le Congrès du PSUC, réuni au mois de janvier 1981, a constitué une surprise pour des dirigeants comme Gutierrez Diaz et Lopez Raimundo qui, en défendant l'idée d'une « adaptation de l'eurocommunisme », avaient cru pouvoir étouffer le mécontentement de la base.

La vive réaction de la direction centrale du PCE face aux résolutions de ce Congrès ne peut être comprise que par la crainte de voir ces positions se propager au niveau de l'Etat tout entier. La tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 semble avoir changé le cadre du débat et il ne fait aucun doute que, dans un premier temps, elle a aidé à la « normalisation » du PSUC et au retour à la référence à l'eurocommunisme au cours de la Conférence extraordinaire du PSUC tenue au mois de juillet. Mais les facteurs de crise sont de fait beaucoup trop profonds pour que la polémique ne ressurgisse pas peu de temps après.

Va prendre forme dans ce Congrès le courant « rénovateur », lié avant tout à un secteur de cadres municipaux du parti qui, de ce fait même, sont plus directement soumis à l'influence de la pression de l'appareil d'Etat et à la nécessité d'ac-

célérer le processus de social-démocratisation. Par ailleurs, des courants critiques vont surgir à Madrid, en Andalousie et au sein des Commissions ouvrières plus généralement, au sein desquelles la présence de « vieux cadres » est de peu de poids par rapport à ceux qui sont directement issus du secteur ouvrier.

Pendant ce temps, en Euskadi, l'aile Lertxundi renforcera la crédibilité de son projet en se rapprochant d'Euskadiko Eskerra et en levant bien haut le drapeau du fédéralisme, thème qui a trouvé un certain écho auprès de militants de Galice, du Pays valencien et de l'Aragon.

C'est tout cela que la direction du PCE a dû affronter au cours des conférences préparatoires réaffirmant son attachement à l'eurocommunisme tout en se refusant à légaliser l'existence de « courants d'opinion ». Santiago Carrillo s'est employé à diviser les « rénovateurs » : en acceptant des éléments d'autocritique sur la période de transition (du franquisme à la « démocratie ») et en défendant un certain nombre de symboles d'identité qui lui sont propres face aux droitiers et aux critiques de gauche, il a tout fait pour gagner à ses positions la base ouvrière.

Mais la Conférence de Madrid mettra en évidence la force croissante des « rénovateurs » et finira par adopter, pour la première fois au sein d'un PC d'Europe occidentale, la reconnaissance des « courants d'opinion ». Ce précédent, face à l'issue contraire de la Conférence extraordinaire du PSUC, donne une idée du niveau des tensions qu'a pu connaître le Congrès national du PCE.

LE RAPPORT DE CARRILLO

Le long rapport présenté par le secrétaire général a été symptomatique du difficile équilibre maintenu par sa politique. Tandis que dans les parties de son allocution se référant au bilan de la transition et à la ligne à mettre en œuvre, il a avancé ses positions les plus droitières, en revanche, dans les parties concernant la « fonction historique » du PCE, Santiago Carrillo n'a pas hésité à employer un langage passé de mode pour parler du « syndrome

Mitterrand » et du danger d'absorption par la social-démocratie.

Après avoir défendu l'idée de la lutte pour la paix, en marge de la formation nécessaire d'un front anti-impérialiste mondial (notion qualifiée démagogiquement d'appui au Pacte de Varsovie), Santiago Carrillo s'est employé à affadir encore un peu plus les pauvres autocritiques qui pointent dans les thèses sur la transition. De la sorte, il a « enrichi » le débat avec une nouvelle interprétation de ce qu'a — selon lui — signifié la « rupture démocratique », non plus identifiée avec le démantèlement de l'appareil d'Etat hérité du franquisme ou avec la liberté pour les nationalités, mais uniquement par le fait que le PC « a disposé de positions électorales plus fortes »... Il a défendu une fois de plus les Pactes de la Moncloa en affirmant que « nous n'étions pas en condition de rompre le barrage » et qu'il aurait été difficile d'aller plus loin dans la mobilisation parce que « nous nous serions affrontés avec le gouvernement et même avec le PSOE et l'UGT » (alors que tout le monde sait que même ces forces ont prétendu rejeter sur le PCE la responsabilité d'avoir signé ces pactes).

Il a révélé l'existence d'un nouveau pacte secret avec le pouvoir, reconnaissant avoir renoncé à faire de la propagande au sein des forces armées « pour respecter l'apartidisme de l'institution militaire », et il a réaffirmé que le problème de ce corps ne trouvera pas sa solution dans l'épuration mais, avec le temps, avec la « pénétration, inévitablement lente, de la conscience démocratique au sein des forces armées » et par la garantie du fait que les forces les plus spécialisées, les « unités d'intervention rapides, les plus efficaces, sont disposées à agir contre toute tentative putschiste » ; il a également insisté sur la nécessaire réforme des organes de direction de la Sécurité de l'Etat, mais cette mesure ne pouvait être une condition préalable à l'appui par le PCE des lois « antiterroristes ». Le tout accompagné, comme d'habitude, de la proposition de formation d'un gouvernement de coalition entre l'Union du centre démocratique (UCD) et le PSOE, sur un programme qui pourrait trouver l'appui du PCE...

Après cette première partie de défense à outrance de la politique d'appui au régime et à de nouveaux pactes sociaux comme l'ANE, Santiago Carrillo est passé à l'analyse de la crise du parti, rejetant la responsabilité essentielle de cette crise sur tous ces cadres qui se retrouvent aujourd'hui au sein des institutions et qui ont abandonné le travail à la base et dans les cellules ; les tendances centrifuges seraient la conséquence de cette politique menée « en haut » et « pour le haut » et des erreurs des « organes de direction intermédiaires ». Rejetant la faute sur une partie de l'appareil, celle qui est la plus liée aux « rénovateurs » ou, dans le cas du PSUC, celle qui est la plus liée aux Commissions ouvrières, Santiago Carrillo s'est engagé à fond contre la légalisation des tendances, en ayant recours à des arguments tirés de l'arsenal du stalinisme. Selon Santiago Carrillo, Lénine n'a recon-

nu les tendances en 1917 que pour les interdire fermement en 1921 ; son argumentation soulignait que l'existence de tendances serait « l'application du jeu parlementaire au sein du parti » (réponse qui reflète, au passage, jusqu'à quel point on embellit le Parlement « démocratique » et qui met en évidence la peur bureaucratique devant le pluralisme au sein du mouvement ouvrier et entre les forces politiques qui l'organisent).

Le thème de la « rénovation » de l'appareil a également été abordé dans son rapport, mais du point de vue de la fraction dominante en son sein : la compétence, certes, mais également la « sécurité » ou la « loyauté » doivent être des facteurs entrant en ligne de compte pour la sélection des dirigeants. Et dernier argument, spécialement démagogique dans la bouche de quelqu'un qui a rallié le stalinisme en plein déroulement des procès de Moscou au cours des années 1930 : l'élimination de la « vieille garde » entraînerait la bureaucratisation du parti, comme l'a démontré l'exemple de l'URSS... (1)

Mais ce fut sur le terrain de la défense des signes d'identité du PCE que le secrétaire général est parvenu à consolider un accord majoritaire : la revendication de la Révolution d'Octobre, de la rupture d'avec la social-démocratie après la Première Guerre mondiale, était accompagnée de la défense de l'eurocommunisme en tant que parti « indépendant, de gouvernement et de combat, défenseur de la paix et d'un nouvel ordre politique et économique international ». Cela dit, Santiago Carrillo n'a pas parlé explicitement de la nécessité de dépasser la scission des années 1920 mais de la nécessité de s'orienter vers « une nouvelle formation politique », du style du travaillisme britannique. Le « syndrome Mitterrand » avait été battu en brèche...

Les interventions critiques ont été peu nombreuses à la suite de ce rapport. Si les « rénovateurs » se sont manifestés en opposition à la partie du rapport traitant de la question du parti et des tendances, ils n'ont pas manqué de signaler leur accord avec la ligne politique ; pour ce qui est des interventions des critiques de gauche, elles furent plus nombreuses au sein des délégations qu'en session plénière, du fait de leur sous-représentation à ce niveau. Alfred Clement, en leur nom à tous, a eu l'occasion de manifester son désaccord avec les Pactes de la Moncloa, avec l'Accord national sur l'emploi, avec la politique de collaboration, avec la Réforme en somme. Il faut constater, néanmoins, que malgré le fait qu'ils aient réclamé une démocratie interne plus effective et plus large, les camarades critiques du PSUC n'ont pas défendu la reconnaissance des tendances (2), abandonnant ainsi complètement cette bataille aux « rénovateurs ». Pour ce qui est des « léninistes », ces derniers se sont contentés de signaler leurs désaccords sur des points secondaires, sans entrer dans les questions de la « rénovation » ou du « fédéralisme », dans le but de ne pas briser le pacte de non-agression signé avec Santiago Carrillo en échange du fait qu'il

leur était reconnu un statut spécial par rapport au PCE. Lertxundi, d'Euskadi, est apparu en revanche comme le porte-parole des « rénovateurs » et le défenseur passionné du fédéralisme (3).

Après la discussion et la réponse du rapporteur, le rapport a été adopté par près de 70 % pour, et 5 % seulement contre (les critiques de gauche) et 25 % d'abstention (les « rénovateurs » et les nationalistes).

Nicolas Sartorius a présenté les thèses dans la ligne du rapport présenté par Santiago Carrillo. Malgré les quelques discussions soulevées dans certaines commissions, il n'y a pas eu beaucoup de nouveautés par rapport au projet initial.

La thèse sur la période de transition fut approuvée avec quelques amendements présentés lors de la Conférence du PSUC et qui sont plus des autocritiques sur le Pacte de la Moncloa et les limitations des pactes municipaux passés avec le PSOE.

La thèse concernant la stratégie de la gauche, présentée par Pilar Bravo, s'efforça de souligner le rôle des mouvements sociaux, comme le mouvement féministe ou le mouvement anti-nucléaire, mais sans remettre en cause la politique de « concentration démocratique » et la voie parlementaire comme axe politique.

Les thèses sur la crise économique, la politique syndicale et la transformation démocratique de l'Etat ne furent pas substantiellement modifiées, bien que, malgré tout, certains amendements refusés soient significatifs, comme par exemple celui proposé par Antonio Romero, dirigeant des Commissions ouvrières des zones rurales de l'Andalousie, exigeant une réforme agraire qui passerait par de larges expropriations de latifundia (et qui ne fut pas acceptée avec l'argument curieux selon lequel « si l'on respectait la Constitution, qui consacre la liberté du marché, ces expropriations coûteraient de telles sommes d'argent qu'elles bloque-

1. Cet argument ne devait pas constituer un obstacle pour que, par la suite, au moment de l'élection du Comité central et du Comité exécutif, Santiago Carrillo se montre disposé à procéder à une purge, non seulement parmi les dirigeants qui ont appartenu à la même promotion que lui (comme c'est le cas pour Federico Melchior, ancien dirigeant des Jeunesses socialistes au cours des années 1930, et principal responsable du désastre de la tentative de sortir *Mundo obrero* quotidiennement l'an passé), mais aussi parmi les « vieux cadres » critiques, accusés de « prosoviétisme », comme Pepe Ardiaca ou Victor Diez Cardiel.

2. Il faut dire, néanmoins, que le secteur critique de Madrid, quant à lui, a voté en faveur de la reconnaissance des « courants d'opinion » lors de la conférence provinciale et que des militants d'autres régions ont voté également dans ce sens.

3. Dans le cas du secteur du PC d'Euskadi représenté par Lertxundi, sa convergence avec les « rénovateurs » ne signifie pas qu'il existe une identité politique entre eux sur tous les thèmes. La recherche d'un eurocommunisme adapté à la situation de conflit que connaît l'Euskadi l'a amené à mettre l'accent sur les erreurs de la politique du consensus qui n'avaient pas été relevées par les « rénovateurs ». Ainsi, par exemple, dans sa réponse au rapport de Santiago Carrillo, Lertxundi a dénoncé le fait qu'« on avait fait une politique de prudence, mais il manque une réforme démocratique des appareils de l'Etat ».

raient les investissements absolument nécessaires aujourd'hui dans les campagnes espagnoles », selon les propres paroles de Anselmo Hoyos), et celui sur l'énergie nucléaire, qui vit s'affronter des opinions divergentes et qui aboutit à la convocation d'une conférence nationale dans les douze mois qui viennent.

LA THESE SUR LE PARTI ET SUR LES STATUTS

C'est sur ce terrain que les « rénovateurs » et les officialistes se sont affrontés le plus ouvertement. Les premiers présentèrent un amendement global qui était un bilan du parti qui insistait sur la préoccupation de ses auteurs pour la montée de « tendances sectaires et dogmatiques », reflétées, selon eux, par le Ve Congrès du PSUC. Cet amendement soulignait la perte d'influence du parti et en situait les causes dans la conception du type de parti et dans ses implications tant dans la séparation base/parti comme de la déconnexion parti/société. La proposition était d'encourager la liberté d'expression et de débat, par le biais de la reconnaissance des courants d'opinion (présentés comme bien différents des « tendances » et des « fractions organisées »), redéfinissant les structures de base (*agrupacion*) et la territorialisation, établissant le caractère fédéral et renouvelant l'équipe de direction (avec la représentation proportionnelle des courants).

En plus des réponses déjà formulées par Santiago Carrillo, Jaime Ballesteros et d'autres dirigeants au cours des sessions précédentes, l'intervention du porte-parole de la position officielle, Cazcarra, est à relever car, à part la qualification démagogique de social-démocrates pour tous les « rénovateurs », il a utilisé un vieil argument stalinien contre les tendances : selon lui, qui fut limogé de la direction du PC d'Aragon il y a déjà quelque temps, il n'est pas possible de distinguer l'opinion de l'action : « *Je veux expliquer que, pour un marxiste, l'opinion est action et transformation. Organiser les opinions signifie, dans ce sens, organiser les actions. Le PCE entend n'avoir qu'une seule action et non pas plusieurs. Si nous acceptions d'organiser les opinions, en fait nous serions en train de construire plusieurs partis en un seul, et cela n'est pas démocratique, parce que notre raison d'exister est d'être capables de transformer cette société.* » C'est-à-dire que l'unité d'action est confondue avec l'unité d'opinion, ce qui n'est pas autre chose que le monolithisme politique.

Le vote sur ce point n'apporta pas d'autre surprise que l'abstention de la majorité des délégués du PSUC, tant par rapport à la position officielle que par rapport à celle défendue par l'amendement des « rénovateurs ».

Une fois tranché le thème le plus problématique du Congrès, on aborda la question des statuts, avec l'approbation de certains amendements faisant quelques concessions aux « rénovateurs » (liberté d'expression dans le cadre des canaux organisationnels et... des organes de presse),

en même temps que l'on ratifiait le rejet de l'activité fractionnelle et les tendances organisées, « *qui sont contraires à la cohésion, à la discipline et à l'authentique expression démocratique* ». Les délégués du PSUC, de leur côté, voyaient leur comportement tout au long du Congrès récompensé par un amendement qui disait : « *Le PSUC, parti des communistes catalans, pour satisfaire à la double condition d'être à la fois un parti national catalan et du fait des circonstances historiques qui ont présidé à sa formation, est un parti indépendant, fraternellement uni au PCE.* » Rédaction qui, comme il est aisé de le remarquer, évite de pouvoir être employée pour l'Euskadi ou la Galice, dans la mesure où ces deux nationalités ne satisfont pas à ces deux conditions spécifiques...

L'ÉLECTION DE LA DIRECTION

Après d'âpres discussions au sein de la commission des candidatures et en séance plénière du Congrès, mais à huis-clos, se déroula l'élection du Comité central : Dolores Ibarruri, la *Pasionaria*, Marcelino Camacho et Nicolas Sartorius eurent le plus grand nombre de voix, tandis que Santiago Carrillo n'arrivait qu'au quinzième rang (300 délégués ne votèrent pas pour lui, c'est-à-dire 35 % des délégués au Congrès) et les « rénovateurs » furent élus au nombre de 15 (trois de plus que sur la

liste officiellement proposée), les critiques de gauche ont eu un élu qui s'ajoute aux 11 du PSUC.

La liste des dirigeants membres de l'ancien Comité central et qui n'ont pas été réélus est importante, mais il ne faut pas masquer le fait qu'il s'agit d'une « rénovation contrôlée » par la fraction dirigeante avec Santiago Carrillo à sa tête. Cela a pu se vérifier ultérieurement, quand il s'est agi d'élire le Comité exécutif et le secrétariat, organes où la présence des « rénovateurs » a été pratiquement annulée, malgré le fait que tous aient montré leurs bonnes dispositions en élisant Santiago Carrillo au secrétariat général.

La composition de ces organes de direction met ainsi en évidence un nouveau rapport de forces entre les différentes ailes du PCE : tandis que l'appareil proprement dit est parvenu à recueillir l'appui des principaux dirigeants des Commissions ouvrières à l'échelle de l'Etat, et qu'il leur a assuré une importante représentation au niveau de la direction, il n'en a pas été de même pour les cadres impliqués dans le travail au niveau des municipalités qui ont été pratiquement écartés.

Jaime PASTOR
Madrid, 15 août 1981.

Quatrième Internationale

SOMMAIRE

EDITORIAL :	
L'élection de Mitterrand	3
Daniel Bensaïd - Les thèses du Comité international : trotskysme "orthodoxe" ou mythologie sectaire ?	11
Manuel Aguilar Mora - Echec du nationalisme bourgeois au Mexique	31
Oliver MacDonald - Pologne : regards sur la révolution politique	49
Franco Turigliatto - Forces et faiblesses de l'avant-garde ouvrière en Italie	59
Claude Gabriel - Y a-t-il un "modèle de partis léninistes" en Afrique noire ?	71
Livio Maitan - Réponse à trois questions posées par le camarade Petr Uhl	79
ARCHIVES DU MARXISME :	
Wang Fan-hsi - Un communiste chinois à Moscou (1927-1929)	89
NOTES DE LECTURE :	
Julij Martov : <i>Bolscevismo mondiale; Coyoacan, revista marxista latinoamericana</i> ; Ian Gough : <i>The Politic Economy of the Welfare State</i>	102

juillet-août-septembre 1981

3^e série / n° 5

Le "renouveau" des bureaucrates polonais contre la montée des conseils ouvriers

Varsovie.— Pour la première fois dans l'histoire des crises à répétition du régime bureaucratique en Pologne, la tenue d'un Congrès extraordinaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) qui se proposait de ratifier un programme de « réformes » a totalement échoué par rapport à l'objectif de désamorcer l'affrontement grandissant entre les masses et le régime ; il n'est même pas parvenu à ralentir le processus.

Durant les deux semaines qui ont suivi le IXe Congrès extraordinaire du POUP, qui a eu lieu à la mi-juillet, les militants du mouvement ouvrier antibureaucratique, fort de ses 10 millions d'adhérents, ont couvert le pays d'affiches expliquant : « *Le premier résultat du Congrès, c'est la diminution de nos rations alimentaires.* » Quand la milice a interdit au cortège de protestation organisé par Solidarité de se rendre au siège du Comité central du POUP à Varsovie le 3 août, le syndicat a immédiatement appelé à une grève des transports dans la capitale. Les transports en commun ont été largement paralysés le jour suivant. Le 5 août, Solidarité lançait un mot d'ordre de grève d'avertissement dans la région de Varsovie et organisait un défilé de plusieurs heures d'autobus, de camions et de trolleybus dans le centre de la capitale.

« *Quand les gens ont faim, ils dévorent leur gouvernement* » était le mot d'ordre le plus affiché sur les portières et les pare-brise des véhicules. La foule rassemblée sur le trottoir des avenues applaudissait tranquillement. La police était présente en force, mais n'intervint pas. Une équipe de télévision occidentale filma des responsables de Solidarité expulsant et raccompagnant fermement un flic qui s'était introduit dans le cortège. Des paniers à salade étaient stationnés face au siège de Solidarité de la capitale. Je demandai à l'une des secrétaires si la pression policière se faisait plus forte : « *Non, dit-elle, ils ne peuvent rien faire.* »

Au cours des semaines précédentes, les manifestations et les grèves d'avertissement s'étaient développées dans nombre de villes. Elles reflétaient une exaspération croissante provoquée par le manque de nourriture et de presque tous les biens de consommation, ainsi que par la longueur interminable des queues nécessaires pour le moindre achat, que ce soit du lait, du pain ou un billet de bus.

Les queues les plus longues étaient celles pour obtenir des sucreries pour les

enfants, de l'alcool et des cigarettes pour les adultes. Comme c'est de tradition dans les pays d'Europe de l'Est, l'Etat polonais a traditionnellement encouragé l'alcoolisme. En juillet et en août, pour donner une idée de la pénurie d'alcool, les Polonais expliquaient couramment : « *C'est la première fois qu'il n'y a pas de vodka et qu'il n'y a même pas de sucre pour faire de l'alcool de contrebande.* » Néanmoins, un nombre non négligeable de personnes a pu se procurer de la boisson au marché noir. De plus en plus, la population doit recourir au marché noir, ne serait-ce que pour assurer le minimum alimentaire. Même au marché libre officiel, les prix s'envolaient. A Varsovie, la radio et la presse officielle répétaient sans cesse qu'il n'y avait pas de pénurie de fruits et de légumes dans la région de la capitale, ce qui était vrai. Varsovie est entourée d'une ceinture de cultures maraîchères très étendue. Ainsi, on trouvait des cerises à 100 zlotys le kilo et des prunes à 80 zlotys contre 8 zlotys l'année dernière. Et le salaire moyen mensuel n'est que de 7 000 zlotys, soit 225 zlotys par jour.

A Lodz, où n'existe pas de ceinture maraîchère et où la distance par rapport aux sources d'approvisionnement est plus grande, le problème de l'approvisionnement devint encore plus aigu. Même le pain, qui reste la nourriture la plus disponible, a commencé à se faire rare.

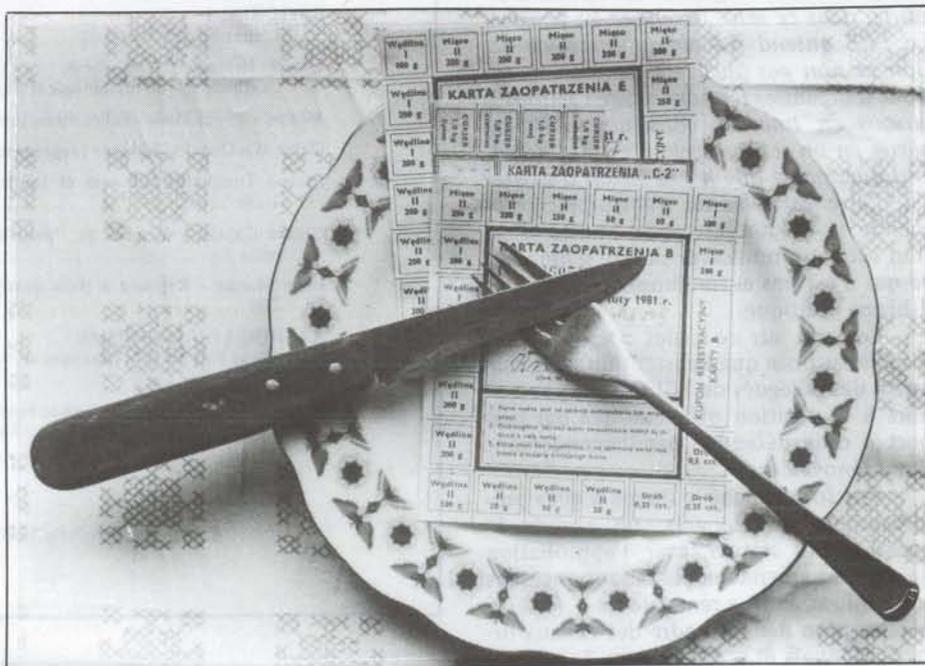
La situation critique qui s'est développée dans ce centre de l'industrie textile polonaise illustre un autre aspect de la crise de l'économie polonaise. Lodz est ravitaillée par camions et tout le système de transport routier est en train de se disloquer à cause du manque de gas-oil, de pneus et de pièces détachées. Le pays a besoin d'importer pour assurer la maintenance de son parc de camions et de bus, mais il n'a pas de devises fortes pour financer ces importations. Le résultat, c'est que des pénuries peuvent affecter telle ou telle région du pays. Le danger est donc de voir se multiplier des flambées de révolte.

Avant les grèves de 1980 le gouvernement utilisait déjà l'arme de la répartition des ressources alimentaires insuffisantes pour désamorcer les mouvements de protestation locaux. Les travailleurs les plus combattifs obtenaient de la viande tandis que ceux qui ne protestaient qu'à retardement voyaient leurs magasins se vider brusquement.

LES MARCHES DE LA FAIM

L'une des raisons qui a débouché sur la crise à Lodz au mois de juillet — selon certains dirigeants de Solidarité de la ville —, c'est que le gouvernement pensait que le prolétariat de cette ville, qui est composé en majorité de femmes, mettrait

« *Un peuple qui a faim dévore son gouvernement* ». (DR)



TOUT LE PEUPLE RÉSISTERA JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE DE SANG

plus de temps à exploser qu'ailleurs. Pourtant la pression est montée très vite et c'est à Lodz que s'est déroulée l'une des toutes premières marches de la faim. Car, de fait, les travailleuses devaient faire face à des conditions de travail encore plus difficiles que les hommes. Les usines textiles tournaient en trois équipes, mais les autorités n'ont rien fait pour adapter le système de distribution aux horaires des femmes et des mères de famille qui travaillent. Elles ne se sont pas non plus préoccupées d'assurer des services adéquats de garderies et de crèches pour les enfants.

La bureaucratie était souverainement indifférente aux besoins des femmes travailleuses, comme elle l'est envers les besoins de la classe ouvrière en général. Ayant davantage de besoins et moins de pouvoir, les femmes travailleuses durent subir des conditions toujours plus difficiles, ce qui a porté leur exaspération à son comble. « *Maintenant, la situation à Lodz n'est pas pire qu'ailleurs en Pologne, nous explique un dirigeant de Solidarité, ce qui veut dire qu'elle est toujours intolérable.* »

Dans les zones des mines de charbon de Silésie, la situation alimentaire s'est dramatiquement dégradée, alors que le seul espoir du pays de voir augmenter ses rentrées de devises fortes repose sur une augmentation de la production de charbon. Au mois de juillet et au début du mois d'août, la presse officielle polonaise a elle-même évoqué, en termes voilés, les pénuries alimentaires particulièrement graves qui frappaient la région.

Certains mineurs s'évanouissaient et étaient incapables de continuer leur travail harassant à cause du manque de calories. Même la *zupa regeneracyjna*, la soupe prétendument régénératrice qui était autrefois donnée aux mineurs faisant un travail de force, n'est plus disponible. C'est dans ces conditions que Solidarité a publié une note télégraphique donnant la liste des menus accordés aux délégués du Congrès du parti... Cela a causé un émoi considérable et a provoqué sans doute quelques troubles de digestion chez les bureaucrates.

Déjà, avant que ne commencent les marches de la faim, les dirigeants locaux de Solidarité expliquaient que les Polonais en avaient assez des manques de nourriture et des longues années de frustration : « *Le peuple polonais est fatigué.* » Une tendance au repli individuel et à un certain désintéressement par rapport à la politique se manifestait au fur et à mesure que les pénuries s'aggravaient. Mais cette fatigue était moins de la résignation qu'un mécontentement croissant.

« *Est-ce qu'il n'y a pas maintenant des gens qui disent qu'au moins, avant les grèves, on trouvait suffisamment à manger et que les choses allaient mieux ?* » J'ai posé cette question aux représentants des comités d'atelier du complexe sidérurgique géant de Nova Huta, près de Cracovie. Ils ont répondu sans la moindre hésitation, à l'unisson : « *Non, cela n'existe pas !* »

Pendant plus de deux décennies, la colère s'est accumulée contre le mépris souverain affiché par le régime stalinien à l'égard des besoins et de l'opinion de la population, mais également contre son arrogance, sa stupidité et son hypocrisie. Maintenant, l'indignation déborde et la rage accumulée continue à monter irrésistiblement.

Les dirigeants de Solidarité et les Polonais du rang avec lesquels j'ai pu m'entretenir avaient le sentiment que les gens étaient prêts à une épreuve de force historique. Cela se reflétait, entre autres choses, par l'identification immédiate et très forte que les gens pouvaient faire avec la lutte des opprimés et des grévistes de la faim irlandais : « *Nous comprenons le dilemme auquel le peuple irlandais doit faire face, notre histoire est très similaire. Nous savons ce que c'est que de lutter contre des forces écrasantes.* » Un dirigeant de Solidarité m'a déclaré : « *Nous sommes comme les Irlandais en ce sens que nous sommes capables des mêmes actions héroïques. Si les Russes interviennent, tout le peuple résistera jusqu'à la dernière goutte de sang.* »

La plupart des Polonais avec qui j'ai discuté ne craignaient pas une intervention soviétique dans un futur proche, mais tout le monde avait cette éventualité à l'esprit. Personne ne s'attend à une intervention immédiate parce que l'on reste confiant dans la détermination du peuple polonais à se battre, et l'on est sûr que Moscou hésitera un long moment avant d'engager le combat contre un adversaire aussi formidablement mobilisé.

En fait, de par sa durée, la crise du régime bureaucratique en Pologne diffère de toutes les crises précédentes dans ce pays et dans les autres pays de l'Est.

Pour la première fois, et de manière prolongée, ni la bureaucratie locale ni le Kremlin n'ont osé mener une attaque frontale contre le mouvement des masses. C'est pour cela qu'ils doivent recourir à la tactique des pressions économiques et psychologiques. Les dirigeants des bureaucraties polonaise et soviétique expliquent en effet que l'effondrement de l'économie polonaise tient au refus des masses d'accepter la réalité et ajoutent qu'elles ne contribuent qu'à se faire davantage de tort en se rebellant contre l'ordre établi...

Mais, plus la désorganisation de l'ancien système dure, plus la crise s'aggrave. Et, dans ces conditions, la haine accumulée contre le système bureaucratique ne débouche pas sur la passivité, mais sur la rage. Cela ne signifie pas que certaines couches ne soient pas touchées par la démoralisation, comme les personnes âgées ou les plus isolées. L'hebdomadaire national de Solidarité a d'ailleurs publié un article sur cette question, sous le titre « *Les insultés et les blessés* », du nom d'une nouvelle de Dostoïewski sur la psychologie des petites gens démunies.

Cependant, l'expérience de vingt-cinq années a amplement démontré que le système bureaucratique est fondamentalement incapable de satisfaire les besoins de la population. C'est pourquoi son rejet est un phénomène plus profond et plus fort que jamais.

Dans les années 1960, les représentants de l'aile la plus militante du mouvement antibureaucratique, Jacek Kuron et Karol Modzelewski décrivaient la période des premiers plans quinquennaux staliens comme une phase inévitable et progressiste. Plus personne n'est de cet avis. Il est trop évident que l'absence de démocratie débouche sur une économie déformée de la base au sommet et que l'on est au bord d'une catastrophe absolue dans tous les domaines.

À côté des pénuries matérielles elles-mêmes, un autre facteur, d'ordre psychologique celui-là, joue. Tandis qu'un progrès considérable a été effectué pour satisfaire la demande des biens de consommation, l'approvisionnement des choses les plus simples est imprévisible. Et, même quand elles sont disponibles, il faut un effort hors de proportion pour les obtenir. Et tout le ressentiment que cela provoque se concentre contre la bureaucratie et le parti.

Un exemple : les livres. Il s'agit là d'un besoin pour lequel la bureaucratie n'a aucune excuse pour ne pas le satisfaire. Les librairies sont pleines d'ouvrages que personne n'achète mais les classiques de la littérature polonaise et les dictionnaires ne sont pas disponibles. À cet égard aussi, les progrès accomplis par l'Etat ouvrier dans le domaine de l'élévation du niveau culturel, débouchent sur un sentiment d'aigreur et de frustration. Le dirigeant d'un comité d'atelier de Nowa Huta me disait : « *J'aimerais lire l'œuvre de notre poète national Mickiewicz (1). Mais vous ne pouvez trouver aucun de ses livres dans les librairies. Qu'est-ce que c'est ? Juste une statue sur des socles...* »

1. Adam Mickiewicz est sans doute le plus célèbre poète polonais, né en Lituanie (aujourd'hui Biélorussie) en 1798, mort du choléra dans les faubourgs de Constantinople en 1855. Amateur d'une société secrète étudiante, les « Philomates », qui propageait les idées patriotiques contre l'oppression tsariste, il s'affirma rapidement comme le chef de file incontesté de la jeune école romantique polonaise dès la publication de ses premiers recueils de poèmes. Arrêté avec la majorité des membres de sa société secrète, il fut condamné à l'exil en Russie où il se lia avec le poète et romancier Alexandre Pouchkine. Après avoir traversé l'Allemagne (où il rencontra Goethe à Weimar), il se rendit en Suisse puis en Italie où il apprit la nouvelle du soulèvement de la Pologne en 1830. Installé à Paris, devenu le chef spirituel des Polonais émigrés, il y écrivit son chef-d'œuvre *Pan Tadeusz*. Il fut successivement professeur à Lausanne en Suisse, puis au Collège de France à Paris.

Après avoir organisé en Italie une légion polonaise contre l'Autriche (1848), il se rendit en Turquie pour préparer une nouvelle légion contre la Russie lors de la guerre de Crimée. C'est à Pera, sur les rives du Bosphore, qu'il fut frappé par le choléra.

LE COLLECTIVISME MIS EN CAUSE

L'ampleur même de la crise économique et la haine contre la bureaucratie et son grand frère soviétique expliquent que vous puissiez trouver des secteurs de la population et des oppositionnels, avec quelque influence, qui condamnent en bloc le collectivisme et suggèrent qu'ils seraient plutôt partisans d'un système basé sur l'entreprise privée. Mais les problèmes pratiques pressants créés par la crise peuvent également dissiper rapidement ces idées, car elles n'apportent aucune solution aux problèmes fondamentaux. Un important système industriel a été édifié en dehors du marché mondial capitaliste et l'extension des relations de marché au-delà de la sphère de certains biens de consommation limités et de certains secteurs des services ne pourrait déboucher que sur un désastre.

Par certains aspects, il existe davantage que par le passé, une base sociale pour l'individualisme économique, mais il y a également de nouvelles forces à même de faire contrepoids.

Il existe un important secteur privé qui fournit des produits et des services de manière plus efficace que les agences de l'Etat bureaucratise et qui se trouve choqué par ce qui lui semble des restrictions non justifiées ainsi que par les problèmes plus généraux de la mauvaise gestion bureaucratique de l'économie. De plus, le nombre des petits marchands en tout genre augmente par suite des effets de la crise économique et de la croissance importante, même si elle n'est pas reconnue officiellement, du chômage. Car, comme le système est censé fournir un travail à chacun, il n'y a pas d'assurances chômage...

Mais il existe, face à ces tendances, un important facteur qui fait contrepoids : c'est que toute l'opposition est groupée dans le cadre du mouvement ouvrier et qu'elle est consciente de la nécessité de maintenir l'unité. Ceux qui aspirent à devenir de petits capitalistes tendent à être hostiles à Solidarité et le syndicat est obligé de les contrer.

« Il y a à la fois des gens honnêtes et malhonnêtes dans Solidarité » m'expliquait un chauffeur de taxi de Torun, qui était le type même du petit entrepreneur pro-capitaliste. Il ne voulait pas rejoindre le syndicat des chauffeurs de taxis de Solidarité. Les chauffeurs de taxis sont en mesure de s'assurer des revenus substantiels en Pologne. A Torun, ils touchent en moyenne 25 000 zlotys par mois, ce qui représente plusieurs fois le salaire moyen. Les contacts qu'ils ont avec des touristes étrangers leur permettent d'obtenir des devises fortes qui leur servent à se procurer en dollars certaines denrées rares dans les magasins, ou à préparer leur émigration. Pourtant Solidarité est parvenu à s'assurer le soutien de certains chauffeurs de taxis en luttant pour un meilleur système de distribution du carburant. Se procurer de l'essence est un problème que rencontrent tous les chauffeurs de taxi et qui ne peut être résolu que sur la base d'actions collectives et de négociations.



Manifestation de paysans pour la légalisation de Solidarité rurale. (DR)

La crise du système bureaucratique a également abouti à une revitalisation des organisations d'artisans et à la mise en avant des problèmes de ces couches. Pour l'instant, le principal problème des artisans est de dépasser l'arriération technologique de leur secteur pour satisfaire les demandes des consommateurs ce qui nécessite également des réponses collectives.

Mais le plus important réservoir d'individualisme économique c'est la paysannerie. Pour le moment, l'aspiration à l'enrichissement à laquelle on pourrait s'attendre n'est pas aussi évidente que cela. Les paysans polonais ont connu une longue période d'oppression brutale et de spoliation par la bureaucratie. L'économie agricole est exsangue et dans un état d'arriération important. L'agriculture polonaise a besoin maintenant d'une aide massive que seul l'Etat et la planification centrale peuvent assurer. « Nous voulons des machines agricoles, m'a expliqué un dirigeant de Solidarité rurale de la région de Cracovie, regardez mes mains, toutes ces coupures et ces cals. Nous voulons des tracteurs pour ne pas avoir à nous user les doigts jusqu'à l'os ! »

Les machines agricoles que la bureaucratie avait décidé de produire sont généralement trop grandes pour la taille des fermes polonaises, les paysans en sont réduits à bricoler des machines à partir de motos qui sont produites en grand nombre, puisque la bureaucratie avait l'ambition de construire une importante industrie moderne de biens de consommation durables.

Solidarité s'est montré sensible à ces problèmes. Dans la région de Cracovie, elle a été obligée d'entreprendre d'aluminium, qui polluait énormément l'environnement, à se transformer pour produire des produits destinés à l'agriculture. Les mineurs qui avaient accepté de travailler les samedis pour aider à résoudre la crise économique ont demandé qu'une partie de leur production supplémentaire soit destinée à l'agriculture.

La conscience du mouvement paysan ressemble curieusement à celle d'une caste ou d'une nationalité opprimée. Les paysans identifient l'oppression stalinienne à l'oppression qu'ont subie leurs ancêtres quand ils étaient exploités, exclus de la vie nationale de la Pologne des magnats et des aristocrates, ou lorsque les Prussiens puis les nazis tentèrent de les expulser de leurs terres. En fait, dans la partie de la Pologne qui échut à la Prusse, la lutte opiniâtre des paysans pour récupérer la terre a constitué une part importante de la lutte nationale polonaise. Elle est glorifiée dans une petite nouvelle classique de l'écrivain du XIXe siècle, Broleslav Prus (2), appelée *Placówka*, qui signifie à la fois une ferme et un avant-poste dans la bataille.

Peu avant le Congrès du parti, l'une des plus importantes manifestations paysannes a été la commémoration de la victoire de l'armée de Kosciusko à Raclawice le 8 juin 1794. Le dirigeant révolutionnaire (3) était le premier des dirigeants polonais à mobiliser les paysans. Et les fermiers armés de leurs seules faux sont réputés avoir remporté la victoire. Le

2. Alexander Glowacki, dit Boleslaw Prus, l'un des plus importants écrivains polonais de la seconde moitié du XIXe siècle (1847-1912). Après avoir pris part à l'insurrection polonaise de 1863, il se consacra au journalisme puis à la littérature, abordant tour à tour l'oppression subie par les travailleurs, la résistance paysanne à la colonisation germanique, l'émancipation des femmes et l'oppression autocratique.

3. Tadeusz Andrzej Bonawentura Kosciusko, officier et patriote polonais (1746-1817), combattant volontaire lors de la guerre d'Indépendance américaine (1776-1783), il rejoignit à son retour en Pologne les troupes polonaises en lutte contre les Russes. Commandant militaire de l'insurrection de Cracovie en 1794, il remporta dans un premier temps de brillants succès, chassa les Prussiens et les Russes de Varsovie avant d'être battu et fait prisonnier. A sa libération, il s'installa à Paris puis en Suisse d'où il continuera en vain à lutter pour la restauration de son pays jusqu'à sa mort, à Soleure.

tract distribué à cette occasion par Solidarité rurale soulignait combien la victoire de Raclawice avait montré la valeur des paysans, comme êtres humains et comme Polonais...

« *La gloire nationale qui a rejaili de l'action militaire des paysans est symbolisée par la bannière des faucheurs conservée au Musée militaire polonais de Varsovie. On peut y lire le slogan "Vivre et combattre", le vieux mot d'ordre des forces paysannes qui avait été repris pour convaincre le peuple de la terre qu'il pouvait être libre, estimé et l'ardent défenseur de la patrie.* »

Le tract concluait ainsi : « *A cet endroit fameux, nous voulons organiser un rassemblement des membres et sympathisants de Solidarité rurale pour leur enseigner l'histoire des actions héroïques de la paysannerie ainsi que de notre programme d'unité d'action pour améliorer le statut économique et social des paysans individuels.* »

Au cours d'un rassemblement organisé dans une église de Lublin, deux semaines avant les cérémonies de Raclawice, le dirigeant de Solidarité rurale, Janusz Rozek, expliquait : « *Nous autres, paysans polonais, avons été condamnés au servage et à l'esclavage pendant un millénaire, d'abord par les chevaliers teutoniques ensuite par l'aristocratie et la bourgeoisie blanche. Nous avons eu quelques lueurs d'espoir quand Witos, le dirigeant du parti paysan de l'entre-deux guerres est arrivé au pouvoir. Et, au cours des trente-cinq dernières années, nous avons été tenus en soumission par la bourgeoisie rouge qui nous a volé notre liberté parce qu'elle voulait nous opprimer, nous prendre notre terre et faire de nous les serfs des manoirs de l'Etat.*

Je suis particulièrement ému par cette cérémonie. C'est ici, dans cette église, que j'ai contacté le père Ludwik quand j'ai découvert qu'il appartenait au mouvement des Droits de l'Homme. C'est à ce moment que j'ai commencé à lutter pour les droits des paysans, que j'ai commencé à organiser des meetings, à diffuser la presse indépendante. Le résultat a été la création du premier comité d'auto-défense paysan de Pologne.

Vinrent alors les jours difficiles. La police politique commença à nous persécuter, à mener diverses actions de harcèlement, des interrogatoires, des tabassages. Plusieurs d'entre nous furent ainsi brisés. Je suis venu souvent ici voir le père Ludwik qui me reconforta moralement et c'est ainsi que j'ai tenu. Quatre années se sont écoulées. Cela semble beaucoup et pourtant c'est peu. Aujourd'hui, nous les paysans, nous pouvons nous rencontrer sans avoir peur. Nous pouvons nous organiser. Nous pouvons lutter pour nos droits.

Mais la tâche reste rude. Les paysans polonais ne croient pas dans leurs capacités, ils n'ont pas confiance en leur force. Ils pensent qu'ils sont faibles. Aussi, Notre Père qui êtes aux cieux, je vous implore qu'ils sortent de leur léthargie, qu'ils aient confiance en leur force, qu'ils obtiennent l'égalité et puissent travailler

et produire pour leur bien et celui de la patrie. »

Une indication sur ce qu'est encore le statut des paysans, c'est que le pourcentage des étudiants d'université issus de milieux ruraux n'est pas plus élevé qu'avant-guerre...

Après les explosions de masses contre le régime bureaucratique, les paysans sont parvenus à obliger l'Etat à abandonner la pratique qui consistait à les obliger à lui donner la part du lion de leurs récoltes à des prix constituant une véritable spoliation. Mais il continue d'utiliser des méthodes indirectes pour obtenir un effet similaire. Les paysans peuvent certes vendre leurs produits sur le marché et obtenir des zlotys. Mais s'ils vendent à l'Etat, ils obtiennent des coupons qui seuls leur permettent d'acheter du charbon et d'autres produits industriels.

Dans le sud de la Pologne, le mouvement paysan ressemble par un autre aspect au mouvement d'une nationalité opprimée. Le secteur le plus fort, le mieux organisé et le plus confiant dans ses forces du mouvement est composé des montagnards, qui constituent une formation sociale et culturelle distincte. Ils ne se considèrent pas, et ne sont pas considérés par les autres Polonais comme une nationalité séparée. Leur rapport au reste du peuple polonais ressemble plutôt à celui qui existe en Irlande entre la minorité de langue gaélique et la majorité de langue anglaise. Ils sont considérés comme un réservoir inviolé de « polonitude » et comme le cœur spirituel de la nation. La montagne polonaise a été le centre d'où sont issus nombre des intellectuels et des artistes polonais qui ont exercé une influence nationale.

En même temps, les montagnards ont été soumis à des mesures de discrimination dans les autres régions du pays du fait de leur origine rurale et de leur dialecte. Ils ont subi également toutes sortes de pressions du fait que leur région était, au cours de la dernière guerre, le bastion des mouvements clandestins nationalistes. La liquidation de ces organisations par les Soviétiques et les stalinien polonais a été effectuée par le biais d'une terreur massive. Encore aujourd'hui, il est difficile pour les montagnards d'avoir le droit d'acheter un fusil, à moins d'appartenir à cette petite minorité qui est inscrite dans des clubs de chasse... De plus, l'afflux des touristes vers ces régions accroît encore la pression sur les ressources et les approvisionnements alimentaires. On n'importe pas de nourriture dans cette région pour satisfaire les besoins des touristes et l'agriculture de montagne, très arriérée, ne produit pas beaucoup plus que ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins personnels des paysans locaux.

Depuis 1904, il existait un fort mouvement régionaliste dans la zone des montagnes. Il a été anéanti lors de la mise en place du régime totalitaire en Pologne. Mais les révoltes de 1956 ont rouvert la voie pour qu'ils recommencent à fonctionner. Aujourd'hui, il s'est développé au point de devenir une forte organisation qui forme la base de Solidarité rurale dans

toute la région. Solidarité utilise souvent les ressources du Syndicat de montagne et les dirigeants des deux organisations sont parfois les mêmes. Dans un récent numéro de la revue du Syndicat de montagne, qui a été reconstitué, se trouve un article écrit par le président de Solidarité rurale de Zakopane sur les caractéristiques des danses montagnardes. Il est en effet aussi l'un des animateurs du mouvement culturel.

Avec la pénurie alimentaire croissante qui existe en Pologne et la croissance du marché noir, il existe évidemment la possibilité qu'une division ne se développe entre les ouvriers et les paysans. Tous les dirigeants de Solidarité avec lesquels je me suis entretenu ont reconnu que le danger était bien réel. Mais tous ont nié que le problème soit d'actualité. L'hostilité de l'ensemble de la société contre le gouvernement et la bureaucratie est si forte qu'elle dépasse — pour le moment — les divisions potentielles entre les divers secteurs de la population. Je n'ai même pas pu remarquer d'hostilité contre les profiteurs du marché noir.

SYMBOLES D'IDENTITE

Ce sentiment d'unité se concentre autour des symboles de l'honneur national polonais et de la défense de la dignité humaine, qui s'identifient aux yeux de la plupart des Polonais à l'Eglise, puisqu'elle a été la seule institution à défendre les valeurs humaines contre une dictature totalitaire et déshumanisante.

Le drapeau polonais et les couleurs nationales sont devenus le symbole de Solidarité et de tout le mouvement d'opposition. Ainsi, à Cracovie, tout le local de Solidarité, y compris les bureaux et les couloirs, est peint aux couleurs nationales, blanc et rouge. Les aigles polonais sont également présents en force, de même que le crucifix et les images pieuses, en particulier dans les locaux de Solidarité rurale... Ces symboles religieux peuvent d'ailleurs poser problème. A Bialystok par exemple, où la majorité de la population est de rite orthodoxe grec, Solidarité a dû se montrer prudent sur l'utilisation de ces symboles.

Le best-seller des kiosques de publications indépendantes installés dans les locaux de Solidarité est une brochure sur la guerre russo-polonaise de 1920 qui défend les positions du gouvernement polonais d'alors. En fait, le général Pilsudski, le dictateur d'avant-guerre est devenu une sorte de héros national. Mais il n'y a pas de continuité entre le culte de Pilsudski et la base nationaliste sur laquelle s'était appuyé le bonaparte polonais avant la Deuxième Guerre mondiale. Les intellectuels de l'opposition antibureaucratique qui luttent contre la censure et les persécutions politiques bannissent de leur esprit la répression exercée par le gouvernement Pilsudski en expliquant : « *Ce qui est important, c'est qu'il aimait la Pologne comme un père, même s'il était strict.* » Et la réponse vient également invariablement que la répression de Pilsudski n'est rien en comparaison de l'expérience du totalita-

risme. Mais les raisons de cette répression et la nature du régime Pilsudski sont à peine prises en considération. Ce culte a surtout un caractère mythique. Un fait le prouve : c'est que si Pilsudski est le héros de tout un chacun et si Witos est devenu, lui, le héros de la paysannerie, personne ne pose la question de savoir pourquoi le premier a renversé le second par un coup d'Etat militaire qui était tout sauf fraternel...

DIGNITE ET SOLIDARITE

En passant devant une église de Zakopane, j'ai pu entendre le sermon d'un prêtre qui s'adressait à la foule agenouillée des fidèles. Il expliquait que la foi catholique était le fondement de la dignité humaine et nationale du peuple polonais. Que c'était grâce à leur foi qu'ils avaient pu préserver leur dignité pendant la période de terreur totalitaire. C'était leur foi qui les avait unis et renforcés comme peuple. Et, grâce à leur foi, ils ne laisseraient pas les privations, les longues queues d'attente et les aggravations constantes des conditions de vie en Pologne détruire leur solidarité et leur dignité humaine. Le prêtre n'a parlé que rarement des chrétiens, mais surtout du « vrai Polonais », qui ne pouvait être, bien sûr, que chrétien...

De fait, il est impressionnant de voir la politesse et la courtoisie que chaque Polonais maintient envers les autres dans les circonstances que connaît le pays. Les conditions pourraient monter les gens les uns contre les autres à l'occasion de l'attente dans les queues, avec toutes les difficultés et les bizarreries de l'approvisionnement. Des querelles éclatent de plus en plus souvent dans les queues. Mais, face à ces pressions, la plupart des Polonais s'astreignent à rester

calmes et prévenants. En fait, il existe une nouvelle ambiance en Pologne.

Dans l'immédiat après-guerre, le peuple polonais était le plus démoralisé et le plus désorienté de tous les peuples d'Europe de l'Est. Toutes les formes d'idéaux étaient discréditées, que ce soit le combat avant-guerre du parti communiste qui avait été dissous et liquidé physiquement sous l'accusation calomniatrice d'être infiltré par les fascistes et l'héroïsme de la résistance polonaise qui avait été identifiée purement et simplement à la réaction et à l'anticommunisme.

Dans un tel climat de démoralisation et de désorientation, les Polonais se tournèrent vers les solutions individuelles. La pratique des petits larcins se répandit dans l'économie. Le document caractéristique des années 1950 et 1960 en Pologne est le film *Eva veut dormir*. L'héroïne est une jeune ingénue qui n'a pas de place pour s'allonger à cause de la pénurie de logements et qui se déplace dans un paysage social fantastique de corruption, à la recherche d'un coin libre où elle puisse s'allonger. La caractéristique de beaucoup de films que l'on peut voir aujourd'hui est de s'attaquer à la bureaucratie, de montrer ceux qui la combattent et les scènes de leur lutte. J'ai vu un court-métrage dans un cinéma de Varsovie, il montrait un passage de la lutte de Solidarité pour sa reconnaissance légale. Le Tribunal suprême de Varsovie était encerclé par une foule disciplinée qui criait avec calme, mais détermination : « Le peuple attend ! »

Les Polonais n'ont pas encore formulé la façon dont ils entendent construire la société qu'ils désirent, mais ils ont acquis une puissante détermination de ne plus se laisser briser à nouveau et de conquérir une dignité humaine totale, ce qui signifie la démocratie dans toutes les sphères de la vie sociale. Cela a été exprimé le plus clairement par un dirigeant d'a-

telier de Nowa Huta : « Nous autres Polonais, nous n'avons jamais capitulé, nous n'avons jamais fait de compromis. Nous sommes le seul pays qui ne se soit pas déshonoré au moment de la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons lutté jusqu'à la dernière goutte de notre sang contre des forces supérieures en nombre. Ce n'est que parce que le pays avait été détruit et saigné à blanc que nous avons accepté la tyrannie. Maintenant, la Pologne est redevenue elle-même. »

Ce dirigeant ouvrier était également clair sur la voie à suivre. Je lui demandai quelle était, à son avis, la solution à la crise économique : « Est-ce que c'est la réforme du système des prix ? » Il répondit : « Tu sais, nous ne voulons pas revenir au capitalisme. Les travailleurs ne veulent pas faire les frais de la remise en ordre de l'économie. Nous voulons la diriger nous-mêmes. »

Mais le niveau de conscience du mouvement d'opposition en reste toujours à des sentiments généraux de révolte morale contre le système bureaucratique, contre ses fausses valeurs et son hypocrisie. Cela laisse le champ libre pour la coexistence de toutes sortes d'idées contradictoires. Même les dirigeants ouvriers les plus actifs, qui sont convaincus que seul un système géré par les ouvriers peut satisfaire les aspirations des travailleurs, expriment cette aspiration de cette façon un peu moralisante : « Peu nous importe quelle sorte de système ce sera, pourvu qu'il soit bon pour les ouvriers. »

Dans cette situation, le critère politique décisif, c'est de voir comment les diverses prises de positions, les divers symboles s'adaptent au combat des masses contre la dictature de la bureaucratie, qui est l'obstacle immédiat qui les empêche d'assumer la tâche de réorganiser la société en accord avec leurs intérêts et leurs aspirations.

Le président de Solidarité rurale, Jan Kulaj au moment de la légalisation du syndicat paysan. (DR)



LES « NATIONALISMES » POLONAIS

Par exemple il y a plusieurs formes de nationalisme. Celui de la fraction Grunwald, qui représente la forme la plus agressive et la plus réactionnaire de nationalisme que l'on puisse trouver aujourd'hui en Pologne. Mais il s'agit-là de l'idéologie d'un groupe qui se situe dans l'aile dure, stalinienne, du POUP ; celle qui veut écraser Solidarité et reconstruire le régime totalitaire.

Il y a aussi le nationalisme de Rzeczywistosc, qui est politiquement plus viable et donc plus dangereux. Il tente de faire appel aux sentiments d'opposition et aux aspirations à des réformes. Mais, fondamentalement, il représente un secteur de la bureaucratie qui cherche une solution de remplacement à la version du marxisme discréditée par le stalinisme. Son développement se situe en parallèle à un courant de la bureaucratie soviétique. Le nationalisme stalinien de la direction du PC roumain est une autre version de ce genre de courants. Rzeczywistosc perpétue la tradition de l'aile Moczarski du POUP. En 1968, ce secteur était le plus ferme partisan de l'utilisation de ce nationalisme réactionnaire contre les manifestations étudiantes.

Tout cela montre quels peuvent être les cas extrêmes et opposés de nationalisme en présence.

Les manifestations étudiantes de 1968 ont commencé par une protestation contre l'interdiction d'une pièce de théâtre de Mickiewicz qui racontait la haine des nationalistes polonais contre le tsarisme. Mickiewicz n'était pas un écrivain anti-russe, mais sa pièce a toujours été considérée comme anti-russe par les autorités, depuis que les bureaucrates du Kremlin reconnaissent dans la tradition de l'Etat despotique russe une part de leur tradition.

Afin de briser les manifestations de protestations étudiantes contre l'interdiction d'un classique du nationalisme polonais révolutionnaire, l'aile « nationaliste » de la bureaucratie lança une chasse aux sorcières massive contre les prétendus éléments « non polonais », tels que les survivants de la communauté juive...

Il existe également un courant nationaliste spécifique au sein de l'opposition actuelle et maintenant au sein de Solidarité, même s'il exerce peu d'influence sur le mouvement ouvrier : il s'agit de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN) et du Mouvement de la jeune Pologne (*Ruch Młodej Polski*). Les dirigeants de ce mouvement expriment des points de vue qui sont conservateurs, voire réactionnaires. Par exemple, dans le numéro de mars de *Bratniak*, leur revue, Jacek Bartyzel défend la doctrine catholique selon laquelle la propriété privée est un droit naturel et identifie le collectivisme au despotisme asiatique.

L'antisémitisme fait également, ici et là, des apparitions dans les publications de ce courant, même s'il s'exprime sous la forme d'une condamnation des membres

juifs du Parti communiste qui seraient rentrés de Russie après la guerre et qui auraient joué un rôle important dans la police secrète.

Le dommage que peut créer un tel antisémitisme a été démontré au cours même de la lutte contre la bureaucratie. En 1968, la bureaucratie a exploité pour son propre compte l'antisémitisme à cause des réactions xénophobes aveugles provoquées en réaction contre le système répressif stalinien construit avec l'aide du Kremlin.

Mais, d'un autre côté, la KPN et *Ruch Młodej Polski* se présentent comme l'opposition la plus ouvertement déclarée et la plus déterminée à la dictature de la bureaucratie, le seul groupe qui ose avancer le mot d'ordre d'élections libres et de renversement de la domination soviétique.

Le principal dirigeant de ce courant, Robert Moczulski, est un personnage dont la force de conviction morale et le courage ont fait de lui, en juin et juillet dernier, un symbole de la résistance à la bureaucratie. Lui et plusieurs de ses amis ont été arrêtés et ont commencé à être jugés pour avoir prêché le renversement du gouvernement et la fin du « rôle dirigeant du parti ».

La KPN a été le premier groupe à tenter de monter une organisation spécifiquement politique. Si elle reste toujours une force marginale, elle a de toute évidence gonflé, notamment en recrutant parmi les jeunes qui ont grandi après 1970. Pour cette génération, le principal obstacle à la démocratisation et au progrès économique semble être le pouvoir du Kremlin. Depuis 1970, la bureaucratie polonaise elle-même est sur la défensive. Son pouvoir ne repose plus que sur la peur de l'intervention soviétique. « S'il n'y avait pas les Russes et la peur des chars soviétiques, ce gouvernement ne durerait pas cinq jours ! », explique l'un des éditeurs d'un groupe de publication libres. Et tous les gens avec qui j'ai pu discuter partageaient ce sentiment.

Ce qui attire les jeunes à la KPN, c'est qu'ils pensent que ce courant ira jusqu'au bout dans sa lutte contre la bureaucratie et qu'il ne s'arrêtera pas à mi-chemin par peur du pouvoir du Kremlin. Ainsi, le principal ouvrage théorique de ce mouvement, le livre de Robert Moczulski qui s'intitule *Révolution sans révolution*, s'il exprime de nombreux points de vue conservateurs, est surtout dirigé contre les positions de Jacek Kuron et des autres dirigeants du KOR qui expliquent qu'il existe des limites au-delà desquelles le mouvement d'opposition ne peut et ne doit pas aller.

Ironiquement, Robert Moczulski, le nationaliste catholique, accuse Jacek Kuron — qu'il désigne comme un représentant de la gauche laïque — d'appeler à une sorte d'union nationale des opprimés et des oppresseurs derrière la meilleure direction de la bureaucratie polonaise que les soviétiques puissent tolérer. Les positions de Jacek Kuron et du KOR pourraient être interprétées de deux façons. L'une, c'est que la toute première tâche consiste à construire un mou-

vement de masse sur la base des revendications immédiates et concrètes sans soulever des questions que les masses ne sont pas en mesure d'assumer. C'est en réalité ce qui s'est passé. C'est le KOR et ce genre d'approche qui ont ouvert la voie à l'émergence de Solidarité et à la victoire des grèves de 1980 qui, en retour, ont ouvert le chemin pour le combat contre la dictature de la bureaucratie en tant que telle.

C'est seulement après la victoire d'août 1980 que l'on peut vérifier si Jacek Kuron, et les dirigeants de Solidarité et du KOR qui sont sur cette position, continuent de penser qu'il existe une limite que le mouvement ne doit pas franchir pour toute une période historique. Or, l'année qui vient de s'écouler montre que c'est ce que pense Jacek Kuron et qu'il agit en fonction de ce présupposé. Il apparaît de plus en plus comme un centriste classique. Robert Moczulski dirige son attaque la plus vive contre la formule de Jacek Kuron selon laquelle, puisque le pays est en crise et que seule l'opposition à l'autorité politique suffisante, le gouvernement sera obligé d'accepter son aide pour prévenir une catastrophe. En juillet dernier, Jacek Kuron expliquait que le gouvernement voulait sincèrement diriger le pays en collaboration avec Solidarité et il expliquait que le régime en tant que tel n'était pas un problème. Robert Moczulski critiquait dans son livre cette position en ces termes : « Si des noyaux d'opposition sont jusqu'à un certain point capables de diriger la société dans sa lutte contre le régime totalitaire, la tâche numéro 1 du POUP sera de les convaincre de l'aider à préserver la paix sociale.

La patrie est en danger, tel sera le slogan de tous ceux qui sont en train de vendre la Pologne, qui servent de laquais de l'Union soviétique, qui ont conduit le pays à la ruine. Cet appel sera adressé aux naïfs qui, avec ou sans les meilleures intentions, vont se précipiter au secours de la direction du POUP pour la défendre de la colère du peuple polonais. »

Il a publié un vibrant appel moral : « Est-ce que l'indépendance sera dure à conquérir ? Oui, très dure. Nous n'avons aucune raison d'avoir honte de ce pour quoi nous combattons. Est-ce qu'il est hors de notre possibilité aujourd'hui de renverser le POUP ? Oui, mais notre force va augmenter et nous renverserons le gouvernement totalitaire. Nous ne devons pas être effrayés de le dire. Nous devons dédaigner le misérable réalisme des esclaves qui non seulement courbent la tête devant leur maître, mais ferment les yeux pour ne pas voir la haine qui y brille. Si nous voulons être des hommes qui puissent se respecter eux-mêmes et une nation qui puisse déterminer son propre destin, nous ne devons pas avoir peur de regarder nos maîtres droit dans les yeux. » La critique acerbe — et par certains aspects juste — de la mollesse de la politique du KOR et de Jacek Kuron par la KPN n'a pour l'instant qu'un faible impact. Elle n'a pas de programme qui corresponde aux besoins réels de la lutte et

ses déclarations restent suspendues en l'air. Le langage de ses militants tend à

paraître provocateur, ce qu'il est d'ailleurs dans une certaine mesure.

LE MOUVEMENT POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

Cependant, dans la situation marquée par les victoires de Solidarité, ce qui aurait pu sembler une provocation pour la plupart des Polonais *avant*, comme l'appel au renversement du régime, semble devenir plus naturel. Il y a eu la crise galopante que le gouvernement n'a pas pu ou n'a pas voulu résoudre. Il y a la contradiction explosive entre le développement d'un mouvement d'opposition qui embrasse la majorité de la population et le maintien d'un régime totalitaire dans lequel plus personne, ou presque, ne croit. Et dans ce nouveau climat, la plupart des Polonais pensent que les gens ont le droit de dire qu'ils veulent renverser le gouvernement. N'était-ce pas l'un des points des accords de Gdansk que personne ne pourrait être poursuivi pour ses opinions politiques, quelles qu'elles soient ?

Par ailleurs, l'un des autres effets des victoires de Solidarité, c'est qu'il existe maintenant un puissant mouvement national étudiant prêt à prendre en charge une campagne de masse de défense des prisonniers politiques, c'est-à-dire de Robert Moczulski et de ses amis. Le syndicat étudiant indépendant a obtenu sa légalisation. Il a conquis un poids considérable dans les universités puisque c'est là que la revendication de Solidarité, sur le droit d'élire les directeurs et de les remplacer, a été obtenue. Entreprendre une campagne politique comme la défense des prisonniers était en toute logique le pas suivant. Le mouvement a jeté tout son poids dans cette bataille. En retour, le développement des comités de défense a donné à la KPN un milieu dans lequel elle peut prospérer, alors que son défi au régime en faisait auparavant une cible prioritaire pour le régime et la répression. Au contraire, les comités de défense sont plus difficiles à attaquer. Pourtant la pression policière a été considérable.

Le mouvement étudiant, en première ligne pour la défense des prisonniers politiques. (DR)



Le centre du mouvement de défense est l'École principale d'économie agricole de Varsovie qui se trouvait sous une étroite surveillance policière. Les gens qui venaient aux réunions des comités de défense étaient susceptibles d'être arrêtés. Les organisateurs étaient obligés de convoquer en groupe les gens qui entraient ou sortaient pour éviter que la police ne procède à des arrestations de personnes isolées. Une fois, je suis sorti de l'école avec un groupe de gens et suis monté dans un bus avec eux. Une femme a remarqué un policier en civil et lui a montré le poing. Il est vite devenu nerveux et est descendu à l'arrêt suivant.

Si les étudiants avaient poussé plus loin leur plan d'organiser des marches de protestation au départ de plusieurs villes en direction de Varsovie entre le 17 et le 24 août, cela aurait pu être l'étincelle qui débouche sur une crise politique majeure.

Le gouvernement a répondu par une escalade de menaces pour bloquer ces manifestations et, s'il avait tenté de les réprimer ou de les harceler, cela aurait pu déboucher sur l'explosion... Les étudiants le savaient et s'y étaient préparés. S'ils ont annulé leurs marches, ce n'est pas par peur des conséquences, mais parce qu'un affrontement plus large et plus profond commençait à se développer qui reléguait l'affaire Moczulski au second plan. Il s'agissait de la lutte entre Solidarité et le gouvernement sur les moyens d'empêcher le désastre économique.

LES OUVRIERS DOIVENT PRENDRE EN CHARGE L'ÉCONOMIE

La pression qu'exerce l'aggravation de la crise économique et les revendications concrètes et urgentes qu'elle met à

l'ordre du jour ont commencé à opérer une clarification entre les options réelles en présence. Au mois de mai, la direction nationale de Solidarité a publié un programme qui était centré autour de l'extension de l'aire du secteur privé et incluait la « liberté » pour les entreprises d'opérer dans le cadre du marché, de fixer les prix, de faire des échanges internationaux et même de se faire concurrence entre elles. La discussion sur la réforme économique au sein de la direction nationale de Solidarité reflétait à ce moment-là des illusions considérables sur l'efficacité des effets du marché et des pratiques économiques capitalistes. Cela résultait de deux facteurs : l'un est la répulsion provoquée par la faillite de la planification de type stalinien ; l'autre est l'influence au sein de Solidarité des experts et des dirigeants qui partagent la conception d'ensemble de l'aile technocratique de la bureaucratie.

En juin et juillet, le centre de gravité des discussions sur le programme de réforme économique avait changé de façon significative. L'autogestion ouvrière était devenue le thème central de toutes les conversations et de toutes les contributions écrites.

A cela, il y avait une raison pratique tout à fait impérative. Le problème était que l'économie était en train de s'effondrer. Le gouvernement ne pouvait, ou ne voulait plus la maintenir en état de marche. Comment continuer à faire tourner la machine ? Certainement pas en jetant d'un coup l'économie dans les bras du marché mondial. Il fallait que les travailleurs prennent les choses en mains eux-mêmes. C'était le gouvernement qui parlait désormais de « vérité des prix », mais dans le cadre d'une attaque contre les acquis des travailleurs.

La discussion s'est développée de façon lente et souvent confuse à cause de l'absence d'une tendance à l'échelle nationale qui ait une claire perspective et un programme d'autogestion. Il n'existait pas au sein de Solidarité de groupe qui puisse dénoncer de façon systématique les confusions des éléments qui se situent dans le cadre de pensée de la bureaucratie, alors que ceux-ci, par contre, se sont constitués en courant cohérent du fait du fonctionnement même de la société bureaucratique.

La polarisation était très forte. Très souvent, les présidents des sections d'usines de Solidarité avec lesquels je me suis entretenu étaient partisans d'une réforme bureaucratique libérale, alors que les travailleurs et la couche des dirigeants qui en étaient les plus proches penchaient pour l'autogestion. Quelquefois, le terme était utilisé pour désigner une réforme technocratique. Le président de Huta Warszawa, qui est membre du parti, expliquait qu'en ce qui le concernait, l'autogestion signifiait seulement donner le droit à l'entreprise de commercer librement sur le marché international...

A Nowa Huta, le président de l'entreprise m'expliqua que « la seule solution dans l'immédiat, c'est la politique de vérité alors que l'autogestion n'est qu'un



L'intox dans la presse gouvernementale apparaît de plus en plus intolérable aux 10 millions de membres de Solidarité. (DR)

projet à long terme pour améliorer la société ».

LES TRAVAILLEURS SAVENT CE QU'ILS VEULENT

J'ai demandé aussi aux dirigeants de plusieurs comités d'atelier ce qu'ils pensaient de la réforme des prix. L'un d'eux répondit : « Nous ne voulons pas revenir en arrière vers le capitalisme. Nous ne pensons pas que les travailleurs doivent payer pour résoudre la crise. Nous sommes contre toute augmentation des prix sans compensation. La seule façon de résoudre la crise, c'est que les travailleurs dirigent l'économie au mieux de leurs intérêts. » Et les autres d'approuver.

Ce que les travailleurs attendent de l'autogestion est assez clair. Par exemple, lors de la première conférence sur l'autogestion qui s'est tenue le 7 août à Varsovie, l'un des délégués a répondu aux accusations du gouvernement, selon lesquelles les partisans de l'autogestion voulaient démanteler l'économie planifiée au profit de la « propriété coopérative », en expliquant qu'ils voulaient « changer radicalement le système, mais vers plus de socialisme ».

Cependant, en l'absence d'un combat politique engagé autour de l'autogestion pour servir de base à une alternative au régime de la bureaucratie à tous les niveaux, la discussion a tendance à être ramenée au niveau de questions purement techniques ou légales. C'est là une chose inévitable si la question de l'autogestion ouvrière est séparée de la question du transfert aux mains des travailleurs du

pouvoir politique, c'est-à-dire de la direction en tant que telle de la société. Nombre des experts et des dirigeants de Solidarité impliqués dans le mouvement pour l'autogestion n'y voient qu'un schéma général pour la réforme, ou une expérience, plutôt que l'axe d'une lutte pour le pouvoir. Par ailleurs, une perspective claire de changement décisif est nécessaire pour mobiliser les travailleurs, notamment parce que le souvenir est encore vivace de l'échec des Commissions de travailleurs mises en place après 1956 et qui se vidèrent de leur contenu parce que le système bureaucratique était demeuré intact.

Aucune lutte politique n'a eu lieu lors du Congrès extraordinaire du POUP en juillet, alors que des courants se sont développés au sein du parti depuis plusieurs mois sous l'impact du développement de Solidarité, qui proposaient des mesures radicales pour démocratiser le parti et la société. Les structures dites horizontales, qui étaient en fait l'amorce de tendances, ont été bloquées dans les différentes conférences locales. Dans les semaines qui ont précédé le Congrès national, il était évident que l'opposition — pour l'essentiel — avait été brisée. Nombre de ses dirigeants avaient abandonné le travail au sein du parti et tourné leur attention vers le travail dans Solidarité.

De nombreuses raisons ont été invoquées pour expliquer l'échec des courants d'opposition. Mais il est clair que la principale est le fait que la puissance du mouvement de masse des travailleurs n'a pas été amenée à peser sur la lutte en cours

au sein du parti. Il semble aussi que les groupes d'opposition n'ont pas essayé de mobiliser une base d'appui autour de la perspective de changements décisifs. En juillet, la plupart des dirigeants de Solidarité avec lesquels je me suis entretenu manifestaient peu d'intérêt pour le Congrès du parti : « Ce n'est pas notre affaire. Nous ne sommes pas communistes » ; ou bien « Nous sommes un syndicat, ce genre de choses ne nous regarde pas ».

Mais la défaite de l'opposition au sein du parti a représenté objectivement un revers pour Solidarité. Cela a également constitué une défaite subjective car, pendant la période de développement des structures horizontales, il existait dans Solidarité un énorme intérêt pour ce qui se passait dans le parti et l'espoir que quelque chose pourrait en résulter.

En fait, le parti communiste est énormément discrédité. « Le parti a été foutu après 1968 », expliquent souvent les gens de Solidarité : « La seule raison pour laquelle les gens vont au parti, c'est l'argent ». Mais, par ailleurs, comme le parti reste le réel centre de décision dans le pays, l'équivalent d'un gouvernement pour un pays capitaliste, l'attention des masses s'est concentrée sur le Congrès du parti. Il y avait foule autour des postes de télévision lorsque les sessions étaient retransmises.

Cela ne veut pas dire qu'il y ait eu beaucoup d'espoirs, mais les gens espéraient ouvertement que cela apporterait quelques changements positifs qui leur permettraient d'aller plus facilement de l'avant. Leur attente fut déçue.

Le Congrès ne se déroula pas sur le mode habituel. La bureaucratie polonaise a été trop secouée pour cela. Il y eut de fait plus que des discours habituels d'autocritique. Mais aucun défi sérieux n'a été lancé à la direction sur aucun point important. L'apogée du mouvement d'opposition a été le vote minoritaire de 100 des 2 000 délégués demandant que toutes les sessions soient retransmises par télévision. Les staliniens les plus hauts en couleurs ont été éliminés de la haute direction, ce qui était nécessaire si Stanislaw Kania ne voulait pas provoquer ouvertement le mouvement de masse. Mais les plus libéraux ont également été éliminés y compris un responsable bien bureaucratique des questions économiques comme Mieczyslaw Rakowski, qui avait le tort de parler un peu trop franchement. L'effet a été de consolider la direction autour de la terne figure de Stanislaw Kania. Nombre de chevaux de retour ont été éliminés du Comité central et remplacés par de jeunes gens prometteurs. L'élimination du bois mort est toujours quelque chose de populaire, mais on ne peut pas dire que l'arrivée des nouveaux a suscité de l'enthousiasme dans la population.

Les nouveaux promus au Comité central sont inconnus et n'ont aucune autorité politique. Le premier effet sans doute été de renforcer le contrôle monolithique du sommet de la hiérarchie vu l'inexpérience des nouveaux.

La direction Kania a visiblement essayé à toute force de faire du Congrès un *show* politique visant à démontrer la force de la direction d'un côté, et de l'autre sa sensibilité aux revendications de changements des masses. La démonstration n'a pas été concluante.

Il y a eu beaucoup de discours durs. Les représentants des partis soviétique, hongrois et tchèque ont déclaré en termes assez vifs que, si les choses continuaient d'échapper à tout contrôle en Pologne, l'intervention serait nécessaire et absolument bienvenue. Les deux derniers intervenants ont rappelé combien ils avaient appris de l'intervention militaire fraternelle qui avait eu lieu dans leur pays... Quel que soit l'effet de ces menaces sur ceux qui ont misé leur avenir sur leur ascension dans le parti, elles ne semblent pas avoir impressionné la population ou les militants ouvriers qui sont en train de quitter le parti.

L'un des mots d'ordre du Congrès était « *Défendre le socialisme et l'indépendance de la Pologne !* » Les Polonais que j'ai vus regarder les retransmissions à la télévision lâchaient, chaque fois qu'ils entendaient le mot indépendance : « *Bidon !* »

Dans les principaux rapports et discours, les dirigeants du POUP font un effort pour apparaître sensibles aux revendications et aux espoirs de changement des masses. Il est intéressant, par exemple, de noter le nombre de références faites par Stanislaw Kania dans son rapport

sur la nécessité de défendre l'environnement...

Mais la direction n'a pas offert de perspective véritablement nouvelle. Les réformes promises restent dans le cadre du système actuel et les Polonais ont une expérience historique considérable de la manière dont la bureaucratie peut faire marche arrière et dénaturer les réformes, une fois qu'elle a repris les choses en mains. Le programme économique fondamental de la bureaucratie reste le même : augmenter les prix.

La direction du parti a simplement dit qu'elle avait commis des erreurs et « *s'était coupée de la population* » et qu'il s'agissait maintenant de « *corriger les erreurs et d'asseoir la direction* ». Les « *partis frères* » ont répété la même chose et ont appuyé de tout leur poids la direction Kania. Le Congrès était de toute évidence destiné à paver le chemin pour une nouvelle offensive contre le mouvement ouvrier. Et les sommets de la bureaucratie sont parvenus à consolider le parti, fût-ce au prix d'un discrédit croissant aux yeux des masses.

VERS L'AFFRONTEMENT

Un affrontement était inévitable après le Congrès, quel que soit le cas de figure, vu l'effondrement rapide de l'économie. Le gouvernement n'a pas fourni assez de viande pour honorer les coupons de rationnement. Il a au contraire proposé de réduire encore plus les rations. Les protestations se développèrent. Tout comme les pénuries. Au début du mois d'août, il n'y avait parfois plus de viande, même dans les restaurants de luxe de Varsovie où elle était remplacée par des champignons frits.

Il y eut une explosion de mécontentement. La direction nationale de Solidarité n'avait pas d'autre choix que de prendre des mesures pour prendre la tête de cette révolte qui, sinon, se serait développée de façon incontrôlée, comme le montre le cours suivi à l'échelon local par les actions de protestation. Le gouvernement a tenté de mettre sur pieds une campagne de presse contre Solidarité en lui reprochant d'être responsable du chaos croissant. Solidarité a répliqué en faisant pression pour une plus grande objectivité dans les médias, ce qui a abouti à la grève nationale des travailleurs des imprimeries.

Il y a une contradiction criante entre l'existence d'un mouvement de masse indépendant qui regroupe la majorité de la population adulte du pays et le contrôle exercé sur la presse, l'édition et les médias par un gouvernement qui ne jouit du soutien que d'une infime fraction de la population.

Dans presque toutes les usines, Solidarité publie des journaux et dans nombre d'entre elles, a droit à une place réservée dans le journal publié officiellement

par l'entreprise. Les journaux d'usine de Solidarité ne sont pas censurés, mais limités par leurs moyens et leur tirage.

A l'usine de tracteurs d'Ursus, un conflit a surgi peu avant le Congrès du POUP. Un article proposé par Solidarité pour le journal d'usine avait été refusé par les censeurs. Il ne comportait que des citations de Lénine. Le porte-parole local de Solidarité pense que c'est la citation de Lénine expliquant qu'un Etat policier c'est un Etat où les flics gagnent plus que les enseignants qui a sonné l'alarme chez les censeurs. « *Vous savez, dit-il, Lénine marche pour nous, pas pour eux !* »

L'extension de la presse nationale et régionale de Solidarité a été limitée par la pénurie de papier, mais aussi par l'absence d'une perspective de campagne. L'hebdomadaire national est bien écrit d'un point de vue littéraire, mais confus. Il ne semble pas refléter ou s'adresser aux préoccupations des travailleurs des grandes entreprises, qui constituent la force décisive au sein de Solidarité et dans le pays. Ce n'est pas l'organe d'un mouvement militant mais plus le journal politico-littéraire des intellectuels formés dans les vieux cercles de dissidents. En fait, cela ressemble à la version agrandie des vieilles publications dissidentes intellectuelles.

Ce qui reflète un autre problème. Toute l'opposition appartient désormais à Solidarité et l'organisation a tendance encore à penser et à agir comme le vieux regroupement dissident. Cela crée une confusion croissante et débouche sur la paralysie lorsqu'il faut passer à l'action. Certes, il y a des divisions et des luttes internes au sein de Solidarité, mais l'absence de programmes politiques cohérents et de regroupements organisés autour de ces programmes tend à centrer les discussions sur des questions de personnes ou sur des sujets confus, secondaires, ce qui ajoute au caractère démoralisant de ces débats.

LA NECESSITE D'UN PARTI

La logique voudrait que les gens qui partagent le même point de vue général sur des questions importantes se regroupent, clarifient leurs idées et les présentent de façon cohérente dans l'organisation et prennent la responsabilité de les assumer. De plus en plus de gens dans Solidarité pensent qu'il faudra en passer par là. Au cours des derniers mois, des appels ont été lancés pour la formation de tendances au sein de Solidarité ou la création de nouveaux partis. En fait, il faut un parti politique pour développer et mettre en œuvre un programme de changement de toute la société. Mais beaucoup de résistances existent encore devant cette idée, à cause de l'expérience du totalitarisme. La tendance existe de ne voir dans les groupements politiques que des formes de manipulation.

A Lodz, la tentative de créer une tendance autogestionnaire révolutionnaire, dirigée par Zbigniew Kowalewski a, entre autres, commencé. La question de la formation des tendances et des partis est indissolublement liée au fait de reconnaître qu'un affrontement décisif avec le gou-

vernement et la bureaucratie est à terme inévitable.

Les termes de la discussion ont été posés de manière assez claire dans le numéro de juin de *NTO*, le principal organe théorique publié dans le cadre de Solidarité.

LA PRISE DU PALAIS D'HIVER

Henryk Szlajfer, qui est conseiller de Solidarité à l'usine automobile Fiat-FSO, critiquait un article de Barbara Markiewicz. Celle-ci écrivait que l'originalité de la révolution polonaise était que, contrairement aux précédentes, elle ne cherchait pas à conquérir le pouvoir. En Pologne, écrivait-elle, il n'y aura pas de prise du Palais d'Hiver... Szlajfer répondit en ces termes : « Mais il ne s'agit que du début de la révolution. Cette révolution n'est pas encore consciente de son objectif final. Cette révolution n'a pas encore les formes fondamentales d'organisation qui lui permettraient d'exercer le pouvoir depuis le Palais d'Hiver. » Szlajfer poursuivait : « Quand 10 millions de personnes disent non, leur poids par rapport au chaos du système existant devient évident. Il est difficile d'y voir simplement un trait original de la révolution polonaise. Telle est la phase de la révolution dans laquelle nous nous trouvons. Toute la structure organisationnelle de la révolution est subordonnée à un seul but : s'assurer que ce NON soit crié assez fort. Face à l'appareil de l'Etat totalitaire, un autre pouvoir tout aussi global, a surgi spontanément.

Ce qui l'unit est le besoin de solidarité. Ce ciment est le produit du consensus dans la protestation. Mais il s'agit d'un consensus concret qui ne peut pas être comparé avec la force destructrice des révoltes d'esclaves ou avec le désespoir des ouvriers des manufactures brisant les machines au début de l'ère industrielle, ou à l'explosion de rage de la paysannerie russe en 1905 et en 1917. C'est un consensus de négation qui, au moment de son apparition, a montré que son objectif était essentiellement constructif. Comment rendre compte autrement de toutes les actions auxquelles nous avons assisté depuis août 1980, la modération dans les revendications salariales, l'accord pour travailler durant les samedis libres, les comités mis en place pour lutter contre le gaspillage, le travail volontaire effectué au profit de l'agriculture. Cette révolution qui a dit NON porte en elle-même le potentiel pour construire.

La mise en œuvre de ces potentialités n'est pas possible dans le seul cadre d'un consensus fondé sur la protestation. Ce qu'il faut, c'est un consensus pour transformer la société et la compréhension que le conflit avec le régime est rapidement en train d'atteindre un point décisif. Nous ne savons pas quand ce point sera atteint. Nous savons seulement que le gouvernement tentera de reprendre l'initiative et tentera de briser le consensus fondé sur la protestation, en s'appuyant sur la passivité intellectuelle et programmatique de la révolution. »



Jacek Kuron. (DR)

LA VOIE POUR METTRE A BAS LA BUREAUCRATIE EST CELLE DU RETOUR A LENINE

Barbara Markiewicz répondit : « Pour Szlajfer, il n'y a pas de révolution sans prise du Palais d'Hiver. Je ne sais pas où il a pris cette idée. Certainement pas du livre de Hanna Arendt De la révolution qu'il recommande à juste titre. Je le soupçonne de lire des livres bien différents. La réduction de la révolution à la question de la prise du pouvoir, c'est-à-dire à la conquête d'un rapport de forces supérieur indique que le principal modèle de Szlajfer est Lénine. » Et de proposer, à l'inverse, « la négociation avec le gouvernement » et la réforme du système d'élections parlementaires.

Plus la crise s'aggrave, plus se renforce la tendance instinctive des travailleurs à essayer de prendre le contrôle du système économique et à commencer à modifier ses priorités. Ainsi, lorsque les ouvriers imprimeurs ont stoppé la publication des journaux de la bureaucratie, ils ont continué d'imprimer les livres scolaires qui font si cruellement défaut. Quand les mineurs ont accepté de travailler le samedi, ils ont demandé que cette production de charbon supplémentaire soit répartie selon leurs propres priorités. Mais, pour atteindre ces objectifs, il faudrait un changement décisif dans la manière dont toute l'économie est contrôlée, sinon le chaos ne ferait qu'augmenter et le marché serait appelé à jouer un rôle de plus en plus important, au détriment des objectifs que se sont fixés les travailleurs.

Certains des dirigeants les plus sensibles de l'opposition, comme Jacek Kuron, comprennent la logique de la situation, mais seulement pour tenter d'argumenter contre. Lors de la réunion des 24-25 et 26 juillet de la direction nationale de Solidarité, Jacek Kuron expliqua : « Si nous nous considérons comme un syndicat, ce que le gouvernement attend de nous, alors nous devons réfléchir à ce que Zbigniew Bujak (président de Solidarité pour la région de Varsovie) a expliqué à la conférence de Varsovie. Il a dit : "Si nous sommes un syndicat, alors nous sommes un syndicat de marins sur un navire qui est en train de couler. Et que devrait faire un syndicat de marins sur un navire

qui coule ? Est-ce qu'il devrait lutter pour la réduction des horaires de travail ? Devrait-il lutter pour des négociations collectives avec le capitaine ?" Il existe un fort sentiment, et qui va croissant, explique Jacek Kuron, qu'il faut s'emparer de la société pour la réorganiser. »

DE PARTOUT L'APPEL A UN PARTI

« De partout, l'on entend l'appel pour la création d'un nouveau parti. A plusieurs reprises, j'ai entendu des gens dans cette salle avancer cette revendication : nous devons former un parti. Quelle est la cause de cette revendication ? Elle surgit de la compréhension que Solidarité ne peut pas accomplir la tâche qui consiste à réorganiser un nouveau système. Il n'y a personne qui puisse le faire et c'est pour cela que nous devons construire un parti pour prendre en charge cette tâche. Cette question est la plus importante pour nous si nous ne voulons pas voir couler le bateau où nous sommes. »

Ensuite Jacek Kuron poursuivit en expliquant que, quels que soient les changements opérés en Pologne, ils ne pourraient pas aller au-delà de ce qu'on pouvait penser que le Kremlin allait tolérer. Il expliqua aussi qu'il était contre la constitution d'un parti, car cela signifierait la continuité du totalitarisme sous un autre drapeau. Il était également contre le mot d'ordre d'élections libres au Parlement.

« Le temps travaille en notre faveur » et les conditions pour des élections libres seront meilleures en 1984, date prévue de la prochaine consultation électorale... Cette approche donne une claire indication du fondement de l'approche centriste de Jacek Kuron. Un affrontement décisif est en marche. Si les masses ne disposent pas d'une direction qui puisse proposer une réponse décisive, elles iront à la démoralisation et à la défaite. Dans ce genre de crise, le temps joue en faveur des autorités établies, car il faut que quelqu'un fasse tourner la société. En l'absence d'alternative, c'est à ceux qui la font déjà tourner que revient l'initiative.

L'approche de Jacek Kuron est fondée sur la réaction contre le totalitarisme. Il explique que le fait que Solidarité n'ait pas pris le pouvoir est en fait sa plus grande réussite : « Dans toutes les révolutions passées qui ont abouti à la prise du pouvoir par des organisations révolutionnaires, les gens ont perdu leur organisation lorsque celle-ci s'est transformée en pouvoir d'Etat et les a abandonnés sans défense. » Mais les gens — aujourd'hui en Pologne — sont désarmés par l'incapacité de Solidarité de prendre le pouvoir, par l'absence de réponse face à l'effondrement de l'économie. Ce qu'il faut, selon Kuron, c'est un mouvement autogestionnaire qui touche l'ensemble de la société. La formation d'un mouvement autogestionnaire séparé est en cours et sera un pas en avant. Un tel mouvement devra soulever les questions générales sur comment l'économie et la société doivent être dirigées. Mais ce mouvement va également développer l'opposition entre les points de vue contradictoires et les tendances qui paralysent aujourd'hui Solidarité. La formation de ce mouvement en tant que telle ne résoudra pas le problème de l'élaboration d'un programme et de la construction d'une direction qui puisse faire face au formidable défi de la crise.

Ces diverses tendances opposées étaient présentes à la Conférence des représentants des groupes d'autogestion qui s'est tenue à Varsovie le 7 août. Le but de la Conférence était de lutter contre le

projet de Loi sur l'autogestion proposé par la direction du parti communiste au Parlement. Certains dirigeants de Solidarité ont pris très fermement position contre le projet. Ainsi Zbigniew Kowaleswski, membre du présidium de Solidarité de la région de Lodz, a expliqué à un journaliste suédois : « La véritable autogestion signifie que le pouvoir est aux mains des travailleurs. Le projet gouvernemental signifie que les travailleurs ne pourront prendre que des décisions très limitées, c'est pour cela que nous sommes contre et que nous luttons pour une modification en profondeur de la loi. »

La Conférence a adopté à l'unanimité une résolution contre le projet gouvernemental et appelant le Parlement à adopter une loi qui ouvrirait la voie à une véritable autogestion. Cependant, plusieurs des dirigeants présents à la Conférence n'envisageaient, de toute évidence, l'autogestion que comme une forme d'expérimentation sociale qui devrait être mise en œuvre sur une petite échelle, et non pas comme une transformation rapide et décisive de l'économie.

Plusieurs formes légales ont été suggérées pour assurer la centralisation de la campagne du mouvement pour l'autogestion, y compris de faire pression pour la constitution d'une Chambre représentative fondée sur les organismes d'autogestion. C'est une proposition qui a une certaine légitimité historique, puisqu'elle avait été proposée en 1956.

Dans le même temps, l'impatience croît. Le représentant d'un groupe d'usine déclarait : « Si l'une des Chambres du Parlement représente les organisations ouvrières, qu'est-ce que représente l'autre Chambre ? » Cette impatience va se développer sous la pression de la crise. Quelle que soit la formulation défensive utilisée, il faut offrir aux masses une claire perspective de combat. Et cela ne nécessite pas seulement un mouvement syndical de masse et un mouvement pour l'autogestion, mais aussi un parti révolutionnaire qui puisse rassembler de façon cohérente l'expérience et les aspirations des travailleurs polonais, faire peser tout leur pouvoir contre celui de la bureaucratie et ouvrir la voie pour prendre en mains le contrôle total de l'économie, de la société et de leur destin.

Il serait particulièrement tragique en ce moment que la haine du totalitarisme puisse servir à désarmer les travailleurs confrontés à la dictature totalitaire. Comme l'écrivait Henryk Szlajfer, un pouvoir a surgi contre l'Etat, qui est aussi global que l'autre : le pouvoir des travailleurs polonais. Ce dont ce pouvoir a besoin, c'est de la clarté et d'une détermination totale, c'est d'une direction révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire. S'il obtient cela, ce pouvoir des travailleurs pourra mettre un point final à l'ère des dictatures totalitaires. ■

Sean CONOLLY
Varsovie, juillet-août 1981.

POLOGNE - DOCUMENT

Programme d'action immédiate pour les conseils ouvriers

élaboré par le Groupe de Lublin

LES 12 et 13 juillet derniers se tenait à Lublin la première réunion inter-régionale des comités constitutifs d'autogestion, des conseils ouvriers et des directions régionales et commissions syndicales d'entreprise sur le thème « Solidarité et l'autogestion ouvrière ».

Étaient présents les délégués des régions suivantes de Solidarité : Lublin, Lodz, Katowice, Varsovie, Poznan, Wroclaw, Plock et des villes de Grudziadz, Sieradz, Elblag, Bialystok, Gorzow Wkp, Jelenia Gora, Radom et Kielce. La conférence a décidé de fonder le Groupe de travail pour une initiative inter-régionale de coopération des conseils ouvriers. Ce groupe s'est donné pour but de provoquer avant la fin du mois d'août la

réunion du Ier Congrès national des délégués régionaux des conseils ouvriers.

Ce groupe, appelé aussi « Groupe de Lublin », a décidé de propager l'idée des conseils ouvriers et d'œuvrer à la création des commissions régionales de coordination des conseils ouvriers. Il a produit plusieurs documents, parmi lesquels le *Programme actuel d'action des conseils ouvriers*, des thèses sur les liens entre Solidarité et les conseils, ainsi que des thèses sur la structure organisationnelle du mouvement autogestionnaire. Il a décidé d'appuyer et de diffuser les documents concernant l'autogestion élaborés par le « réseau des grandes entreprises ».

PREAMBULE

Les efforts des représentants de Solidarité et du mouvement d'autogestion dans les comités fondateurs d'autogestion ouvrière, dans les commissions de coordination régionales et dans le « réseau des grandes entreprises », ont abouti à élaborer les projets de documents de base qui

définissent la façon de convoquer et la sphère d'activité des organes d'autogestion ouvrière. Ces actions ont été approuvées au cours de réunions des représentants des entreprises le 8 juillet 1981 à Gdansk et les 12-13 juillet 1981 à Lublin.

Les deux réunions ont prouvé la nécessité de formuler et de présenter aux organes d'autogestion ouvrière un projet de plan directeur des activités à court terme.

Notre Commission a préparé un tel plan sous la forme d'un programme à court terme qui s'appuie sur les expériences concrètes des organes d'autogestion ouvrière existant déjà dans les entreprises industrielles.

Notre opinion est qu'au cours des prochains mois les organes d'autogestion ne seront pas en mesure, s'ils ne satisfont pas à certaines conditions préalables, de

prendre entièrement en charge la gestion directe des entreprises. Ces conditions préalables sont les suivantes :

1.— Le vote par la Diète (Parlement) des arrêtés relatifs aux principes d'activité des entreprises et des organes d'autogestion ouvrière répondant aux aspirations de la société.

LES ACTIVITÉS DES ORGANES D'AUTOGESTION AU NIVEAU DE L'ENTREPRISE

1.— Les organes d'autogestion ouvrière démocratiquement élus ou les comités fondateurs prendront immédiatement des mesures visant à :

- adapter les statuts généraux de l'autogestion ouvrière aux conditions spécifiques de l'entreprise ;
- s'assurer de la disposition de moyens techniques et de locaux ;
- dresser la liste de tous les actes normatifs relatifs au fonctionnement de l'entreprise ;
- préparer la procédure et la documentation en vue de l'organisation d'un concours pour les postes de directeur et de cadres supérieurs.

2.— Avant la prise en charge définitive de la gestion de l'entreprise, le conseil ouvrier aura pour tâche principale d'obtenir de la direction un rapport sur l'entreprise, accompagné d'un schéma organisationnel et de circulation de l'information au sein de l'entreprise. Ce rapport constituera la base pour établir la hiérarchie des activités des organes d'autogestion.

3.— Ce rapport doit être étudié par les experts et présenté au personnel.

4.— Après l'acceptation du rapport, une des priorités de l'autogestion sera la critique du système salarial en vigueur dans l'entreprise et la préparation d'une nouvelle politique salariale claire et approuvée par toute la société.

5.— Le conseil ouvrier doit organiser des commissions permanentes à caractère consultatif.

6.— Pendant la période de transition, avant la prise en charge définitive de la gestion de l'entreprise, il faut exiger de la direction la mise en pratique des décisions des organes d'autogestion.

2.— La création au niveau des régions d'une infrastructure d'organisation et de coordination des organes d'autogestion, (« banque d'experts », discussions sur des projets de décrets, etc.).

3.— La création d'un système d'information pour les organes d'autogestion à l'échelle nationale.

7.— L'autogestion de l'entreprise ne signifie pas une ingérence systématique dans les décisions de la direction mais, en revanche, elle signifie le droit de contrôle sur la direction et la possibilité de mettre en cause ses activités ou son manque d'activités.

8.— Il ne faut pas accepter les plans sans s'assurer au préalable qu'existent les moyens permettant leur réalisation.

9.— Il faut entreprendre une vaste action de formation socio-économique du personnel et des militants.

10.— Les organes d'autogestion doivent avoir accès à la presse syndicale, aux médias, radios et autres moyens de communication.

11.— Les organes d'autogestion mieux organisés doivent aider ceux qui n'en sont qu'au stade de l'organisation.

12.— Tous les organes d'autogestion et leurs comités fondateurs doivent lutter pour la promulgation des décrets sur la réforme économique, sur l'autogestion et sur l'entreprise, garantissant la gestion de l'entreprise par son personnel.

13.— Dans les délais les plus courts, il faut prendre des contacts avec d'autres organes d'autogestion et les organismes scientifiques et techniques existant sur place, dans la région, etc.

AUTRES INITIATIVES

Il est nécessaire de créer des commissions régionales de collaboration des organes d'autogestion et d'appuyer massivement le mouvement des conseils ouvriers. Voici les objectifs des commissions régionales :

1.— Coordonner les discussions sur le projet de décret relatif à l'autogestion et à l'entreprise et préparer une plate-forme commune sur cette question en s'appuyant sur les propositions des travailleurs ;

2.— Créer un réseau d'information dans les régions en vue de contacts rapides et directs entre les différents conseils ouvriers et une « banque d'experts » composée de cadres techniques et économiques secondés par les organismes scientifiques de la région. Les commissions régionales formeront également, en collaboration avec les organes d'autogestion, les groupes d'experts pour de grandes entreprises, qui devront participer à leurs commissions permanentes.

Il faut constituer la Commission nationale de collaboration des organes d'autogestion qui assurera les fonctions de coordination et d'information au niveau de toute l'économie nationale. Voici les objectifs de cette Commission nationale :

1.— Préparer un projet de décret relatif à l'autogestion et à l'entreprise en s'appuyant sur les travaux des commissions régionales et commencer, avec Solidarité, une action pour le vote de ce décret par la Diète ;

2.— Préparer, sur la base des rapports économiques et d'autres statistiques, un programme d'action concret dans le domaine de l'économie et élaborer des thèses pour la politique socio-économique courante ;

3.— Participer à la discussion sur la réforme économique et éventuellement préparer ou soutenir, après les corrections nécessaires, une formule qui soit approuvée par la société ;

4.— Définir avec Solidarité une plate-forme pour les questions sociales concernant les travailleurs, entre autres celles du système des salaires dans les entreprises autogérées ;

5.— Elaborer une plate-forme nationale et représenter les organes d'autogestion face aux dirigeants, au gouvernement et à la Diète.

Commission de rédaction du programme d'activité à court terme des organes d'autogestion ouvrière,
Conférence de Lublin
12-13 juillet 1981.

Aleksander Koclega - KWK « Debiensko »,
Leszczyny sur Rybnik
Bogdan Lewandowski - FSO, Varsovie
(usine d'automobiles)

Krystyna Murat - Zakaldy Azotowe,
Pulawy
Edward Olszewski - MKP, Lodz (transports urbains)

Jan Pasterski - BSP Przemyslu Wlokienniczego, Lodz (textile)

Mirosław Polipowski - WZPB « 1er Mai »,
Lodz

Zbigniew Rychter - MPK, Lodz

Bogdan Rynkiewicz - MPK, Lodz

Henryk Szlajfer - PAN Warszawa (Académie des Sciences de Varsovie)

Wojciech Zaremba - WIFAMA, Lodz

Intervention du délégué du Parti communiste cubain au IXe Congrès du POUP

DÉPUIS le début du déclenchement de la révolution politique en Pologne, l'analyse faite par la direction du Parti communiste cubain (PCC) de ces événements s'inspire assez systématiquement des dépêches de l'agence soviétique *Tass*, de la *Pravda* ou des déclarations officielles des bureaucrates polonais.

Ainsi, tout au long de la période préparatoire au IXe Congrès du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) de juillet dernier, alors que la crise du parti s'amplifiait, notamment à l'occasion de l'élection des délégués au Congrès (30 % des délégués étaient membres de Solidarité et la plus grande partie des membres de l'ancien Comité central du POUP n'était pas élue), la presse officielle cubaine, que ce soit *Granma*, organe du Comité central du PCC ou *Trabajadores*, organe de la Centrale des travailleurs cubains (CTC), a largement repris à son compte les déclarations intentionnellement alarmistes des bureaucrates polonais. Ainsi, *Trabajadores* titrait le 13 mai : « *Les grèves organisées par Solidarité précipitent l'économie polonaise dans la crise* » et sur les « *réactions du gouvernement polonais contre les éléments anti-socialistes* » le 16 du même mois.

Dans la même veine, *Granma* du 12 juin publiait intégralement et sans le moindre commentaire la lettre de mise en garde du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) au Comité central du POUP et rapportait les propos d'un dirigeant polonais : « *Sur la lettre envoyée par le PCUS au Comité central du parti polonais, il a dit que l'Union soviétique avait raison... Nous devons mettre de l'ordre dans le pays maintenant !* »

Alors qu'une campagne internationale — de la RDA à la Tchécoslovaquie en passant par la Bulgarie — se faisait l'écho des documents du « Forum de Katowice » et s'en prenait aux « faiblesses et concessions » de la bureaucratie polonaise, la presse cubaine s'est contentée d'informer ses lecteurs et les travailleurs cubains... de la campagne menée par les « partis frères » à l'inspiration de la bureaucratie du Kremlin et dans la foulée des mises en garde du PCUS à la direction polonaise.

Carlos Rafael RODRIGUEZ

Camarade président, chers délégués et invités au IXe Congrès du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), nous vous transmettons le salut fraternel du premier Etat socialiste d'Amérique, des travailleurs cubains et du Parti communiste cubain (PCC) ainsi que de son premier secrétaire, le camarade Fidel Castro.

Le IXe Congrès du POUP est un événement essentiel dans la vie de la nation polonaise. Il est même encore plus. Les décisions qui y seront prises, la façon de poser et de résoudre les problèmes agitant aujourd'hui la population polonaise et le parti, ainsi que la correction des erreurs qui ont été débattues et critiquées au cours des discussions, tout cela est l'objet de l'intérêt passionné des pays de la communauté socialiste et du mouvement révolutionnaire et progressiste.

Les ennemis du socialisme, qui sont en même temps sans aucun doute les en-

Le 5 juin, *Trabajadores* reproduisait un article de l'organe du PC bulgare dénonçant « *les attaques au socialisme en Pologne et les activités des milieux réactionnaires du syndicat Solidarité* ». Dans *Granma* du même jour, on peut trouver la reprise d'un article du quotidien des forces armées polonaises qui affirme que le POUP « *a le devoir de clarifier sa position sur l'attitude à adopter face aux problèmes fondamentaux que rencontre actuellement le pays* ». Toujours dans le même numéro de *Granma*, l'organe du PC cubain donne la parole à son homologue bulgare qui fait état de la « *préoccupation explicable* » des travailleurs bulgares face aux « *alarmantes infractions que l'on observe dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat* » en Pologne. Et l'article se conclut par une mise en garde qui précise : « *Les attaques contre le socialisme en Pologne sont aussi des attaques contre la communauté socialiste, la paix et la sécurité en Europe.* »

Et, au moment où la presse tchécoslovaque participait à cette campagne directement inspirée et coordonnée par Moscou, un communiqué commun cubano-tchécoslovaque était publié dans *Granma* du 1er juin. Dans ce texte, « *la partie cubaine salue avec joie les succès obtenus par les peuples de la République socialiste de Tchécoslovaquie dans la construction de la société socialiste* » et « *Cuba apprécie la politique extérieure de principes de la République socialiste de Tchécoslovaquie qui contribue activement au renforcement de la communauté des Etats socialistes, œuvre infatigablement en faveur de la préservation de la paix et de la continuation de la politique de détente et se solidarise avec les peuples qui luttent pour l'indépendance nationale et le progrès social* »...

C'est dire si le contenu de la déclaration lue par le chef de la délégation cubaine du haut de la tribune du IXe Congrès du POUP, publiée dans *Trybuna Ludu*, organe du CC du POUP, du 17 juillet 1981 et que nous reprenons ci-dessous, reflète bien l'approche de la direction cubaine face à la révolution politique en cours en Pologne.

nemis de la Pologne — étant donné que la seule voie pour garantir la permanence de l'identité et de l'indépendance de la Pologne est la voie socialiste — cherchent à profiter des événements qui ont lieu actuellement pour discréditer le système socialiste, pour arracher la Pologne à la famille des pays frères et pour modifier les rapports de forces en Europe et dans le monde, de façon à continuer leurs menées contre la paix et l'indépendance des nations.

Parmi toutes les tensions à l'œuvre dans le monde, les problèmes auxquels sont confrontés les communistes polonais sont aussi nos problèmes. C'est pour cela que l'attention des forces progressistes se concentre sur cette salle.

Les traditions de la Pologne, la tradition de sa classe ouvrière et de sa nation, renforcent notre confiance. Dans quelques jours aura lieu le XXXVIIe anniversaire de l'événement historique que les Polonais appellent à juste titre la renais-

sance de la Pologne (1944). Aussi critique que soit le jugement porté par la société et les communistes sur la dernière décennie, on ne peut pas sous-estimer les réussites du socialisme polonais. C'est pourquoi, malgré les difficultés et des discussions très vives, il nous a été donné à plusieurs reprises d'entendre confirmer fermement que « *la Pologne est et restera un pays socialiste* ». Les traditions formidables, patriotiques, révolutionnaires et internationalistes des Polonais, leur haut niveau de conscience de classe, renforcent cette confirmation. Le peuple qui, malgré l'oppression subie, a gardé son identité nationale et qui a été capable de résister au fascisme, possède des réserves morales et patriotiques inépuisables pour résoudre les problèmes complexes qui se posent à lui.

L'impérialisme se sert de tous les moyens à sa disposition pour exploiter des courants anti-révolutionnaires et anti-socialistes, pour les susciter et les appu-

yer, pour modifier le processus du renouveau considéré par les communistes polonais comme indispensable, en en faisant un processus de lutte contre le socialisme. Les traditions de la nation polonaise et la classe ouvrière permettent d'espérer que les résultats du IXe Congrès ne se contenteront pas de garantir les aspirations saines et patriotiques de la nation polonaise et des travailleurs, mais renforceront aussi le socialisme, et apporteront une contribution importante au maintien de la paix dans le monde. Nous vous transmettons les vœux fraternels des communistes cubains pour que le POUP sorte de ce Congrès plus fort et plus cohérent, pour qu'il soit une troupe courageuse et en qui l'on puisse avoir confiance, qui appliquera fermement et avec cohérence les principes du marxisme-léninisme, pour qu'il soit actif dans la lutte pour le socialisme, pour la libération de la nation et de la paix.

L'humanité vit des moments d'incertitude et de danger. Les forces les plus agressives et réactionnaires de l'impérialisme américain cherchent à affirmer leur hégémonie dans le monde, essayent d'imposer leur politique globale fondée sur le chantage et la supériorité militaire, menacent les pays socialistes et tentent de freiner le mouvement démocratique et révolutionnaire qui, durant ces dernières années, a connu un essor considérable. Faisant semblant de se préoccuper des problèmes de la nation polonaise avec sollicitude, ces forces pleines d'hypocrisie essayent de faire supporter le poids de la crise à des millions de chômeurs dans leurs propres pays, annoncent la suppression des programmes d'aide sociale, si difficilement arrachés par les travailleurs, en prétextant d'impératifs économiques et perpétuent le sous-développement et la misère dans le Tiers Monde.

En même temps, elles cherchent à imposer leurs projets d'implantation d'armes nucléaires en Europe occidentale sans se préoccuper des conséquences catastrophiques que cela pourrait avoir pour les nations européennes. En s'arrogeant le droit à une prépondérance militaire sur

l'URSS, ces forces bloquent le processus de la détente et encouragent la course aux armements. Elles livrent des armes aux régimes les plus sanglants et les plus répugnants de notre temps. Dans le monde entier, elles aident les différentes formes de racisme, de fascisme, d'anti-communisme et d'anti-soviétisme. Elles renforcent leurs relations avec les racistes d'Afrique du Sud, appuyent les dictatures du Salvador, du Guatemala, complotent contre la révolution nicaraguayenne et celle de Grenade, soutiennent les fascistes au Chili et en Uruguay, et essaient par tous les moyens de priver le peuple palestinien de ses droits nationaux imprescriptibles. C'est dans ce même but qu'elles encouragent le développement de provocations et de manœuvres réactionnaires au sein même de la communauté socialiste.

Il est évident que notre force contre ces activités repose sur notre idéologie, sur notre unité et notre cohérence, sur la fidélité aux principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Le rôle historique de l'URSS en tant que garant de la permanence du socialisme est de plus en plus évident.

Le nombre de pays suivant la voie du socialisme et du communisme augmente. Nous, communistes des pays où le socialisme existe, nous avons une responsabilité historique très importante vis-à-vis d'eux. Les communistes ont toujours donné l'exemple de l'esprit de sacrifice, de l'héroïsme, de l'incorruptibilité, de l'honnêteté, du courage dans la critique et dans l'autocritique. Cela nous rend invincibles ; cela ne signifie pas que nous soyons infaillibles, mais nous savons agir vite et énergiquement pour corriger nos erreurs en nous appuyant sur les masses et en agissant loyalement vis-à-vis des travailleurs. Les impérialistes et leurs valets veulent prouver qu'ils sont capables de freiner le socialisme. Nous devons montrer devant l'histoire, devant les peuples et devant le mouvement communiste, que le socialisme est irréversible quand ses principes sont appliqués. Nous devons également montrer que, quand le parti est lié aux masses et qu'il met toutes ses for-

ces au service des masses, il n'y a aucune possibilité de retour en arrière.

Chers camarades, pendant vingt ans, le peuple cubain a dû s'opposer à divers types d'agressions impérialistes nord-américaines. Nous n'avons pas été vaincus. Aujourd'hui, modestement mais avec fierté, nous montrons au monde notre nouvelle patrie avec toutes ses réussites économiques, politiques et sociales. La patrie s'est construite sur la base des sacrifices et des efforts du peuple tout entier, de la solidarité des ouvriers et des peuples du monde entier ainsi que de l'aide reçue des pays frères et avant tout de l'URSS. Le gouvernement actuel des Etats-Unis, avec son arrogance et son agressivité, et le désir d'accroître la tension dans diverses parties du monde, augmente la menace contre notre pays. Le blocus économique que nous avons subi depuis vingt ans se double actuellement de menaces militaires directes. La réponse du peuple cubain a été la mobilisation générale sous les mots d'ordre lancés lors du IIe Congrès du Parti communiste cubain : « Production et Défense ».

Nous pouvons dire à nos frères polonais que, aujourd'hui plus que jamais, notre patrie, qui obtient de bons résultats au niveau de la production, est en même temps un bastion invincible pour sauvegarder les acquis, ses principes et le système socialiste qu'elle a choisi. Nous voulons la paix et nous y consacrons tous nos efforts, mais nous ne céderons jamais devant l'agression.

Camarades, l'amitié entre les peuples polonais et cubain, entre les communistes de nos deux pays s'est trempée dans notre lutte commune pour le progrès et le socialisme, en se basant sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Elle date du siècle dernier lorsque un patriote polonais, Carlos Rolof Mialowski, a participé à nos guerres d'Indépendance. Cette amitié va se développer sous forme de la coopération fraternelle et de l'unité d'action contre l'impérialisme et dans la lutte pour la justice sociale, pour l'indépendance des peuples et la paix. L'avenir appartient au communisme. L'atteindre est le but principal et l'honneur des révolutionnaires. Les principes du monde nouveau, forgé par les masses travailleuses, démontrés par Marx, deviennent aujourd'hui réalité. En apprenant de nos erreurs, nous ferons du socialisme une réalité toujours plus belle et correspondant toujours plus aux aspirations des hommes. Les drapeaux du triomphe prolétarien, rouges du sang de millions de travailleurs, iront de l'avant. Nous sommes sûrs que ceux qui les porteront seront les dignes fils de l'héroïque peuple polonais.

Vive l'internationalisme prolétarien !
Vive le socialisme et le communisme !
Vive l'amitié invincible entre les peuples et les communistes polonais et cubains !

Carlos Rafael RODRIGUEZ
traduit du polonais
« Trybuna Ludu », organe du CC du POUP,
17 juillet 1981.

25 ff

« INPRECOR » propose à ses lecteurs l'ensemble des documents du IXe Congrès mondial de la IVe Internationale de novembre 1979 (322 pages) et le récent numéro 105 d'« INPRECOR », du 6 juillet 1981, contenant les résolutions de la dernière session du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale, de mai 1981 (60 pages).

au prix de 25 FF (franco de port) au lieu de 45 FF port non compris.

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Pour un front international contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe !

Résolution adoptée par le Comité exécutif de la IVE Internationale lors de sa session de mai 1981.

L'administration Reagan poursuit son escalade contre-révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Elle concentre aujourd'hui son intervention contre le peuple héroïque du Salvador, en même temps qu'elle maintient son blocus de Cuba socialiste et qu'elle accentue son harcèlement contre le Nicaragua, Grenade et Cuba. L'impérialisme US s'efforce ainsi d'inverser le processus révolutionnaire ouvert par la victoire de la révolution nicaraguayenne dans cette région d'importance stratégique pour les objectifs qu'il poursuit en Amérique latine.

Pour mener à bien cette offensive réactionnaire, l'impérialisme US renouvelle et multiplie son soutien aux dictatures militaires de la région, et tout spécialement à la Junte militaire et démocratique chrétienne criminelle du Salvador, et cherche à empêcher par tous les moyens que ne s'expriment l'appui et la solidarité

internationale avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe.

La lutte exemplaire des ouvriers et des paysans du Salvador a suscité un important mouvement de solidarité internationale, au sein duquel les sections de la IVE Internationale occupent une place de premier plan. Aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs du monde entier doivent faire leur la cause de la révolution salvadorienne, celle de la défense de Cuba socialiste et des processus révolutionnaires engagés au Nicaragua et à Grenade, celle de l'appui à tous les peuples de la région.

Le Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale appelle toutes les organisations du mouvement ouvrier, les organisations anti-impérialistes, démocratiques, etc., à construire un *front international anti-interventionniste*, pour protéger les peuples de la région,

arrêter l'intervention déjà en cours de l'administration Reagan, et empêcher qu'elle ne puisse atteindre un niveau encore plus grave. C'est là aujourd'hui la meilleure façon d'aider à la victoire des peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe. Toutes les sections de la IVE Internationale s'engagent à lutter de toutes leurs forces pour cet objectif.

- Yankees, hors du Salvador !
- Halte aux agressions contre Cuba, Nicaragua et Grenade !
- Levée du blocus de Cuba !
- En avant vers le front anti-interventionniste !

Comité exécutif international (CEI)
de la IVE INTERNATIONALE
12 mai 1981.

La détermination des masses populaires du Salvador par delà la terreur déchaînée par la junte. (DR)



Les élections à la Knesseth

Un succès relatif pour Menahem Begin

PLUS de deux mois se sont déroulés depuis les dernières élections à la Knesseth. Le nouveau gouvernement israélien mis en place est plus militariste, plus chauvin, plus clerical encore que celui auquel il succède.

L'article que nous publions ici a été écrit immédiatement après les élections. Mais il aura fallu moins de deux mois pour trouver la confirmation de l'analyse qui y est développée. En effet, dès sa réélection, Menahem Begin a lancé une offensive militaire d'une rare violence contre le mouvement national palestinien et les populations libanaises. Plus de six cent morts sous les ruines de Beyrouth et du Sud-Liban et des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés. C'est bien une accélération de la politique militariste et belliciste qu'annonce un second règne de celui que les masses israéliennes ont appelé au cours de la campagne électorale « le roi d'Israël ».

Pourtant cela n'est qu'un aspect de la réalité israélienne après les élections. Le second aspect, décrit en détail dans l'article qui suit, concerne la réaction de ceux-là mêmes qui ont élu Begin chef du gouvernement.

En effet, si Begin a pu se faire applaudir en promettant « plus jamais de roquettes à Kiryat Shmoné », il n'était pas du tout évident que ceux qui lui ont exprimé leur soutien dans les urnes étaient prêts à payer le prix de la politique d'agres-

sion qu'a défendu le Likoud tout au long de sa campagne. Les habitants de Kiryat Shmoné ont confirmé cette prédiction en vidant la ville bombardée par l'artillerie palestinienne de plus de 90 % de ses habitants.

Loin de se mobiliser avec enthousiasme derrière leur nouveau gouvernement, les couches populaires ont — au moins autant que Washington — obligé Begin à accepter un cessez-le-feu qui représente une grande victoire politique pour l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) avec qui Israël a été obligé de mener des pourparlers secrets.

Les derniers événements confirment donc que si le gouvernement Likoud est bien décidé à lancer une offensive d'envergure contre les Palestiniens et fait tout ce qui est en son pouvoir pour provoquer une confrontation militaire globale, il se heurtera non seulement à une résistance palestinienne, dont on a souvent tendance à sous-estimer les capacités de riposte, mais aussi à l'opposition grandissante de travailleurs israéliens de moins en moins prêts à payer le prix de cette politique suicidaire.

Ce n'est donc pas un renforcement de l'Etat d'Israël que les dernières élections ont confirmé, mais bien au contraire une exacerbation de la crise du sionisme.

Michel WARSCHAWSKI

En janvier 1981, rares étaient ceux qui étaient prêts à parier un vieux bouton de chemise contre 10 000 francs sur un succès éventuel du front électoral de droite Likoud (Rassemblement) aux prochaines élections. Les sondages donnaient, pour la première fois depuis la constitution de l'Etat d'Israël, une majorité absolue à l'opposition travailliste, ce qui ne faisait que refléter un sentiment unanime dans les diverses classes de la société israélienne : le gouvernement Begin a été non seulement incapable de surmonter la crise politique et économique de l'Etat sioniste, mais a réussi à mener l'Etat israélien, en l'espace de quatre ans, au bord de la catastrophe. Les chiffres parlent avec éloquence : plus de 1 000 % d'inflation, accentuation dramatique du déficit de la balance des paiements, 80 000 chômeurs, pas une seule usine ouverte pendant quatre années, réduction du salaire réel moyen de plus de 10 %, échec lamentable du projet phare du gouvernement concernant l'amélioration des conditions de vie et d'habitat dans les quartiers populaires — voilà l'aspect économique et social du bilan de quatre années de gouvernement du Likoud. Quant à la situation politique, le bilan est tout aussi négatif : suite à de multiples provocations (Loi Jérusalem, expulsion des maires de Hebron et Halhoul, politique intensive de colonisation en Cisjordanie, etc.), l'isolement international de l'Etat

sioniste est devenu quasiment total, le traité de paix avec l'Egypte, qui a été sans aucun doute un succès pour l'équipe Begin, échouait sur les pourparlers concernant l'avenir des territoires palestiniens occupés qui remet en question l'existence même de ce traité. A cela, il faut ajouter une crise de direction sans précédent : les principaux ministres du gouvernement démissionnaient (deux ministres des Finances, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la défense, le ministre de la Justice) et le soutien dont bénéficiait le gouvernement à la Knesseth se rétrécissait comme peau de chagrin, plus d'une dizaine de députés quittant le Likoud ou la coalition gouvernementale.

C'est donc un gouvernement en faille qui a offert, en février dernier, sa démission anticipée, après que la grève des instituteurs ait obligé le second ministre des Finances à quitter la coalition gouvernementale. Les élections à divers syndicats de la Histadrout confirmaient d'ailleurs l'érosion du Likoud qui souvent ne recueillait pas 15 % des votes. La déroute s'annonçait totale.

Et voilà que les résultats des élections à la Knesseth bouleversent toutes les prévisions : le parti de Menahem Begin et du général Sharon reçoit 48 députés sur 120, c'est-à-dire plus encore que lors des dernières élections qui avaient mis fin à l'hégémonie travailliste et poussé Begin et son équipe au pouvoir. Si le Parti travailliste a réussi à remonter la pente et à re-

gagner les voix qu'il avait perdues en 1977 au profit de la formation centriste du général Yadin, ses 47 députés ne lui permettront pas de former un gouvernement, vu que les voix qui lui manquent appartiennent pour la plupart à des partis essentiellement religieux — plus proches du Likoud que des travaillistes.

Toute analyse des élections à la Knesseth doit avant tout tenter de répondre à la question qui se doit de préoccuper tout militant de gauche en Israël : comment le Likoud a-t-il réussi à renforcer son audience électorale, après quatre ans d'une politique catastrophique tant sur le plan extérieur qu'économique et social.

PREMIER SIGNE : LE RESULTAT DES ELECTIONS A LA HISTADROUT

Début avril se déroulaient les élections au Congrès de la Histadrout. Traditionnellement, ces élections sont considérées comme une espèce de répétition générale aux élections à la Knesseth. A la surprise générale, les deux grandes formations maintenaient les positions qu'elles avaient gagnées quatre ans auparavant ; loin d'être témoins d'un raz-de-marée travailliste visant à punir le Likoud pour son incapacité, ces élections confirmaient les rapports de forces antérieurs.

Pourtant, un phénomène nouveau apparaissait par delà le rapport de forces entre les travaillistes et le Likoud : près de



Menahem Begin, vainqueur à l'arraché des élections. (DR)

45 % des électeurs se sont abstenus. Même si l'on tient compte du fait que les électeurs sont traditionnellement moins motivés par les élections à la Histadrout, jamais on n'a connu auparavant un tel pourcentage d'abstentions. La défiance par rapport au Likoud semblait s'exprimer d'une façon différente de celle que tout le monde attendait. Comme l'expliquait le Comité central de la LCR dans sa résolution sur les résultats des élections à la Histadrout : « Ces élections reflètent avant tout un vote de défiance. Le vote travailliste est un vote de défiance par rapport au Likoud, le vote Likoud est un vote de défiance par rapport aux travaillistes, l'abstention est l'expression de la défiance de ceux qui refusent de choisir entre ce que tout le monde considère comme la peste et le choléra. Personne n'a voté pour une politique, pour un parti politique. »

L'enseignement le plus important que l'on pouvait tirer des élections au Congrès de la Histadrout concernait le Parti travailliste. Malgré le mécontentement général vis-à-vis du gouvernement Likoud, les couches populaires les plus défavorisées, celles-là mêmes qui avaient quatre ans auparavant mis fin à près de trente ans de pouvoir travailliste, n'étaient pas prêtes à remettre en selle ceux qu'elles considéraient, à juste titre, comme les responsables de leur exploitation et de leurs problèmes.

Les résultats des élections au Congrès de la Histadrout vont avoir comme première conséquence un nouveau vent d'optimisme dans les rangs du Likoud, ou plus précisément de la fraction Hérouth dirigée par Begin, le général Sharon, le ministre de la Construction, David Levy (un ouvrier du bâtiment d'origine orientale) et le nouveau ministre des Finances, Yoram Eridor.

Saisissant la haine des couches populaires envers le mouvement sioniste travailliste, et comprenant que le phénomène massif d'abstention reflétait l'absence de parti d'opposition face à ce que la plupart des couches populaires considéraient comme le pouvoir — même s'ils étaient depuis quatre ans dans l'opposition parlementaire —, les dirigeants du Hérouth décidèrent de mener une campagne électorale de parti d'opposition, mobilisant les couches populaires contre le parti travailliste.

Le premier souci du Likoud sera de renforcer le sentiment, déjà puissant au sein des couches populaires, que les conditions économiques et sociales déplorables de ces secteurs (chute du niveau de vie de plus de 12 % en l'espace de trois ans, situation catastrophique du logement populaire, 80 000 chômeurs) étaient dues au Parti travailliste. Pour cela, il fallait faire oublier les conséquences directes de quatre ans de gouvernement Likoud pour ces couches populaires. En dilapidant en trois mois l'ensemble du budget annuel, Eridor va remplacer la politique d'austérité de son prédécesseur Horovitz-je-suis-fauché par une largesse absolument irresponsable du point de vue des intérêts de la classe bourgeoise et de l'économie capitaliste israélienne. Chaque travailleur aura sa télévision en couleur, telle est la nouvelle politique économique du gouvernement qui en quelques mois va abolir ou réduire sensiblement toute une série d'impôts et de taxes indirectes et subventionner une liste impressionnante de produits plus ou moins de première nécessité. C'est donc sans surprise que l'indice des prix qui montait mensuellement à l'époque de Ygael Horovitz de 8 à 12 %, est resté en dessous de 5 % en avril et mai. Pendant quelques mois, un vent de prospérité artificielle va souffler sur le marché israélien : les télévisions en couleur, les appareils électro-ménagers, et, pour les plus riches, les automobiles vont se vendre par milliers. Producteurs de biens de consommation, commerçants et consommateurs — tout le monde bénéficie de la manne gouvernementale et commence à penser que, somme toute, le Likoud ce n'est pas si mauvais que ça.

LES COALITIONS ELECTORALES EN ISRAEL

Likoud (Rassemblement), front électoral de droite constitué peu avant la guerre d'octobre 1973 sur l'initiative du général Ariel Sharon. Ce front est composé de :

- Shlomzion, animé par le général Ariel Sharon.
- Gachal (bloc Chérouth-Parti libéral), comprend trois partis nationalistes de droite.
- Hérouth ou Chérouth (Liberté), issu en 1948 de l'organisation armée clandestine Irgoun, dont Menahem Begin est le chef historique.
- Parti libéral, créé en 1961.
- Parti libéral indépendant, créé en 1965.
- Centre libre, d'extrême droite, fondé en 1967 par des dissidents du Hérouth, dirigé par Shmouel Tamir.
- Chinoui (Changement), dit Mouvement démocratique, fondé par l'ancien chef d'état-major de l'armée Yigael Yadin.
- Liste étatique, composée d'éléments du Rafi opposés en 1968 à la fusion de leur parti au sein du Parti travailliste.

Marrakh (Front ouvrier) constitué en 1969 par le Parti travailliste et le Mapam (Parti ouvrier unifié).

- Parti travailliste né en janvier 1968 de la fusion du Mapaï, de l'Ah-douth Haavoda et du Rafi.
- Mapam, fondé en 1948 par des éléments de l'aile gauche sioniste socialiste.

Front démocratique pour la paix et l'égalité, principalement animé par le Parti communiste d'Israël (Rakah) dirigé par Meir Vilner.

Le deuxième volet de l'offensive du Likoud sera d'accentuer son aspect populaire et oriental: David Levy que le racisme anti-oriental des travaillistes avait pris pour cible de leurs blagues de mauvais goût quatre ans auparavant va être un atout majeur dans la campagne du Herouth qui se hâte de cacher dans les coulisses leurs partenaires de la fraction libérale, représentants caricaturaux de la petite-bourgeoisie prospère et ashkenaze. Personne n'était plus apte que ce maçon d'origine nord-africaine, père de famille nombreuse et vivant dans une HLM dans une des villes d'immigrants les plus misérables à renforcer l'image populaire du Likoud. Le deuxième atout du Likoud ce sera Begin. Non pas le chef de gouvernement malade et fatigué, fier de ses bonnes manières d'officier polonais, mais le tribun des années 1950, sachant enivrer les masses par une démagogie à bon marché et des bons mots aussi grotesques qu'irresponsables.

Avec Begin ramené à une nouvelle jeunesse et David Levy, et la politique économique de Yoram Eridor aidant, les habitants des quartiers populaires des grandes villes et des villes d'immigrants trouvaient enfin le parti d'opposition qui leur manquait lors des élections à la Histadrout. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les couches les plus exploitées et les plus opprimées vont exprimer leur révolte et leur haine envers le régime et l'establishment par une mobilisation populaire massive derrière le Likoud. De semaine en semaine, les meetings de Begin vont réunir plus de monde, culminant par un rassemblement de plus de 100 000 personnes sur la place centrale de Tel Aviv deux jours avant les élections. Les slogans les plus populaires ne brillaient certes pas par leur clarté politique: « *Peres traître!* », « *Begin, Begin, le roi d'Israël vit pour l'éternité!* » C'est très souvent l'extase et l'hystérie qui dominant et c'est ce qui permet de comprendre comment, vers la fin de la campagne électorale, va se développer un climat de violence politique sans précédent depuis le début des années 1950: attaques de locaux du Parti travailliste, incendie de voitures de militants, violences physiques et verbales contre les porte-parole du plus grand des partis d'opposition, y compris d'anciens chefs d'état-major qui pour la première fois n'étaient plus protégés par leurs galons.

LA RIPOSTE DES TRAVAILLISTES

Confronté à l'opposition d'un vaste mouvement populaire, le bloc travailliste va faire un choix lourd de conséquences pour l'avenir: regrouper l'ensemble des nantis derrière son drapeau, comme dernier rempart face à la populace sous-développée et hystérique. Jouant sur la peur que les dernières violences du Likoud et de certains de ses partisans n'avaient fait qu'accentuer, les dirigeants « sionistes-ouvriers » ne vont, dans la dernière phase de la campagne



Shimon Peres (DR)

électorale, s'adresser qu'aux couches les plus favorisées de la population, la petite-bourgeoisie occidentale, l'aristocratie ouvrière et les secteurs les plus importants de la bourgeoisie. « *Tout sauf le Likoud* » sera son slogan, derrière lequel se mobiliseront toute la bureaucratie histadroutique, les kibboutzim, mais aussi les intellectuels de gauche qui, il n'y avait pas longtemps, ne cachaient pas leurs critiques vis-à-vis de l'équipe Peres. Le bon sens face à l'hystérie, mais aussi les bâtisseurs face aux faillants, les pionniers face à la populace, — tels sont les mots d'ordre les plus repris au cours des dernières semaines de juin. « *Il s'agit ici de deux cultures* », s'écriera l'écrivain de gauche Amos Oz lors du meeting de clôture de la campagne travailliste qui regroupera près de 200 000 personnes, les pionniers et leurs successeurs dans les kibboutzim, à la tête de la Histadrout et dans les divers organes de l'appareil d'Etat, les officiers supérieurs, les aviateurs; de l'autre côté, ceux que l'on a appelé le Second Israël, les habitants des villes d'immigrants et des pauvres villages agricoles, les cuistots et autres tire-au-flanc lors de leur service militaire.

Les travaillistes non seulement ne feront rien pour gagner les voix de certains secteurs au moins des couches populaires, mais bien au contraire ajouteront gaffe sur gaffe pour s'aliéner les quelques éléments qui pourraient continuer à les soutenir, comme cette remarque raciste d'une vedette de la télévision lors du meeting de clôture de la campagne travailliste: « *Qui est-ce qui soutient*

Begin! des paras? des aviateurs? non! des tcha'h-tcha'h (l'équivalent de ratsons par rapport aux Juifs d'Afrique du Nord) embusqués, ou dans le meilleur des cas des soldats de troisième ordre! », ou encore cette remarque de l'ancien chef d'état-major travailliste Mota Gur: « *On vous baisera comme j'ai baisé les Arabes.* »

Dans un sens, le choix qu'a fait la direction travailliste a été payant: la campagne hystérique contre « *les hordes primitives qui vont détruire notre démocratie libérale* » va accentuer un processus de regroupement derrière les travaillistes qui apparaissent comme les seuls qui soient capables de renvoyer l'équipe Begin dans l'opposition. Les diverses formations sionistes de gauche et libérales vont être laminées, le phénomène du vote utile poussant nombre de leurs électeurs, voire de leurs militants à se ranger derrière le Parti travailliste. C'est ce qui explique que la représentation parlementaire de la gauche sioniste et des libéraux passe de 11 à 3.

LE REJET POPULAIRE DU « SIONISME OUVRIER »

Les dernières élections viennent de confirmer un phénomène politique dont on ne peut sous-estimer l'importance, et dont on avait pu voir il y a quatre ans les premiers signes: la haine des couches populaires les plus pauvres vis-à-vis du mouvement sioniste ouvrier, de ses partis, de ses institutions, de ses symboles. Les habitants des quartiers pauvres de Tel Aviv, de Jérusalem et du Néguev n'ont pas oublié la façon dont ils ont été « intégrés » à la société israélienne occidentale au début des années 1950, accaparés par les

divers partis sionistes au pouvoir (seul le parti Herouth de Menahem Begin, ainsi que le PC évidemment, étant exclu du partage des ressources du mouvement sioniste) et considérés comme des sauvages qu'il fallait tenter de civiliser.

L'amélioration réelle des conditions de vie, surtout après la guerre de 1967, n'a en rien fait oublier le sentiment de discrimination culturelle et sociale. Au contraire, tant que l'ensemble de la société vivait dans des conditions relativement précaires, il restait l'espoir qu'avec une amélioration du niveau de vie général, disparaîtrait petit à petit cette situation de citoyens de deuxième classe dans l'Etat juif. En réalité, plus les riches s'enrichissaient, plus le fossé augmentait entre ce que l'on appelait le « Bel Israël » et le « Second Israël ». Les immenses privilèges des immigrés d'Union soviétique venus en Israël après 1967 n'ont fait que renforcer ce sentiment de discrimination que les dirigeants — travaillistes — de l'Etat avaient rendu officiel par toute une série de déclarations « gaffeuses » mais qui reflétaient bien leurs conceptions telle le « seuls ceux qui parlent yiddish sont de vrais Juifs » de Golda Meir. C'est la prise de conscience de ce phénomène qui est la source de l'apparition des Panthères noires en 1972.

Pourtant, même s'ils ont joui d'un immense capital de sympathie, les Panthères noires sont restés un phénomène relativement marginal, incapable de gagner une crédibilité comme direction de masse pour les Juifs orientaux. C'est la guerre d'octobre 1973 et la crise sociale

qui s'ensuivit qui va bouleverser l'ensemble de la société sioniste, et, avec elle, l'autorité des partis qui ont été à la tête de l'Etat sans arrêt depuis 1948. Il est intéressant de noter que la crise de l'hégémonie travailliste est apparue quasi simultanément au sein de la population palestinienne et au sein des couches populaires orientales. Alors que le pouvoir des collaborateurs liés au Parti travailliste et au Parti national religieux s'écroulait dans le secteur arabe au profit du PC qui recevait lors des élections de 1977 la majorité absolue des voix, la majorité des électeurs des quartiers populaires et des villes d'immigrants quittaient leurs partis traditionnels pour soutenir le Likoud et consacrer Begin chef du gouvernement.

Pendant plus de cinquante ans, les travaillistes ont dominé le mouvement sioniste et l'Etat d'Israël, même s'ils ont toujours préféré s'allier aux autres composantes du mouvement sioniste et en particulier aux partis religieux. Ils ont modelé les structures de l'Etat à leur image, donnant un caractère national à leurs propres institutions. La Histadrout, la Caisse d'assurance de cette dernière, ses diverses organisations sociales et économiques, les kibboutzim, les coopératives, en un mot toutes les institutions du mouvement sioniste ouvrier vont devenir la colonne vertébrale de l'Etat sioniste, même si formellement elles appartiennent à un courant politique défini. La ligne de démarcation entre l'Etat, les institutions sionistes ouvrières et les partis travaillistes (Mapai, Mapam) n'a jamais réellement existé, l'un servant l'autre et vice-versa.

Ce système profitait principalement aux organisations sionistes ouvrières, mais tous les partis sionistes y ont eu leur part du gâteau, dans une espèce de système féodal ou les vagues d'immigration, les budgets, les villages, les colonies agricoles et les institutions d'Etat sont divisés entre les différents partis — y compris la prétendue gauche sioniste — en fonction d'un certain rapport de forces.

Jusqu'en 1967, le Herouth a été le seul parti sioniste quasiment exclu de l'establishment dirigeant (« Sans Herouth et sans PC » était le slogan de Ben Gourion). C'est ce qui explique pourquoi, aux yeux des couches populaires, il n'appartient pas à la classe dirigeante et n'est pas responsable des mille griefs qu'elles ont contre l'Etat et sa direction. Les ennemis ce sont la bureaucratie, la Histadrout, les kibboutzim.

Comment un habitant de Kiryat Shmoné, de Ofakim ou de toute autre ville d'immigrant n'en viendrait-il pas à haïr les kibboutzim où lui et sa famille sont obligés de travailler comme salariés pour vivre dans des conditions de vie huit fois moins élevées ? Comment ne hairait-il pas ces socialistes qui interdisent à ses enfants de se baigner dans leurs piscines, qui lui refusent même de poser sa candidature à leur société « égalitaire » parce qu'il n'est pas assez civilisé ? Comment le jeune ouvrier ne méprisera-t-il pas la Histadrout, quand ses représentants dans les usines et dans les commissions syndicales font tout pour se remplir les poches et lui répètent sans arrêt qu'il n'a pas voix au chapitre parce que c'est grâce à eux qu'il a droit à un pays et à une HLM ?

Pour le « Second Israël », le kibboutz c'est l'exploitation et le mépris, c'est aussi le socialisme, c'est avant tout le pouvoir travailliste ; la Histadrout et ses institutions, c'est la corruption, la collaboration avec le patron, c'est le pouvoir travailliste. Pendant trente ans, les travaillistes et leurs alliés leur ont fait comprendre qu'ils étaient leurs hôtes dans l'Etat juif ; aujourd'hui ils leur répondent, et principalement la nouvelle génération : « Non merci, de votre société on n'en veut pas, ni de votre socialisme, ni de toute votre épopée héroïque. Tout ça c'est à vous, et nous n'avons rien à y voir. »

REVOLTE ETHNICO-POPULAIRE ET LUTTE DE CLASSES

Le vote massif des couches populaires pour le Likoud n'est pas un vote pour sa politique d'agression, même si l'on peut difficilement affirmer que ce soit un vote pour une politique de compromis avec le mouvement national palestinien. C'est un vote de protestation sociale et l'expression d'une aspiration à un changement radical des conditions d'existence des couches populaires les plus défavorisées.

Mais l'aspiration à un changement social radical n'est pas nécessairement un mouvement de classe. Pour cela, il doit s'exprimer sur les lieux de production, à travers des organes de classe (partis ou-

Manifestation d'ultras religieux. (DR)

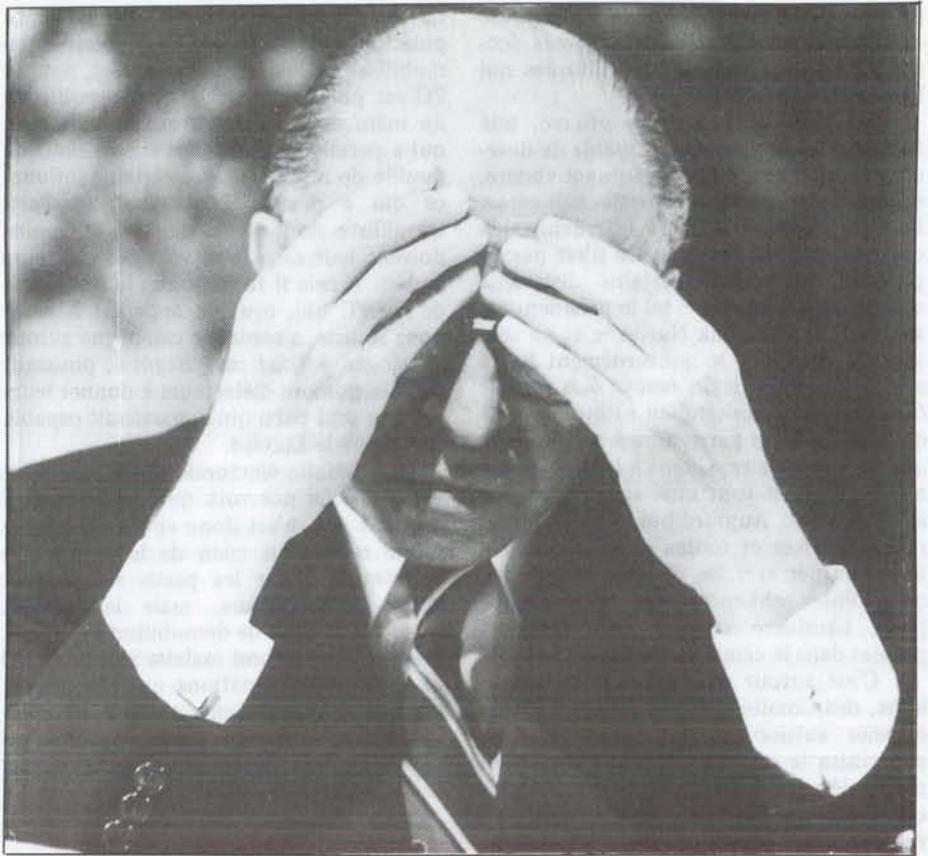


vriers, syndicats, comités de travailleurs) ou par le biais de structures populaires plus ou moins autonomes (comités de quartiers, regroupements de travailleurs). Or, tous ces facteurs ont été complètement absents dans la mobilisation populaire qui se trouve derrière la victoire du Likoud : à la place de mobilisation autonome d'un mouvement de masses, nous avons pu voir des rassemblements de centaines de milliers de personnes venues applaudir leur idole ; à la place de comités d'usines ou de quartiers, les seuls phénomènes organisés de la campagne du Likoud ont été les gangs de casseurs qui venaient attaquer les gens suspects de sympathie pour les travaillistes ; le Likoud n'a eu le soutien déclaré d'aucun syndicat ou comité de travailleurs.

Paradoxalement, c'est le Parti travailliste qui a tenté d'organiser les travailleurs en tant que tels, par des meetings et des prises de parole dans les grandes usines, par la mobilisation — très relative — des comités de travailleurs... et par des pressions diverses sur les ouvriers des usines appartenant à la Histadrout. S'il ne fait aucun doute que les quartiers populaires et la majorité des salariés se sont retrouvés derrière Begin, il n'est pas moins vrai que les dirigeants traditionnels de la classe ouvrière et en particulier les membres des Comités de travailleurs les plus importants ont soutenu les travaillistes.

En ce sens, les dernières élections reflètent bien les limites de la prise de conscience des masses travailleuses israéliennes, dues à la réalité colonialiste et à l'absence de mouvement ouvrier organisé. Si, depuis octobre 1973, nous assistons à un lent processus d'effritement de l'union sacrée, celui-ci s'exprime encore plus au niveau des sentiments (démoralisation, confusion, remise en question de certains tabous) que de la réelle prise de conscience, et n'a pas encore su s'exprimer d'un point de vue organisationnel. C'est pourquoi la contradiction entre affaiblissement de l'union sacrée et renforcement du Likoud n'est qu'apparente : elle est le reflet d'un ras-le-bol profond qui, faute de pouvoir s'exprimer par le biais de structures de classe, recherche dans la classe dirigeante une direction et une perspective politique.

Le renforcement du sentiment de discrimination ethnique, même s'il ne s'exprime pas encore par le biais de structures populaires autonomes, reste un phénomène éminemment positif et lourd de contradictions, non seulement pour le régime sioniste, mais, plus immédiatement, pour le nouveau gouvernement Begin. Il est un reflet de l'effritement de l'union sacrée et la preuve que la seconde génération des Juifs orientaux d'Israël n'est pas prête à être « intégrée » à l'Etat juif comme citoyens de deuxième classe ; vu qu'il n'existe aucune possibilité matérielle d'effacer, à terme, les bases de la discrimination, mais qu'au contraire la crise économique prépare un avenir de plus en plus misérable pour le « Second Israël », c'est sans grand risque que nous pouvons prédire la poursuite du processus d'auto-



Une victoire à la Pyrrhus ? (DR)

nomisation de ces masses populaires par rapport à la classe dirigeante et la possibilité d'apparition de structures de classe dont l'absence est le phénomène le plus significatif de la situation de la classe ouvrière israélienne.

VERS LE FASCISME ?

La compréhension de ce qui sous-tend le vote massif pour le Likoud, permet d'affirmer que tous ceux qui, dans la gauche sioniste et le PC israélien, voient dans les résultats des dernières élections la preuve de la montée inéluctable du fascisme en Israël se trompent complètement.

Certes, Begin et son équipe ont mené une campagne hyper-nationaliste, fanfaronne et militariste, et tout laisse prédire qu'ils comprendront leur victoire électorale comme un feu vert pour mener à bien cette politique. Mais des fantasmes de Begin à la réalité de la lutte des classes, la distance est grande. S'il est vrai qu'il est peu vraisemblable qu'un mouvement anti-guerre essaie d'empêcher une nouvelle offensive contre la Syrie ou le Liban, rien ne montre que Begin ait réussi à faire revivre au sein des masses l'esprit optimiste des premières années de l'occupation, et que dès que la politique militariste se heurtera à des problèmes ou nécessitera de mobiliser les troupes de réserve, le gouvernement retrouvera les réactions d'avant 1973. Au contraire, Begin a laissé, tout au long de sa campagne, croire qu'il avait été capable de mettre fin aux actions palestiniennes et que plus jamais il n'y aurait de Katiouchas sur Kiryat Shmoné ni d'attaques de commandos palestiniens dans les territoires israéliens.

Mais c'est au niveau des réponses à la crise économique que le gouvernement Begin se trouve le plus piégé. C'est sans ambiguïté aucune que les électeurs du Likoud ont fait comprendre ce qu'ils attendaient du nouveau gouvernement : plein emploi, conservation du niveau des salaires, services sociaux, solution à la crise du logement, etc. Et Begin a promis de satisfaire toutes ces revendications. Il n'en a pas les moyens. Au contraire, tout laisse prédire que d'ici six mois, l'inflation dépassera tous les records (on parle de plus de 200 % annuel, les caisses sont vides et les usines continuent de fermer. Déjà le prix de l'essence, des transports et de certains produits de première nécessité a été augmenté et les premiers signes de déception se font entendre. Plus les espoirs mis dans l'équipe Begin ont été grands, plus grandes seront la déception et la colère populaires.

La période qui s'ouvre n'est donc pas, comme l'affirme le colonel Pail du Sheli (formation sioniste de gauche qui n'a plus aucune représentation à la Knesseth), celle d'un vaste mouvement populaire soutenant le gouvernement dans ses actions militaristes et anti-ouvrières, mais au contraire une situation de conflits sociaux inéluctables qui risquent de paralyser le gouvernement, y compris dans sa politique anti-palestinienne. La grande bourgeoisie israélienne le sait, qui voit avec angoisse dans le nouveau gouvernement la source d'une instabilité que le Likoud a, de ses propres mains, préparée.

Afin que cette instabilité débouche sur une perspective favorable aux couches travailleuses, celles-ci doivent se doter d'une direction capable de coordonner les différentes luttes et de proposer un

programme d'ensemble apte à résoudre simultanément les graves problèmes économiques et les questions politiques qui les sous-tendent.

Le Parti travailliste a prouvé, une fois de plus, qu'il était incapable de devenir une telle direction, accentuant encore, durant la campagne électorale, son caractère de classe et le fossé infranchissable qui le sépare des masses. Ce n'est pas en poussant en avant certains dirigeants orientaux populaires — tel le président actuel de l'Etat Ytshak Navon — et en tentant de déborder le gouvernement Begin sur sa droite (« *Begin œuvre à la formation d'un Etat palestinien* ») que le parti de Shimon Peres parviendra à se redonner une base populaire. Quant à la gauche sioniste, elle avait tout misé sur sa présence au Parlement. Aujourd'hui, elle est démoralisée, divisée et moins apte que jamais à se tourner vers les couches populaires que l'élite ashkenaze qui compose ses rangs considère comme définitivement passées dans le camp du fascisme.

C'est autour des Comités de travailleurs, des Comités de quartiers et d'autres organes autonomes des masses que se construira la direction qui fait si cruellement défaut aux masses israéliennes et qui seule sera capable, petit à petit, de rompre avec l'union sacrée et les notions trompeuses d'« intérêt national ». Un tel mouvement se devra, très rapidement, de proposer une ligne politique qualitativement différente de toutes celles que proposent les divers partis sionistes de droite et de gauche, et de chercher non seulement la voie du dialogue avec le mouvement national palestinien mais surtout une perspective de lutte commune avec les travailleurs arabes vivant sous l'occupation sioniste.

LA DEFAITE DU PC DANS LA POPULATION ARABE

Les résultats des élections à la Knesseth dans le secteur arabe n'a surpris que ceux qui se refusent de comprendre que résultats électoraux et mobilisations extra-parlementaires sont des phénomènes liés. Depuis les dernières élections le PC (Rakah) a tout fait pour désamorcer la radicalisation sans précédent qu'avait connu la population palestinienne après la guerre de 1973 et dont le Jour de la Terre a été l'apogée. La venue au pouvoir de Begin a renforcé le PC dans sa ligne défaitiste : ne pas tomber dans les provocations, rechercher à tout prix le soutien des dirigeants sionistes modernes, tels ont été les deux axes centraux de la politique du PC dans la population palestinienne d'Israël, au cours des quatre dernières années.

Cette politique démobilisatrice n'est pas seulement inefficace dans la défense des acquis : elle donne le feu vert à une accentuation de la répression qui, à son tour, renforce encore la passivité et la démoralisation au sein des couches les moins politisées des masses palestiniennes.

De même que c'est la radicalisation des masses palestiniennes et leur extraordinaire mobilisation en mars 1976 qui a

fait du PC le parti de la majorité de la population palestinienne d'Israël, c'est la démobilisation des dernières années, dont le PC est plus responsable que la politique de main de fer du gouvernement Begin, qui a permis aux notables et aux chefs de famille de reprendre une certaine influence qui a profité avant tout au Parti travailliste dont deux députés au moins doivent leur siège aux voix des électeurs arabes. A cela il faut ajouter la propagande du PC qui, tout en appelant à voter pour sa liste, a centré sa campagne autour du slogan « *Tout sauf Begin* », poussant en cela nombre d'électeurs à donner leurs voix au seul parti qui apparaissait capable de vaincre le Likoud.

La défaite électorale du PC qui perd environ 1/5e des voix qu'il avait eu il y a quatre ans, n'est donc en rien la preuve d'une reprise en main de la population palestinienne par les partis sionistes et leurs collaborateurs, mais le produit direct de sa ligne de démobilisation. Dès à présent un profond malaise secoue le PC et les autres formations qui composent avec lui le Front démocratique, et nombreux sont ceux qui commencent à remettre en question la ligne capitulationniste de la direction Vilner-Toubi.

LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

C'est à partir d'une analyse de la crise du sionisme et de son impact sur les populations juive et arabe que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale, avait décidé lors de son VIe congrès de tout faire pour constituer une liste électorale indépendante dont les principaux axes seraient : Likoud et Maarakh c'est bonnet blanc et blanc bonnet ; pour résoudre la crise il faut rompre avec l'union sacrée et l'« intérêt national » ; il faut un parti indépendant des partis sionistes ; les axes de lutte prioritaires sont la lutte pour un retrait immédiat de tous les territoires occupés en juin 1967 ; l'arrêt de toutes les mesures d'expropriation et de répression contre la population palestinienne ; la pleine égalité entre Juifs et Arabes d'Israël ; le transfert des budgets militaires et pour la colonisation aux services sociaux, au plein emploi, etc.

Une liste révolutionnaire se devait de regrouper, autour de la plate-forme susmentionnée, l'ensemble des forces révolutionnaires et antisionistes, juives et arabes. Pour cela, il fallait d'abord surmonter un obstacle majeur : la tendance au boycottage des élections, profondément enracinée au sein de la jeune génération de militants palestiniens que la politique parlementariste du PC a dégoûtée de tout ce qui peut rappeler la politique électorale. Cette bataille contre le boycottage, la LCR l'a menée pendant plus de trois mois avec toutes ses forces militantes, consciente que par-delà la question électorale, ce qui était en jeu ce n'était pas moins que l'ensemble de la stratégie d'unification des luttes juives et

arabes en Israël. Si, finalement, la majorité des forces nationalistes révolutionnaires ont été gagnées à l'idée de la formation d'une liste électorale, il était trop tard pour présenter une telle liste.

La LCR a donc mené une campagne liant une agitation intense autour des axes mentionnés plus haut et un appel à voter pour le Front démocratique composé du PC et de quelques forces non sionistes mineures. Le vote pour le PC était présenté comme un vote contre l'union sacrée, contre l'occupation et l'aventure militaire et pour l'indépendance par rapport aux partis sionistes.

Que ce soit dans les localités arabes, dans les usines, les quartiers populaires ou, dans une moindre mesure, au sein de la jeunesse scolarisée, la campagne des anti-sionistes a trouvé un écho qu'il y a encore quatre ans, personne n'aurait rêvé de rencontrer. Des slogans tels que « *De l'argent pour les quartiers populaires, pas pour les colonies* », « *Il faut choisir entre la guerre contre les Arabes et la guerre contre le chômage* », répondaient à des sentiments réels et profonds au sein des travailleurs, et jamais au cours de la campagne les militants anti-sionistes n'ont été confrontés aux phénomènes de violence qui ont touché les militants travaillistes. Des dizaines de fois on a pu entendre, d'une façon ou d'une autre, ce qu'affirmait cet ouvrier d'une grande usine de la métallurgie de Tel Aviv : « *Communistes ou Fatah, peu nous importe, vous au moins, vous ne nous avez pas exploités pendant plus de trente ans, et ce qu'il nous faut, c'est changer complètement tout l'ordre social. Si pour cela il faut faire la paix avec les Arabes, alors mieux vaut la faire tout de suite.* »

Si le PC et ce qui reste des formations sionistes de gauche avaient cherché à convaincre les masses travailleuses juives et centré leur campagne en direction de celles-ci, ils auraient, à leur grande surprise, appris que les sombres perspectives qu'ils annoncent reflètent plus l'avenir de l'Etat juif que la direction du mouvement des masses. Et loin de sombrer dans le désespoir, ils saisiraient les opportunités nouvelles que la crise du sionisme ouvre devant les forces révolutionnaires.

Mais, précisément parce que ces forces ne sont pas révolutionnaires et ne croient pas aux capacités des masses de changer, par leurs luttes, leurs idées et leur conscience, parce que, fondamentalement, ces courants s'identifient à l'ordre en place, ils vivent la crise du sionisme avec angoisse et non avec espoir.

Seuls les révolutionnaires anti-sionistes vont donc se préparer aux mobilisations populaires qui ne vont tarder ni au sein de la population palestinienne, ni parmi les travailleurs juifs, et mettre toute leur énergie au service de la perspective de l'union dans les luttes des travailleurs juifs et arabes, car là réside la seule issue à la crise de l'Etat juif qui ne soit pas au prix de dizaines de milliers de morts de part et d'autre de la ligne nationale. ■

Michel WARSCHAWSKI
Tel Aviv, 20 juillet 1981.

Les nôtres

Teofilo Inga Quispe

PÉROU

Un militant du PRT péruvien assassiné par les « coyotes » du maire de San Luis

Ouvrier de la municipalité de San Luis à Lima et dirigeant du syndicat des ouvriers municipaux de cette commune, le camarade Teofilo Inga Quispe, disparu depuis le 25 juillet dernier, a été retrouvé mort le 1er août. Son cadavre a été jeté sur une route pour faire croire à un accident de la circulation, thèse reprise par la police...

Pour la femme de Teofilo Inga Quispe, à laquelle il avait rapporté les menaces de mort que lui adressaient les « coyotes » (hommes de main) du maire de San Luis, pour les dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVe Internationale dont il était membre (Inga avait été candidat du PRT aux élections du conseil municipal de Victoria), tout comme pour ses camarades de travail et les membres de son syndicat, il ne fait pourtant aucun doute que Inga Quispe a bien été assassiné par les « coyotes » commandités par Teofilo Nicanor Gamarra, maire de San Luis et membre du parti gouvernemental Action populaire (AP).

Le secrétaire général de la Fédération des ouvriers municipaux du Pérou (FENAOMP) devait d'ailleurs affirmer qu'il était évident « que le camarade a été battu à mort ». En effet, le cadavre de Teofilo Inga Quispe portait de nombreuses traces de coups. De plus, ses collègues de travail peuvent témoigner des menaces de mort que lui adressaient les agents à la solde du maire de San Luis et notamment un dénommé Walter Sotomayor, embauché spécialement pour briser une grève des ouvriers municipaux. Secrétaire général du syndicat des ouvriers municipaux de San Luis jusqu'en décembre 1980, le camarade Inga avait été particulièrement actif lors des récentes mobilisations des ouvriers municipaux.

D'autre part, une voisine d'Inga Quispe a vu l'adjoint au maire, lui aussi membre de l'AP, le jour du prétendu « accident », rôder près du lieu où le corps a été retrouvé.

Lors de l'enterrement de notre camarade, plusieurs dirigeants ouvriers, dont un camarade du PRT, ont pris la parole. Le secrétaire de la FENAOMP a affirmé avec détermination : « Nous ne permettrons pas que se reproduisent des faits similaires d'atteinte à la vie de dirigeants jeunes et combattifs comme Inga, nous exigeons le retrait des "coyotes" de tous les districts et que les maires de San Luis, El Rimac et Chorillos, entre autres, arrê-

tent leurs sinistres manœuvres contre les travailleurs. »

L'assassinat de notre camarade est en effet un coup porté à un authentique organisateur des ouvriers municipaux quelques semaines seulement avant la date d'une grève nationale. C'est bien parce qu'il constitue une attaque contre l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire que le secrétaire général de la FENAOMP devait mettre en garde les autorités en déclarant que « si la police ne recherche pas le fond de cette affaire et prétend que l'assassinat de notre camarade Inga Quispe ne constitue qu'un simple accident de la circulation, la Fédération nationale des ouvriers municipaux se déclarera en grève illimitée ».

En mémoire du camarade Teofilo Inga Quispe assassiné à l'âge de 30 ans pour son engagement dans le combat de la classe ouvrière, pour sa veuve et ses cinq enfants dont le dernier n'a que trois mois, les travailleurs municipaux de San Luis et de toute la région, comme nos camarades du PRT du Pérou, auront à cœur de faire toute la lumière sur ce meurtre et de démasquer les « coyotes » assassins commandités par les potentats locaux de l'Action populaire au pouvoir.

INPRECOR
Août 1981.

IRAN

Samad Asari Eskandari



Le camarade Samad Asari Eskandari, jeune militant du HVK (Parti d'unité ouvrière, une des organisations liées à la IVe Internationale en Iran) est mort le 17 juillet dernier sur le front de la guerre irano-irakienne.

Bien qu'agé seulement de vingt ans, le camarade Samad Asari Eskandari, qui était issu d'une famille ouvrière de l'Azerbaïdjan, avait déjà un important passé militant remontant à avant la Révolution iranienne de février 1978.

Samad Asari Eskandari était militant actif du mouvement de la jeunesse iranienne en lutte pour le socialisme. Il était membre du Comité central de son organisation, le HVK.

INPRECOR
Août 1981.

INPRECOR — 8 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil France